

Groupe de recherche interdisciplinaire  
en développement de l'Est du Québec

(G.R.I.D.E.Q.)

Université du Québec à Rimouski

Une analyse de la  
représentation et  
de l'adaptation  
des relocalisés à  
l'espace urbain  
matanais

No 7

Mars 1981

L'idéologie du BAEQ et  
les relocalisés de  
l'Est du Québec

Pauline COTE

Avec la collaboration de  
Rita Giguère et Jean La Rivière

Dactylographie Francine Côté

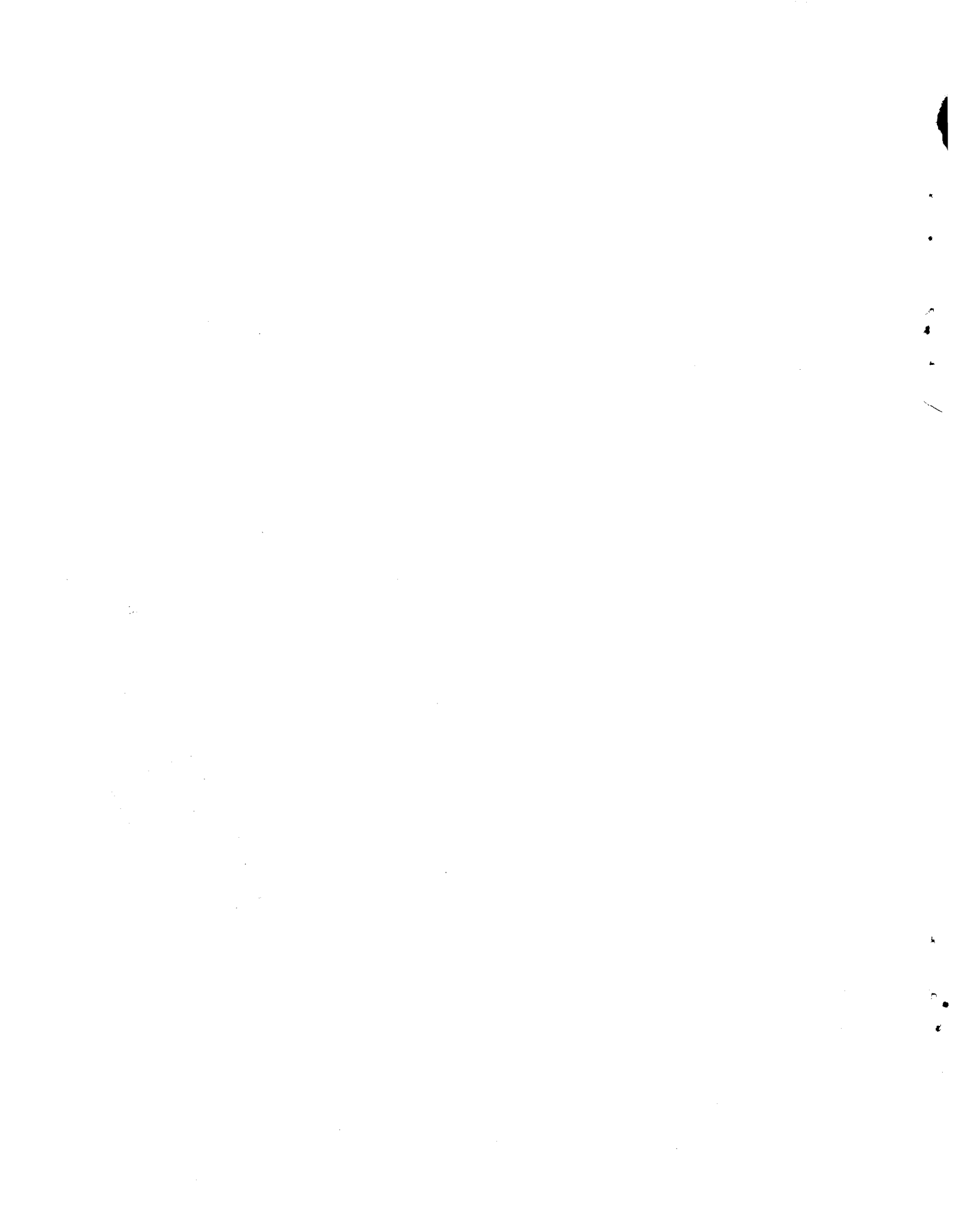
Contribution scientifique

MARS 1981

Copyright 1981, Université du Québec à Rimouski

Dépôt légal, 1er trimestre 1981  
Bibliothèque nationale du Québec  
Bibliothèque nationale du Canada

**GRIDEQ**  
Groupe de recherche interdisciplinaire  
en développement de l'Est du Québec  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI  
300 Ave des URSAULINES  
RIMOUSKI, QUÉBEC - G3L 3A1



Notre chosification des êtres vivants relève d'un raffinement barbare qui tend à s'allier naturellement avec toutes les autres formes de barbarie. La redéfinition complexe de la vie est d'importance non seulement scientifique mais humaine, sociale, politique, vitale.

(Edgar Morin, 1980)

**GRIDEQ**  
 Groupe de recherche interdisciplinaire  
 en développement de l'Est du Québec  
 UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À QUÉBEC  
 300 Ave des URSAULINES  
 RIMOUSKI QUÉBEC - G5L 3A1

Comme Matane nous livrait  
 plus d'huile  
 Paul a sorti la truie à bois  
 On a passé l'hiver autour  
 J'pense qu'on est aussi ben  
 d'partir  
 Rester icitte c'est plus  
 vivable  
 Comme nous l'disait l'représentant

(Les gens d'en bas, 1978)

## REMERCIEMENTS

Cette publication constituant une partie de ma thèse de doctorat, il me fait donc plaisir d'exprimer tout d'abord ma gratitude à Monsieur Luc Lamarche (Ph. D. psychologie sociale, Université de Montréal) qui a su me diriger avec confiance tout au long de cette recherche.

Mes plus sincères remerciements vont aussi à mes collaborateurs, Madame Rita Giguère, sociologue, qui a contribué à l'élaboration du questionnaire de l'enquête et qui a assuré le travail de coordination auprès de l'équipe des enquêteurs et à Monsieur Jean Larrivée, agent de recherche du GRIDEQ, qui a participé à la phase de compilation, de l'analyse et du traitement des données de l'enquête.

Je désire également exprimer ma reconnaissance à l'Université du Québec à Rimouski qui par l'attribution d'une subvention de recherche a permis une aide financière pour la réalisation de l'enquête et le Conseil québécois de la recherche sociale qui grâce à une subvention d'aide à la publication, a favorisé au GRIDEQ l'impression et la diffusion de cette recherche.

Madame Francine Cimon, secrétaire du GRIDEQ, est remerciée pour sa patience et sa générosité dans le travail de dactylographie.

Enfin, toutes les personnes qui ont prêté leur coopération à cette recherche, sont vivement remerciées, particulièrement les sujets de l'enquête à qui je dédie la publication de ce septième (7ème) cahier du GRIDEQ.

## TABLE DES MATIERES

	Page
LISTE DES ANNEXES .....	VIII
LISTE DES TABLEAUX .....	IX
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE 1: PROBLEMATIQUE: IDEOLOGIES DU DEVELOPPEMENT REGIONAL, REPRESENTATION ET ADAPTATION A L'ES- PACE URBAIN .....	5
1.1 Une définition de l'espace urbain .....	5
1.2 Discours institutionnel sur l'urbain .....	8
1.2.1 Le plan Gordon-Vautrin .....	9
1.2.2 Le plan du BAEQ .....	11
1.3 Représentation et adaptation à l'espace urbain ...	21
1.3.1 Le concept de représentation sociale .....	22
1.3.2 L'adaptation à l'espace urbain .....	25
1.4 Hypothèses .....	30
1.4.1 Hypothèse principale .....	30
1.4.2 Hypothèses secondaires .....	32
CHAPITRE II: METHODOLOGIE .....	35
2.1 Sujets .....	35
2.1.1 Sujets de la pré-enquête .....	35
2.1.2 Sujets de l'enquête .....	35
2.1.2.1 Programme de relocalisation et année de la migration .....	37
2.1.2.2 Sexe .....	39
2.1.2.3 Age .....	40

## VI

	Page
2.2 L'enquête psycho-sociologique .....	41
2.2.1 La pré-enquête .....	41
2.2.2 Le questionnaire de l'enquête .....	42
2.2.3 Le déroulement de l'enquête .....	44
 CHAPITRE III: ANALYSE DE LA REPRESENTATION ET DE L'ADAPTA- TION DES RELOCALISES A L'ESPACE URBAIN MATANAIS .....	   47
3.1 Méthodes d'analyse .....	47
3.2 Résultats de l'enquête .....	49
3.2.1 Représentation de l'espace urbain physique .....	49
3.2.2 Représentation de l'espace urbain économique .....	52
3.2.3 Représentation de l'espace urbain socio-culturel .....	54
3.2.4 Adaptation à l'espace urbain physique .....	59
3.2.5 Adaptation à l'espace urbain économique ...	62
3.2.6 Adaptation à l'espace urbain socio- culturel .....	67
3.3 Vérification des hypothèses et interprétation des résultats .....	72
3.3.1 Hypothèse principale sur l'impact psycho- social de l'idéologie gouvernementale .....	74
3.3.1.1 La représentation sociale de l'espace urbain .....	74
3.3.1.2 L'adaptation à l'espace urbain ...	85
3.3.1.3 Le rapport entre la représentation et l'adaptation .....	98
3.3.2 Hypothèses secondaires sur la représenta- tion et l'adaptation .....	105
3.3.2.1 Les groupes d'âge .....	107

## VII

	Page
3.3.2.2 Les sexes .....	111
3.3.2.3 Les programmes de relocalisation .	115
CONCLUSION .....	123
ANNEXES .....	129
REFERENCES .....	187

VIII

LISTE DES ANNEXES

	Page
ANNEXE I	
Cartes .....	129
Carte de la ville de Matane	
Localités de l'Est du Québec du programme I de fermeture	
Localités de l'Est du Québec du programme II d'aide à la migration	
Structure organisationnelle du secteur de développement social	
ANNEXE II	
Caractéristiques générales des sujets avant la migration .....	135
ANNEXE III	
Lettre adressée aux sujets de l'enquête .....	157
ANNEXE IV	
Questionnaire de l'enquête .....	159
ANNEXE V	
Questions de l'enquête liées aux indicateurs de la représentation et de l'adaptation à l'espace urbain .....	185



## LISTE DES TABLEAUX

	Page
TABLEAU 1: Structure du discours gouvernemental sur la relocalisation .....	19
TABLEAU 2: Répartition des répondants selon la localité d'origine et selon le programme de relocalisation .....	38
TABLEAU 3: Répartition des répondants selon le nombre d'années écoulées depuis la migration .....	38
TABLEAU 4: Répartition des répondants selon le statut civil .....	39
TABLEAU 5: Répartition des répondants selon l'âge .....	40
TABLEAU 6: Indicateurs de la représentation et de l'adaptation selon les dimensions de l'espace urbain .....	44
TABLEAU 7: Types de représentation de l'espace urbain physique selon les indicateurs "proximité des services" (I), "dispersion-densité" (III) (N = 72) .....	51
TABLEAU 8: Types de représentation de l'espace urbain économique selon les indicateurs "travail" (I), "revenu" (II), "consommation" (III) (N = 72) .....	52
TABLEAU 9: Types de représentation de l'espace urbain socio-culturel selon les indicateurs "système de relations" (I), "services socio-culturels et de loisirs" (II), "éducation scolaire" (III) (N = 72) .....	55
TABLEAU 10: Modes d'adaptation à l'espace urbain physique selon les indicateurs "déplacement vers les services" (I), "lieu et type d'habitation" (III) (N = 72) .....	60
TABLEAU 11: Modes d'adaptation à l'espace urbain économique selon les indicateurs "travail" (I), "revenu" (II), "consommation" (III) (N = 72) .....	63

	Page
TABLEAU 12: Modes d'adaptation à l'espace urbain socio-culturel selon les indicateurs "relations sociales" (I), "participation aux activités socio-culturelles et de loisir" (II), "système scolaire" (III) (N = 72) .....	68
TABLEAU 13: Répartition des sujets selon leur type de représentation de l'espace urbain physique, économique et socio-culturel (N = 72) .....	75
TABLEAU 14: Répartition des sujets selon leur mode d'adaptation à l'espace urbain physique, économique et socio-culturel (N = 72) .....	88
TABLEAU 15: Rapport entre le type de représentation et le mode d'adaptation .....	100
TABLEAU 16: Comparaisons entre les types de représentation de l'espace urbain global selon les groupes d'âge, les sexes et les programmes de relocalisation .....	106
TABLEAU 17: Comparaisons entre les modes d'adaptation à l'espace urbain global selon les groupes d'âge, les sexes et les programmes de relocalisation .....	106
TABLEAU 18: Représentation positive (1), négative (2) ou ambivalente (3) de l'espace urbain selon les groupes d'âge .....	108
TABLEAU 19: Modes d'adaptation intégré (1), accommodé (2), isolé (3) à l'espace urbain selon les groupes d'âge .....	110
TABLEAU 20: Représentation positive (1), négative (2) ou ambivalente (3) de l'espace urbain selon les sexes .....	112
TABLEAU 21: Modes d'adaptation intégré (1), accommodé (2), isolé (3) à l'espace urbain selon les sexes .....	114
TABLEAU 22: Représentation positive (1), négative (2) ou ambivalente (3) de l'espace urbain selon les programmes de relocalisation .....	116

	Page
TABLEAU 23: Modes d'adaptation intégré (1), accommodé (2), isolé (3) à l'espace urbain selon les programmes de relocalisation .....	118
TABLEAU 24: Période d'adaptation à la ville de Matane selon le programme de relocalisation .....	136
TABLEAU 25: Sexe des répondants selon le type de programme de relocalisation .....	136
TABLEAU 26: Sexe des répondants selon l'âge .....	137
TABLEAU 27: L'âge des répondants selon le type de programme de relocalisation .....	138
TABLEAU 28: Endroit où les répondants demeuraient avant la migration .....	138
TABLEAU 29: Temps passé dans la localité d'origine .....	139
TABLEAU 30: Temps passé dans la localité d'origine selon le programme de relocalisation ou de migration .....	140
TABLEAU 31: La scolarité des répondants .....	141
TABLEAU 32: Scolarité des répondants selon le type de programme de relocalisation .....	142
TABLEAU 33: Scolarité des répondants selon l'âge .....	143
TABLEAU 34: Nombre de personnes à charge .....	144
TABLEAU 35: Nombre de propriétaires et de locataires avant le déménagement .....	145
TABLEAU 36: Nombre de propriétaires et de locataires au moment de l'enquête .....	145
TABLEAU 37: Proportion de propriétaires et de locataires avant le déménagement selon le type de programme .....	146
TABLEAU 38: Proportion de propriétaires et de locataires après la relocalisation selon le type de programme .....	146
TABLEAU 39: Proportion de propriétaires et de locataires selon l'âge avant le déménagement .....	147

## XII

	Page
TABLEAU 40: Proportion de propriétaires et de locataires selon l'âge après le déménagement .....	148
TABLEAU 41: Genre d'habitation actuelle .....	149
TABLEAU 42: Occupation avant le déménagement .....	150
TABLEAU 43: Occupation du conjoint l'année avant le déménagement .....	151
TABLEAU 44: Revenu annuel de la famille avant le déménagement .....	152
TABLEAU 45: Montant reçu de la subvention pour l'aide à la relocalisation ou à la migration .....	153
TABLEAU 46: Répartition des répondants selon le nombre d'enfants .....	154
TABLEAU 47: Répartition des répondants selon le nombre d'enfants qui vont à l'école .....	155
TABLEAU 48: Lieu de résidence des enfants .....	156
TABLEAU 49: Questions liées aux indicateurs pertinents de la représentation et de l'adaptation à l'espace urbain .....	186

## INTRODUCTION

Si l'Est du Québec a souvent été considéré comme un vaste territoire "d'expériences-pilotes", il reste que peu d'analyses ont été faites au plan psycho-social et économique pour tenter d'évaluer les aspects souvent négatifs et contradictoires des expériences mises en place et vécues. Les politiques gouvernementales de fermetures de localités rurales et d'incitation à la migration des populations de l'Est du Québec ont été en grande partie actualisées et c'est encore sous cette lancée qu'on assiste aujourd'hui, à un sous-développement du milieu rural au profit d'une tendance à instaurer et consolider des pôles de croissance urbaine, gage pense-t-on, d'un meilleur développement régional.

A titre d'exemple pertinent de ce contexte bien actuel, ne voit-on pas, dans la vallée de la Matapédia, la population se débattre, encore aujourd'hui, en 1981, pour obtenir dans son milieu rural-forestier, une usine de pâtes et papiers qui n'aurait que le désavantage d'être située à l'écart quelque peu, du site le plus rentable financièrement (Matane). Malgré l'initiative du projet de la part des citoyens solidaires, malgré la présence et la proximité des ressources humaines, forestières et matérielles évidentes, malgré ce désir vital de la population de se prendre en main au plan économique et social, de développer son territoire et d'éviter ainsi une migration de ses forces vives, donc malgré tous ces facteurs, le développement régional semble vouloir encore une fois de plus, passer par le développement industriel urbain.

C'est une réflexion sur les effets psycho-sociaux de ces politiques migratoires "rural-urbain" issues du BAEQ qui est tentée dans la présente recherche, en espérant apporter un éclairage sur le discours gouvernemental du temps (1968-1974) et surtout sur son impact ou ses conséquences auprès des populations qui en ont fait plus particulièrement l'objet, c'est-à-dire les relocalisés.

Mais avant d'aller plus loin, il serait bon de préciser que la problématique et les résultats de la présente enquête s'inscrivent dans un cadre de recherche plus général qui est celui d'une thèse de doctorat<sup>1</sup>, soutenue à l'Université de Montréal, on octobre dernier. Pour les fins de la présente publication, ont été retranchées les parties théoriques traitant des diverses approches sociologiques et sémiologiques de l'idéologie et une partie méthodologique décrivant différents types d'analyse du discours, notamment la méthode de l'analyse automatique du discours de Michel Pêcheux<sup>2</sup> qui a été utilisée pour analyser la nature du discours gouvernemental sur la relocalisation.

Tout en résumant certains aspects théoriques de la thèse, le présent document a surtout pour but de dévoiler et d'analyser les résultats de l'enquête faite (en mai 1977) auprès de l'ensemble des familles, de l'Est du Québec, relocalisées dans la ville de Matane, suite aux deux programmes gouvernementaux de fermeture de localités rurales (1969-1972) et d'aide à la migration (1972-1975) des populations. L'objectif principal est de voir dans quelle mesure le discours gouvernemental sur la relocalisation a imprégné la représentation sociale que les relocalisés ont de l'espace urbain dans ses différentes dimensions physiques, économiques et socio-culturelles et

- 
- 1 Voir, COTE, Pauline (1980). Eléments pour une théorie de l'idéologie urbaine: l'idéologie technocratique du BAEQ et les relocalisés de l'Est du Québec, Université de Montréal, thèse de doctorat en psychologie sociale, 387 p.
  - 2 Les lecteurs intéressés à cette partie méthodologique de la recherche pourront se rapporter à la publication suivante: COTE, Pauline (1981). L'analyse automatique du discours de Michel Pêcheux. Application de cette méthode dans une analyse de quatre arrêtés en conseil relatifs aux programmes de fermeture de localités rurales et d'aide à la migration des populations dans l'Est du Québec. Rimouski: Documents généraux du GRIDEQ, no 8, Université du Québec à Rimouski.

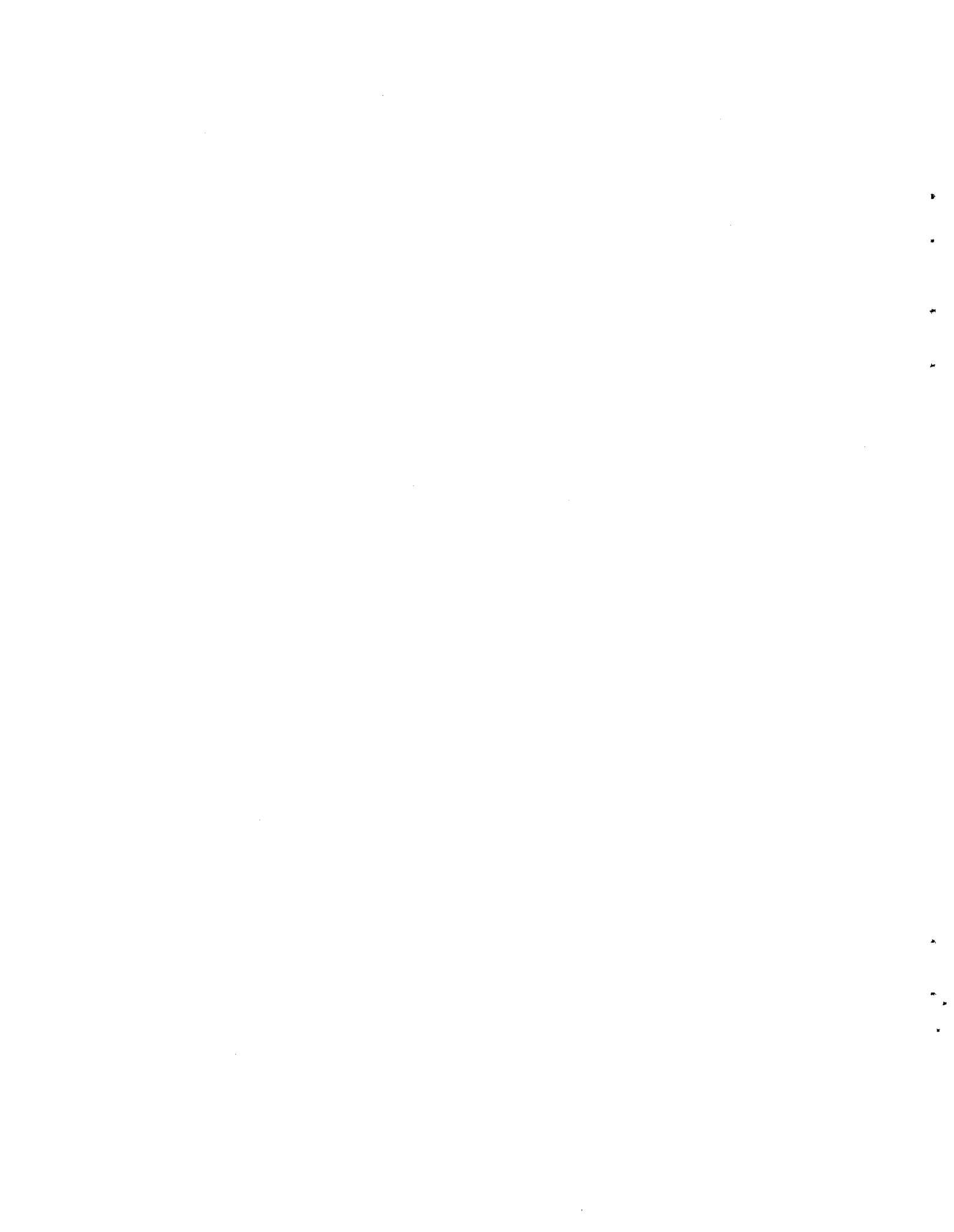
d'autre part, de voir comment ils ont vécu dans leurs faits et gestes quotidiens leur adaptation au nouvel espace urbain manitobain dans lequel ils sont implantés.

Le premier chapitre présente les éléments de la problématique de recherche. Après avoir donné une définition théorique et opérationnelle de la notion d'espace urbain, une brève analyse historique du discours institutionnel sur les politiques nationales, fait voir les différentes idéologies du développement qui se sont succédées au Québec depuis le plan Gordon-Vautrin (1930) jusqu'à l'avènement du BAEQ (1963-1966). Avant de passer à la formulation de quelques hypothèses sur l'impact psycho-social de l'idéologie du BAEQ auprès des relocalisés, les concepts de "représentation sociale" et d'"adaptation" à l'espace urbain sont théoriquement et empiriquement définis.

Le chapitre II porte sur la méthodologie de la recherche (sujets de l'enquête, élaboration du questionnaire de l'enquête, etc.).

Le chapitre III est consacré à l'analyse et à la discussion des résultats. Les résultats de l'enquête sont d'abord présentés en détail sous forme de tableaux et ils sont ensuite analysés et interprétés, théoriquement et méthodologiquement, en fonction des hypothèses émises.

Enfin, une conclusion résume les buts et objectifs de la recherche et en dégage les traits saillants. Elle précise aussi les limites du travail et suggère des pistes de recherches complémentaires.





CHAPITRE I: PROBLEMATIQUE: IDEOLOGIES DU DEVELOPPEMENT  
REGIONAL, REPRESENTATION ET ADAPTATION A  
L'ESPACE URBAIN

Une attention particulière est accordée dans ce chapitre à exposer les éléments de la problématique de recherche et à situer et articuler les différents concepts au niveau du cadre opérationnel. Avant de formuler quelques hypothèses sur la fonction de l'idéologie gouvernementale du BAEQ ou son impact psycho-social sur les représentations et les comportements effectifs des familles relocalisées dans l'espace urbain matanais, il convient de préciser théoriquement et opérationnellement ce que les termes "espace urbain", "représentation sociale" et "adaptation" recouvrent et de dégager les grands traits du discours gouvernemental sur l'urbain et le développement régional dans le contexte québécois, depuis les années 1930 jusqu'à la période de 1975.

Notre analyse empirique portera principalement sur l'idéologie du BAEQ<sup>1</sup> et sur les principales mesures gouvernementales qui en ont découlé, c'est-à-dire les programmes de fermeture de localités rurales et d'incitation à la migration des populations de l'Est du Québec.

1.1 Une définition de l'espace urbain

Une définition de l'espace urbain doit comprendre avant tout une définition de l'espace. Empruntons à Castells (1977) sa définition de celui-ci:

---

1 D'une façon générale, le terme BAEQ concerne la structure technocratique et l'ensemble des études faites par le Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec (1963-1966) ainsi que les diverses politiques qui en ont résulté.

L'espace est un produit matériel, en relation avec d'autres éléments matériels - entre autres, les hommes - qui entrent eux-mêmes dans les rapports sociaux déterminés,<sup>1</sup> qui donnent à l'espace (ainsi qu'aux autres éléments de la combinaison) une forme, une fonction, une signification sociale. Il n'est donc pas pure occasion de déploiement de la structure sociale, mais l'expression concrète de chaque ensemble historique dans lequel une société se spécifie (p. 152).

Quant au terme "d'urbain ou d'urbanisation", il fait référence, selon Castells (1977), "à la production sociale des formes spatiales" (p. 32); plus précisément, cette notion qu'il qualifie "d'idéologique" réfère au

processus par lequel une proportion significativement importante de la population d'une société se concentre sur un certain espace, où se constituent des agglomérations fonctionnellement et socialement interdépendantes du point de vue interne, et un rapport d'articulation hiérarchisée (p. 32).

Castells précise, qu'à l'encontre de ce que plusieurs croient, le capitalisme industriel n'a pas provoqué le "renforcement de la ville, mais sa presque disparition en tant que système institutionnel et social relativement autonome, organisé autour d'objectifs spécifiques" (1977, p. 26). La ville a été remplacée par le "centre urbain" qui reflète un processus spécifique d'organisation de l'espace: "décomposition des structures sociales agraires, émigration des populations vers les centres urbains pour fournir la force de travail essentielle à l'industrialisation, passage d'une économie domestique à une économie de manufacture, puis à une économie de fabrique; d'où concentration de main-d'oeuvre, création de marchés, de services, spécialisation fonctionnelle et division du travail...

---

1 Soulignés par Castells.

L'espace urbain est donc structuré, c'est-à-dire qu'il n'est pas organisé au hasard et qu'il est possible d'établir les lois qui commandent son existence et sa transformation. Selon nous, une "explication historique" de l'espace urbain ne peut être donnée que si elle fait référence au système politico-institutionnel qui régit l'organisation spatiale, économique et socio-culturelle d'une société donnée. Il est donc juste de considérer l'espace urbain non pas comme une délimitation d'un simple lieu, d'une culture spécifique, d'une localisation géographique, mais plutôt comme l'expression d'un ensemble de rapports de diverses composantes, politiques, spatiales, économiques, socio-culturelles.

Cette définition de l'espace urbain étant donnée, il est illusoire de vouloir le caractériser exclusivement comme l'opposé de l'espace rural, la ville comme l'opposé de la campagne. Bien que reprenant "sectoriellement" chacune des dimensions de l'espace (espace physique, économique, culturel), plusieurs auteurs en sociologie urbaine ont eu plutôt un "faible" pour ce genre d'analyse du phénomène urbain.

Certes, peut-être la ville est-elle perçue davantage comme le lieu de l'urbain que ne l'est la campagne, mais une définition de la ville ne va pas sans une redéfinition du monde rural. Si historiquement le phénomène d'urbanisation - qui a pris naissance principalement avec le capitalisme industriel - a modifié les rapports sociaux et le caractère des villes, il a aussi simultanément entraîné un changement dans l'organisation des sociétés rurales<sup>1</sup>. Ces changements dans le

---

1 Il serait trop long ici et il n'est pas utile pour notre propos d'expliquer comment se sont effectués ces changements et comment notre société, d'abord essentiellement rurale, s'est de plus en plus urbanisée. On peut, cependant, consulter à ce sujet, l'ouvrage de Gérald Fortin (1971), La fin d'un règne et celui de Placide Rambaud (1969), Société rurale et urbanisation, qui traitent, l'un en prenant comme exemple le Québec et l'autre la France, du problème de l'urbanisation progressive des sociétés rurales.

caractère des villes et des campagnes investies progressivement de l'urbain, sont liés fondamentalement aux instances politiques et idéologiques dominantes de notre société.

Les notions d'espace urbain font donc référence dans le contexte empirique de notre recherche:

1. à une définition institutionnelle et historique de l'espace urbain (c'est-à-dire la nature des politiques urbaines québécoises et régionales et de l'intervention de l'Etat dans la définition de l'espace...)

2. aux effets de ces politiques sur les configurations spatiales, économiques et socio-culturelles d'un milieu donné (c'est-à-dire au point de vue spatial, le type d'habitations, de rues, d'endroits publics, de transports..., pour la dimension économique, le type de production et de distribution des ressources..., et au point de vue culturel, la façon de se comporter des groupes, moeurs, coutumes...).

Cette notion d'espace urbain sera plus amplement élaborée lorsque, dans les prochains points, il sera question des politiques urbaines québécoises et de leurs manifestations dans le contexte régional de l'Est du Québec et des conséquences objectives de ce discours institutionnel sur les représentations et l'adaptation à la ville d'un groupe de ruraux relocalisés dans un centre urbain "désigné".

## 1.2 Discours institutionnel sur l'urbain

Deux vastes programmes gouvernementaux ont été déterminants dans la définition des politiques urbaines québécoises nationales et régionales depuis le début de la colonisation du Québec jusqu'à nos jours. Il s'agit d'abord du plan Gordon-Vautrin, oeuvre des ministres fédéral et provincial de la colonisation des années 1930, qui se voulait une réponse au prolétariat naissant des villes et un second plan, à caractère plus régional, le BAEQ qui souhaitait faire de l'Est du Québec, un

modèle-type de développement à partir d'une conception globale du développement de la province de Québec. Quelles idéologies du développement se cachaient derrière ces deux grandes politiques gouvernementales du temps et quelles ont été les principales mesures socio-politiques que ces idéologies ont inspirées?

### 1.2.1 Le plan Gordon-Vautrin

De 1885 à 1930, le Québec a connu, à l'instar des pays capitalistes, une transformation et un développement remarquables de son secteur industriel. Ce processus d'industrialisation n'était pas sans entraîner des transformations importantes dans toute la société: augmentation de la population des villes, baisse démographique du secteur rural, réduction de l'activité artisanale traditionnelle et de la petite industrie locale, amélioration des routes commerciales, publicité et diffusion des produits de la grande industrie nationale ou internationale, etc. Mais cette période de relative prospérité issue du développement industriel devait connaître un frein brutal avec la récession (la "crise") de 1929-1936; celle-ci a apporté une chute catastrophique de la production industrielle dans tous les secteurs et une augmentation considérable du nombre de chômeurs. C'est dans ce contexte de dépression que l'idée d'une colonisation agricole, matérialisée dans le plan Gordon-Vautrin, prit naissance. Certains (Lemay, 1976, pp. 230-256) voient aujourd'hui dans ces politiques de "retour à la terre", davantage un moyen d'assurer la survivance des valeurs d'une petite nation, menacée par une américanisation excessive depuis l'époque de l'industrialisation qu'une réponse efficace aux nouvelles conditions économiques issues de la crise.

Le plan Gordon-Vautrin, secondé par les élites religieuses locales qui en assuraient le leadership, prônait et favorisait l'exil des masses indigentes des villes dans les régions péri-

phériques pour "créer des centres de colonisation ou améliorer et développer les régions..." (Lemay, p. 250). Remède provisoire aux problèmes du chômage des villes, cela a surtout donné l'occasion au clergé et aux hommes politiques du temps, de critiquer les nouvelles valeurs issues de l'essor industriel urbain. Ces politiques "contre-urbaines" n'ont pas permis un réel développement des régions et une amélioration de la situation des individus impliqués dans ce processus. Au contraire, selon J. Lemay (1976), elles auraient plutôt contribué à mettre en place et à développer de véritables structures de sous-développement des régions périphériques du Québec. Cependant, du point de vue idéologique, ces "réformes gouvernementales" semblent avoir atteint leur but: retour en force des valeurs familiales, sauvegarde de la foi et de la religion catholique, survivance de la langue française, etc.

Il faudra attendre la fin de la crise et les années de l'après-guerre<sup>1</sup> pour voir le Québec connaître un nouvel essor économique industriel favorisant l'émergence d'une nouvelle idéologie et partant, de nouvelles politiques de développement et d'aménagement.

---

1 Selon nous, un plus grand nombre d'études devraient être réalisées pour analyser plus en profondeur cette période de 1920 à 1950. Pour l'Est du Québec, cette période signifie l'ouverture de la majorité des localités rurales de l'arrière-pays du Bas St-Laurent et de la Gaspésie. Outre les monographies de village, il existe peu de recherche montrant par exemple, les liens politiques existant, dans cette période, entre les deux paliers de gouvernement (fédéral et provincial), les mesures de développement et d'aménagement mises de l'avant par ces derniers et les conditions de leur réalisation (liens avec les campagnes forestières, mode d'attribution des lots à défricher, partage et complémentarité entre les secteurs de développement rural-agraire et de développement forestier, rôle du clergé, etc.).

### 1.2.2 Le plan du BAEQ

Dans les années soixante, le pays assiste à ce que plusieurs ont appelé "la naissance d'une (tranquille) révolution culturelle au Québec". Les valeurs traditionnelles "famille - langue - patrie - religion" sont discrètement discutées et remises en question; l'avènement de l'informatique et de technologies nouvelles amène une transformation dans le monde du travail et signifie l'amorce d'une nouvelle période: "l'ère technocratique".

A l'instar des autres pays industrialisés, le Canada repense son propre développement économique et social. A partir de la fin des années 1950, plusieurs études originant des différentes instances ministérielles des gouvernements fédéral (Ottawa) et provincial (Québec) tentent d'analyser le niveau de croissance économique du pays et d'établir des politiques de développement de celui-ci.

Les termes qui reviennent le plus souvent pour définir l'élaboration de ces nouvelles politiques sont ceux de développement, planification, aménagement, régionalisation, régions périphériques, régions centrales, zones urbaines, zones rurales, pôle de croissance, centralisation, décentralisation, localités marginales, zones marginales, arrière-pays...

Alors qu'avec le plan Gordon-Vautrin, un retour à la terre et vers les régions éloignées des centres urbanisés était proposé, les nouvelles orientations gouvernementales des années soixante proposent, au contraire, le développement de quelques centres urbains importants et la migration des ressources humaines des régions périphériques vers les grandes villes. Higgins, Martin et Raynauld (1970), dans un important rapport du MEER (Ministère de l'expansion économique régionale, Ottawa), résumant bien dans ces quelques phrases les nouvelles politiques urbaines gouvernementales:

Pour l'essentiel, nous proposons aux pouvoirs publics, un double pari. Un pari d'ordre économique sur l'innovation et le progrès nous conduisant inévitablement à favoriser les grands ensembles, un pari d'ordre culturel sur la capacité de réussir des francophones (...) Parier sur l'innovation et le progrès signifie concrètement que les efforts de développement pour le Québec doivent porter sur la région de Montréal (p. 135).

Plus loin, ces auteurs, en parlant des problèmes que l'application de ces politiques pourraient créer au niveau de certaines régions périphériques moins urbanisées, explicitent leurs positions:

Il n'y a rien de répréhensible à supprimer la pauvreté et le chômage dans une région peu développée en attirant la population dans une ville dynamique; l'essentiel des progrès passés s'est effectué précisément ainsi (p. 145).

C'est donc en rejoignant les grands traits de cette conception du développement que divers plans d'aménagement du territoire du Québec furent mis en oeuvre, dont le plus célèbre fut le plan du BAEQ (1966).

Cette expérience pilote de planification et d'aménagement du milieu de l'Est du Québec a eu pour origine les actions entreprises à la fin des années 1950 par de nombreux leaders régionaux<sup>1</sup> qui, appuyés par les gouvernements provincial et fédéral, ont été amenés à former deux organismes: le Conseil d'orientation économique du Bas St-Laurent (C.O.E.B.) et le

---

1 Cette nouvelle élite préoccupée de développement économique entraine, dans certains cas, en conflit avec les travailleurs (Syndicat diocésain d'aménagement rural) de certains comités locaux actifs dans les projets fédéraux ARDA, particulièrement bien implantés en Gaspésie dans la période qui a précédé le BAEQ.



Conseil régional d'expansion économique de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine (C.R.E.E.G.I.M.). Ces deux organismes régionaux ont fait place au BAEQ, dont la tâche principale était d'élaborer un plan d'ensemble de développement du Bas St-Laurent, de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine. Le terme BAEQ désigne à la fois la nouvelle structure technocratique et d'une façon plus générale, il indique l'ensemble des études faites par le Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec (voir, "le plan de développement...", 1966) qui ont servi de base à l'appareil gouvernemental dans l'élaboration et l'application de ses divers programmes (35) et politiques de développement et d'aménagement de la région de l'Est du Québec.

Après la période intensive du plan (1963 à 1966), le BAEQ lui-même donna naissance à deux nouvelles structures administratives qui devaient assurer la gestion du plan et l'application des ententes générales de coopération, intervenues en mai 1968 et en septembre 1971, entre le gouvernement canadien et le gouvernement québécois; ces deux grandes structures sont: l'Office de développement de l'Est du Québec (O.D.E.Q.), entreprise gouvernementale qui se mutera graduellement en bureau régional de l'Office de planification du Québec (O.P.D.Q.) et le Conseil régional de développement de l'Est du Québec (C.R.D.E.Q.), organisme populaire paragouvernemental, interlocuteur de la population auprès du gouvernement.

Le plan du BAEQ avait pour but la revalorisation socio-économique de la région pilote du Bas-St-Laurent, de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine.

Il devait atténuer, sinon faire disparaître les disparités de revenus, de productivité et d'emplois existant entre cette région et la province. Le niveau de vie devait être comparable à celui de l'ensemble du Québec en 1982 (Clermont Dugas, 1974, p. 115).

Les six grands objectifs à la base de cette stratégie globale de développement étaient les suivants:

modernisation des secteurs de base traditionnels (agriculture, pêche et en partie, forêt); créations d'activités dynamiques nouvelles (le tourisme, les industries et dans le secteur minier); valorisation de la main-d'oeuvre, mise en place d'un cadre institutionnel de planification et de participation, éclosion d'une conscience régionale (BAEQ, 1966, p. 43).

Deux principes se retrouvent à la base de ces principaux objectifs: d'abord, dans l'esprit des politiques nationales déjà parlées, (le principe d'un développement urbain basé sur la création de pôles de croissance ou de régions-centres autour desquels devront graviter les activités socio-économiques des autres villes et villages de l'Est du Québec, et le principe de la participation de toute la population à l'élaboration et la réalisation du plan.

Dugas (1974) mentionne que cette participation de la population se serait effectuée "par le biais de la consultation de quelques 5,000 personnes regroupées en 200 comités locaux. Quelques 400 leaders régionaux auraient vraiment participé à l'élaboration du Plan" (p. 121). Plus loin, cet auteur, en mettant en doute l'efficacité de ce genre de consultation, l'associe aux nouvelles "techniques d'animation" très populaires, au début des années 1970:

Le territoire était (devenu) une vaste école; on y essayait des techniques nouvelles d'animation... On essayait de modifier (la) façon de penser (des gens), de les faire accéder à des comportements nouveaux et plus modernes et à changer leur mentalité (1974, p. 121).

Inspiré de ces principes de développement et de participation de la population, le BAEQ proposait ainsi la "création

d'une armature urbaine cohérente comme la condition sine qua non au développement de la région" (1966, p. 110). C'est donc cette philosophie de base qui a imprégné les deux ententes de coopération et qui a influencé les mesures prises par l'O.D.E.Q. pour l'application du plan.

Les plus grandes manifestations concrètes de ces politiques ont été les programmes de fermeture de localités rurales et d'aide à la migration des populations vers les centres appelés à s'urbaniser.

Ces deux programmes, dont le premier a été stipulé dans les arrêtés en conseil no 2525 (1968) et no 1621 (1970) et le deuxième, dans l'arrêté en conseil no 2874 (1972) ont été appliqués après que deux études (Métra Consultants Ltée, 1969 et 1970 et L. Desrosiers, 1970) eurent établi le "taux d'urbanisation" des différentes municipalités de l'Est du Québec. A partir d'une pondération de plusieurs critères<sup>1</sup>, un total de 85 municipalités furent jugées "marginales" et devaient ainsi faire l'objet de l'un ou l'autre des programmes de relocalisation<sup>2</sup>. Les localités jugées marginales, par ces études, étaient perçues comme ayant une activité économique pratiquement inexistante et comme présentant des perspectives d'avenir quasi nulles. Un regroupement des populations dans des centres ayant plus de chance de survivre et de se développer s'offrait donc comme la solution aux difficultés de développement de ces localités.

---

1 Les principaux critères qui ont été utilisés pour créer l'"indice global Desrosiers" et les indices de marginalité du BAEQ sont un indice de population, un indice bio-physique (climat, caractéristiques pédologiques), un indice économique agricole (capitalisation, revenu brut d'exploitation, superficie cultivée), et un indice socio-économique (revenu des ménages, niveau de vie, taux de chômage).

2 Voir en annexe I, les cartes représentant les localités de l'Est du Québec concernées par le programme I de fermeture et le programme II d'incitation à la migration. Monsieur Carol Brillant est remercié pour sa précieuse collaboration dans la réalisation de ces cartes.

Le premier programme concerne la relocalisation de 500 ménages et la fermeture de 10 localités de l'Est du Québec<sup>1</sup>. Après une période intensive d'information par des agents gouvernementaux, le vote était pris dans chaque localité, sur le désir pour les habitants de quitter définitivement leur localité et de migrer vers les centres plus urbanisés où ils devaient avoir, comme il leur était expliqué, davantage de:

possibilité de participer à part entière à l'activité économique des zones qui offrent des possibilités d'emplois, de revenus et de services" (Métra Consultants Ltée, 1969, p. 29).

Neuf de ces localités sur dix, ont donc voté à plus de 85% en faveur de la fermeture. "La majorité des familles (environ 400 au total) iront s'installer dans les "régions désignées" par le programme où on avait prévu des structures d'accueil, c'est-à-dire la construction de H.L.M." (Bruno Jean, 1978, p. 127).

Malgré les nombreuses critiques faites par la population à l'égard de cette expérience-pilote, la réorganisation spatiale et socio-économique du territoire, préconisée par le plan, s'est poursuivie, mais d'une façon différente en 1972, par l'application d'un deuxième programme de relocalisation plus large et axé cette fois, sur une base "individuelle et volontaire". Il s'agissait plutôt de mesures d'incitation à la relocalisation que de fermeture des paroisses. Les familles de quelques 75 localités faisant partie des zones dites

---

1 Les dix localités de l'Est du Québec concernées par ce programme de fermeture et de relocalisation des populations sont: St-Thomas-de-Cherbourg, St-Paulin-Dalibaire, Rang IV-Les Méchins, St-Octave-de-l'Avenir, Sacré-Coeur-de-Deslandes, Ste-Bernadette-de-Pellegrin, St-Charles-Garnier-de-Pabos-Nord, St-Edmond-de-Pabos, St-Gabriel-de-Rameau, St-Jean-de-Bréboeuf.

"marginales" pouvaient être subventionnées pour aller s'établir dans des centres "agrés", c'est-à-dire dans les centres où un développement urbain d'importance était prévu. "Parmi les 713 familles subventionnées, 587 ont migré à l'intérieur du territoire de l'Est du Québec" (B. Jean, 1978, p. 128), dans ces "centres agrés".

Mais en 1974, ces politiques institutionnelles de planification et d'aménagement s'avéraient de plus en plus impopulaires; pour mieux défendre leurs intérêts, les citoyens de plusieurs localités de l'hinterland ont fondé les Opérations Dignité (voir Charles Banville, 1977), organismes populaires qui exprimaient la volonté des gens "de rester chez eux" et de prendre en main leur propre développement. C'est alors que le 17 avril 1974, le gouvernement, par son arrêté en conseil no 1452, tout en semblant maintenir "le principe" de la migration volontaire dans les centres urbains, suspend son programme d'aide à la migration et accepte sous l'impulsion des mouvements populaires, le regroupement des populations dans des centres de services agro-forestiers à l'intérieur des milieux ruraux. Les programmes de relocalisation ont donc fait place dans ces nouvelles perspectives, à des propositions "d'aménagement intégré des ressources de l'arrière-pays".

Toutes ces politiques de développement et d'aménagement ont beaucoup modifié l'organisation spatiale et socio-économique du territoire. Elles auraient favorisé la concentration urbaine et le développement accru de certaines villes de la région (v.g. Rimouski, Matane, Rivière-du-Loup) au détriment du secteur rural (agriculture-forêt). Depuis, peu d'études ont été produites pour analyser les résultats socio-économiques de l'application du plan du BAEQ, à l'exception peut-être, de cette recherche de C. Dugas (1977) qui tente de montrer comment le plan du BAEQ a mal tiré profit du facteur de dispersion de la population dans l'Est du Québec. Selon lui,

l'aménagement du territoire s'est appuyé beaucoup plus sur un éventuel vidage de la population que sur une accélération du développement (...) on a été tellement paralysé par la fragmentation du tissu de peuplement qu'on a accordé peu de place à la notion de distance relative, alors que les divers spécialistes des structures spatiales y accordent un intérêt croissant (1977, p. 346).

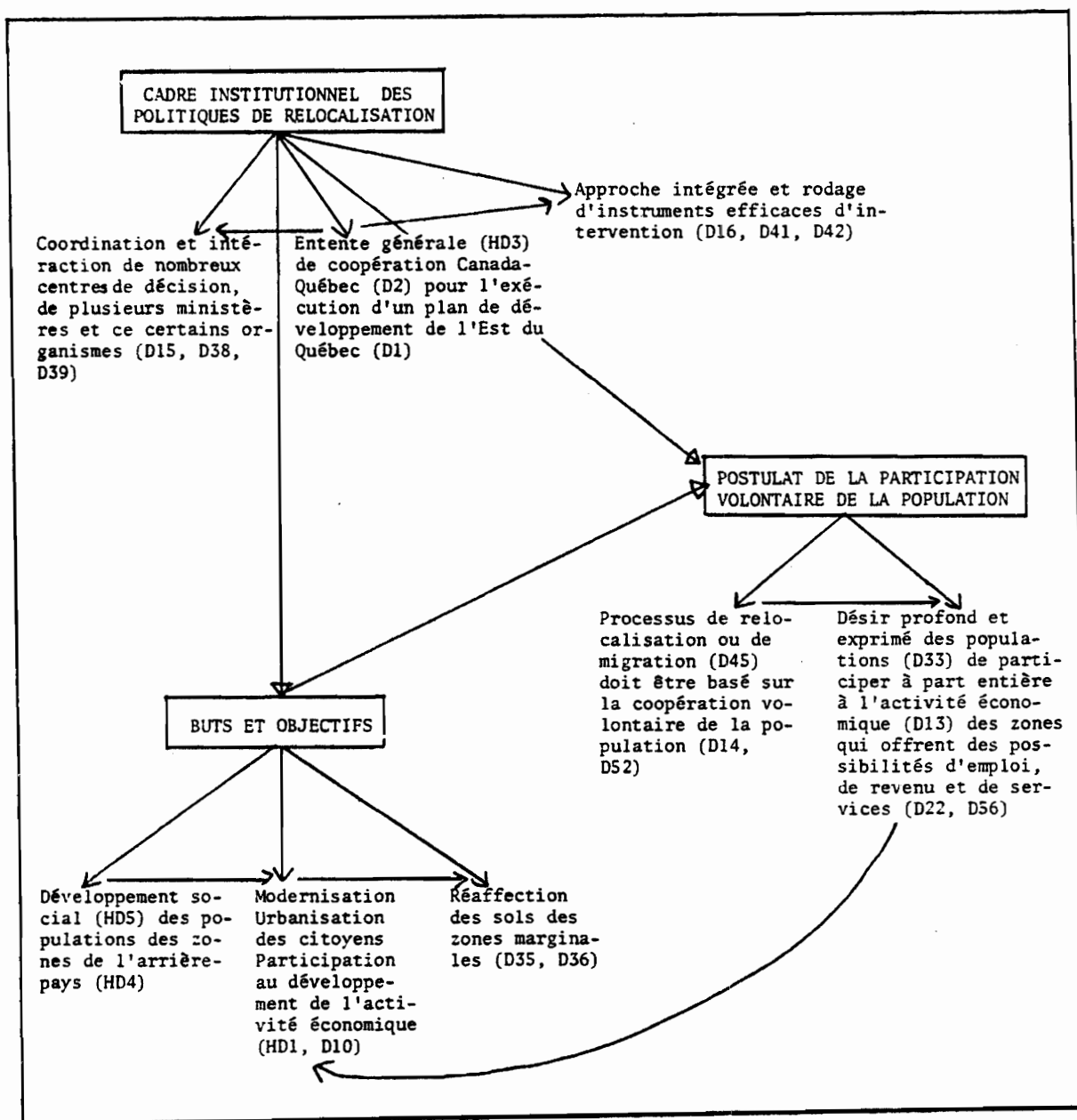
Et plus rares encore sinon absentes sont les études à caractère psycho-sociologique qui se sont préoccupées d'analyser en profondeur la nature même de l'idéologie dominante à la base de ces politiques gouvernementales ainsi que ses effets ou ses répercussions sur les différents groupes sociaux, qui dans l'Est du Québec, en ont été l'objet.

Suite à une analyse approfondie (Côté, 1980, 1981) de quatre arrêtés en conseil (1969, 1970, 1972, 1974) relatifs aux programmes de fermeture de localités et d'aide à la migration des populations, il nous a été donné de voir que le discours gouvernemental sur la relocalisation s'organise autour de trois grands noyaux centraux ou domaines de signification (voir le tableau 1 résumant la structure du discours gouvernemental sur la relocalisation). Ces principaux éléments de signification ressortis de l'analyse des textes de loi concernent:

1- Le cadre institutionnel des politiques mises en oeuvre: "entente générale de coopération Canada-Québec pour l'exécution d'un plan de développement de l'Est du Québec... approche intégrée et rodage d'instruments efficaces d'intervention pour mener à bien les fermetures de localités rurales et les migrations de population dans les centres urbains... coordination de plusieurs ministères, etc..."

2- Les buts et objectifs poursuivis à travers ces politiques: "objectifs de développement social des populations de l'arrière-pays, des zones marginales... objectifs de modernisation, d'urbanisation, de participation des populations au développement économique, de réaffectation des sols de l'arrière-pays..."

TABLEAU 1: STRUCTURE DU DISCOURS GOUVERNEMENTAL SUR LA RELOCALISATION - PRINCIPAUX DOMAINES (D) DE SIGNIFICATION RESSORTIS DE L'ANALYSE DES QUATRE ARRETES EN CONSEIL SUR LES PROGRAMMES DE RELOCALISATION, AVEC LA METHODE DE L'ANALYSE AUTOMATIQUE DU DISCOURS DE MICHEL PECHEUX



3- Le postulat de la participation volontaire de la population: "les populations ont un désir profond et exprimé de participer à part entière à l'activité économique des zones qui offrent des possibilités d'emplois, du revenu et de services compatibles avec ses aspirations... le processus mis en marche doit être basé sur la coopération volontaire de la population..."

Une interprétation du discours gouvernemental (voir Côté, 1980, 1981) a mis en évidence le caractère paradoxal des idéologies véhiculées. D'un côté, ressort le contenu formel, déterminant, les mesures envisagées et de l'autre, un certain masquage des aspects prescriptifs de ce discours. En outre, on y retrouve cette "mise en place" des sujets lorsqu'on leur signifie leurs conduites et pratiques sociales mais du même coup, il y a dissimulation de cette "mise en place" lorsqu'on leur donne par exemple, l'impression de décider, d'agir librement, de vouloir participer.

Une fois cette analyse du discours gouvernemental produite, nous avons voulu vérifier empiriquement l'impact psycho-social de l'idéologie gouvernementale sur le double système de représentations et de pratiques urbaines des sujets ayant plus particulièrement fait l'objet de ces politiques. Nous avons voulu voir dans quelle mesure l'idéologie gouvernementale a imprégné la représentation sociale que les relocalisés ont de l'espace urbain dans les dimensions espace physique, espace économique et espace socio-culturel? Dans quelle mesure cette idéologie a-t-elle réellement et concrètement profité aux populations qui en ont fait l'objet? Bref, quelle est la pertinence ou la validité psycho-sociale de l'application de ces mesures de relocalisation et de migration dans l'atteinte des objectifs préconisés "de modernisation, d'urbanisation et de participation au développement de l'activité économique des zones urbaines"?

Mais avant de passer à la formulation des hypothèses et aux résultats de l'enquête, voyons quelle définition nous donnons aux concepts de "représentation sociale" et d'"adaptation à "l'espace urbain"?



### 1.3 Représentation et adaptation à l'espace urbain

Les concepts d'"espace urbain", "représentation sociale" (de l'espace urbain) et "adaptation" (à l'espace urbain) sont les indicateurs empiriques de l'analyse de l'impact psycho-social de l'idéologie gouvernementale et sont ici, dans ce dernier point, définis au niveau du cadre opérationnel de la présente recherche.

En référence avec la théorie de l'espace urbain, déjà citée de Manuel Castells (1977), le terme "espace urbain" désigne, non pas la simple délimitation d'un lieu physique ou d'une culture spécifique, mais il est plutôt l'expression d'un ensemble de rapports de diverses composantes (politiques, spatiales, économiques, socio-culturelles). Dans cette recherche, le terme "espace urbain" fera donc référence à un ensemble de composantes qui caractérisent la ville et en font un objet qui se définit au-delà d'un lieu donné. Concrétisé par les volontés politiques qui évoluent avec le temps, l'espace urbain inclut les trois dimensions suivantes qui entretiennent entre elles d'étroites relations:

1- l'espace urbain physique ou le cadre spatio-temporel de la ville, ses types d'habitations, de rues, d'endroits publics, de transports, sa concentration de population, la proximité des services, etc.

2- l'espace urbain économique ou le type de production et de distribution des ressources, participation des groupes sociaux à la production (travail) et à la consommation (niveau de vie), etc.

3. l'espace urbain socio-culturel ou la façon d'être des groupes sociaux, moeurs, coutumes, langage, leur organisation et participation à la vie culturelle et sociale, etc.

Tout l'ensemble de la région de l'Est du Québec a été façonnée par les politiques du BAEQ, mais ce sont surtout les

villes de Matane<sup>1</sup>, Rimouski et Rivière-du-Loup qui ont le plus "bénéficié" de ces politiques (Dugas, 1977, p. 342). Il nous intéresse donc de voir comment l'ensemble des sujets relocalisés dans la ville de Matane se représentent et vivent cet espace urbain (physique, économique et socio-culturel) dans lequel ils sont nouvellement implantés.

### 1.3.1 Le concept de représentation sociale

Le concept de "représentation sociale" est relié à une tradition de recherche en psycho-sociologie qui pose la question de la formation des systèmes cognitifs et de leurs rapports avec l'organisation sociale. Emile Durkheim (1898) fut le premier à utiliser le terme de "représentations collectives et individuelles" et à tenter de constituer celles-ci en objet d'étude autonome. Selon Durkheim (1895), ce devrait être la tâche de la psychologie sociale d'étudier de quelle façon les représentations s'appellent et s'excluent, fusionnent les unes dans les autres ou se distinguent. Par la suite, c'est surtout Moscovici (1961, 1970, 1976) et plusieurs de ses collègues européens (Herzlich, 1969, 1972; Kaës, 1968; Poitou, 1978a, 1978b; Codol, 1969) qui ont le plus contribué à faire avancer la recherche, au point de vue théorique et empirique, sur la notion de représentation sociale.

---

1 La ville dont il est particulièrement question dans cette recherche est Matane. C'est l'une des villes qui a le plus "consolidé" ses positions urbaines suite aux politiques du BAEQ. C'est aussi cette ville qui a accueilli une majorité des relocalisés du premier et deuxième programmes de relocalisation. Pour plus de renseignements sur l'analyse de cette ville, voir la recherche de: Dubé, Martine et Côté, Pauline (1977), Etude socio-économique de la ville de Matane. Université du Québec à Rimouski: GRIDEQ, 36 pp.

Au début de ses recherches, Moscovici, en réfléchissant sur les thèses de Durkheim, a soutenu l'absence de fécondité de situer l'étude des représentations (ou des systèmes cognitifs) sur le terrain de l'opposition entre pensée collective (sociale) et pensée individuelle. Selon lui, il est préférable d'analyser les représentations sous l'angle de la correspondance entre les situations sociales et les systèmes cognitifs, d'étudier par exemple, les effets de différentes représentations sociales ou de différents systèmes cognitifs sur les conduites ou les comportements. Moscovici définira les représentations sociales comme des modalités de connaissance particulière qui infléchissent les rapports sociaux tout en étant l'expression spécifique d'une pensée sociale.

Apparu tardivement dans l'histoire de la psychologie sociale à la suite de la définition des notions d'opinions, d'attitudes et de croyances, le concept de représentation sociale prétend à sa spécificité. Moscovici (1961) soutient que contrairement à "l'attitude" qui est préparation directe à la réponse et "l'opinion" qui est une réponse, la "représentation sociale" agirait simultanément sur le stimulus et la réponse. Trois propriétés lui sont attribuées:

1- construction mentale réelle d'un objet. Cette reproduction<sup>1</sup> n'est pas le reflet dans l'esprit, d'une réalité externe parfaitement achevée, mais un remodelage, une véritable construction de l'objet.

2- construction du réel par le sujet, la représentation se donne pour une perception. Moscovici lui assigne un rôle de médiation entre les activités perceptives et les activités cognitives.

---

1 Cette reproduction mentale s'oppose selon Moscovici (1961) à la notion d'image qui, selon lui, ne serait que le double d'une stimulation externe. L'image serait un produit de l'activité perceptive, la représentation davantage un produit de l'activité cognitive.

3- la représentation ainsi construite est une forme de pensée sociale. Pour Moscovici, cette propriété pose le problème de la détermination de la représentation sociale par un réseau de conditions objectives, sociales et économiques.

Moscovici (1961), au sujet de sa recherche sur la représentation que divers groupes sociaux (intellectuels, ouvriers, professions libérales) se font de la psychanalyse précise que la notion de représentation sociale, plus complexe que celle d'attitude, renvoie d'une part, à un plan cognitif, c'est-à-dire au "champ de la représentation" et à sa dimension "information". Il s'agit de la somme des connaissances que les sujets ont d'un objet social, sa quantité, sa qualité et l'organisation cognitive des différentes variables de l'information: comment le sujet structure mentalement cette information. D'autre part, la représentation renvoie aussi à un plan évaluatif, c'est-à-dire à la dimension "attitude". Celle-ci réfère à l'orientation générale, positive ou négative des sujets vis-à-vis de l'objet de la représentation. C'est, selon Moscovici, la clé de voûte de l'ensemble, car elle sélectionne et oriente les informations nécessaires à la formation des systèmes cognitifs. Les représentations étant déterminées socialement (entre autres par les idéologies dominantes), Moscovici dira qu'il est possible, à propos d'un objet donné, de renforcer ou de modifier une attitude en agissant sur le champ de la représentation ou de l'information.

Sur le plan empirique, l'étude des représentations sociales a recouvert plusieurs objets d'analyse comme la représentation de la psychanalyse (Moscovici, 1961), la santé et la maladie (Herzlich, 1969), la culture (Kaës, 1968), le groupe (Poitou, 1978a), etc. Dans tous les cas, ces analyses de la représentation ont été appréhendées à l'aide d'un matériel verbal constitué soit par les réponses à un questionnaire standardisé, soit par un discours émis à l'intérieur d'un texte ou d'un entretien.

Dans le cadre de la présente recherche, la notion de représentation de l'espace urbain fait référence aux perceptions et aux réactions positives, négatives ou ambivalentes que les sujets se font ou ont de l'objet "espace urbain" tel que défini antérieurement. En relation avec l'analyse de l'idéologie véhiculée dans le discours gouvernemental, les résultats de cette première partie de l'enquête feront voir la façon dont les sujets intériorisent l'espace urbain, quelle saisie globale ils en ont, quelles perceptions et attitudes ils ont face à l'espace urbain physique (concentration des services, qualité des différents lieux physiques, densité de la population), face au schème économique urbain (possibilité de travail, revenu-consommation), face au schème socio-culturel urbain (mode d'organisation sociale et culturelle propre aux urbains). Suite à la vaste campagne de sensibilisation de la population aux objectifs du plan du BAEQ, il importe donc de voir dans quelle mesure le discours gouvernemental aura imprégné la représentation sociale que les relocalisés ont de l'espace urbain dans ses différentes dimensions.

### 1.3.2 L'adaptation à l'espace urbain

Le passage de familles rurales au cadre urbain signifie pour ces dernières le début d'un mode de vie présentant des différences comparé à leur ancien. La migration entraînant à la fois une mobilité horizontale (changements dans la dimension spatiale) et une mobilité verticale (changements dans la dimension sociale), certains éléments du mode de vie ancien seront plus ou moins gardés, d'autres disparaîtront pour faire place graduellement à de nouvelles normes de vie et à de nouveaux schèmes de comportements. Les sujets relocalisés vivront donc ce nouvel espace urbain selon le type de rapport qu'ils auront envers celui-ci de par leurs faits et gestes quotidiens. L'"adaptation", selon la définition qu'en donne

Mitchell (1968)<sup>1</sup> est "le processus par lequel un individu entre en rapport sain ou harmonieux avec son environnement physique ou social". Les termes "sain" et "harmonieux" présentent une certaine ambiguïté et ne peuvent être définis qu'en relation avec l'environnement spécifique où le sujet vit. L'adaptation consisterait donc pour le migrant à adopter d'une façon plus ou moins complète ou à ajuster sa situation sociale ou ses comportements aux normes et modes de vie propres au milieu d'accueil.

Gino Germani (1965) parle d'un "processus au cours duquel les immigrants assimilent progressivement les comportements et les conduites des autochtones du milieu urbain" (p. 177). Le but du processus d'adaptation serait d'en arriver à supprimer le plus possible les distances économiques, sociales et culturelles, entre les nouveaux arrivants et l'ensemble de la population locale.

Selon Barbichon (1962), suivant le type de rapport que le migrant a avec son nouveau milieu, son adaptation à l'espace urbain pourra s'opérer selon les différents modes suivants: isolement, accommodation, intégration, assimilation. La non adaptation ou l'isolement se présente à une extrémité du continuum du schème d'adaptation. L'individu a des difficultés apparentes à ajuster ses pratiques aux nouvelles normes et modes de vie urbaine, il ne participe pas ou très peu aux activités du milieu; quant à l'accommodation, elle constitue plutôt un mode d'adaptation où "l'individu modifie ses conduites de telle manière qu'un ajustement soit atteint sans que l'organisation d'ensemble du comportement personnel soit affectée" (p. 16). En d'autres mots, il y a accommodation quand

---

1 Le texte en anglais dit: "The process whereby an individual enters into a harmonious or healthy relationship with his environment, physical or social" (p. 3).

l'individu modifie certains de ses anciens gestes ruraux pour les remplacer par d'autres à caractère urbain, mais tout en conservant des caractéristiques de son identité rurale. Pour ce qui est de l'intégration, Barbichon (1962, p. 16) la présente comme un mode d'adaptation dans lequel "l'individu conserve quelques-unes de ses anciennes normes, valeurs ou coutumes mais tout en s'insérant parfaitement dans certaines dimensions de l'espace urbain qui font de lui un sujet à tendance urbaine plutôt que rurale". A l'autre extrême du continuum, Barbichon (1962, p. 16) définit l'assimilation comme "un processus d'incorporation organique où l'individu opère une métamorphose psychologique et sociale qui lui permet de se confondre avec la totalité auquel il s'assimile".

C'est souvent cette typologie des modes d'adaptation quelque peu transformée - on utilisera surtout les termes "adapté", "accommodé" et "étranger" en considérant que peu de migrants après moins de dix ans de vie dans le nouveau milieu peuvent être considérés comme "assimilés" - qui a servi de modèle opératoire à plusieurs recherches faites sur le phénomène d'adaptation dans les migrations rurales-urbaines (voir par exemple, Messier et Marois, 1971; Lanteigne, 1972; B. Jean, 1972).

Dans la présente recherche, le phénomène d'adaptation est intéressant dans la mesure où il est un indicateur, non pas des perceptions ou des attitudes des sujets face à l'espace urbain (niveau subjectif), mais plutôt un indicateur de leur situation sociale réelle ou de leurs comportements effectifs dans ce milieu (niveau objectif). En référence aux politiques d'urbanisation préconisées par le BAEQ et aux effets de ces politiques sur la définition du milieu urbain matanais, il importe donc de voir comment les sujets s'adapteront aux

normes et modes de vie du nouveau milieu (ville de Matane)<sup>1</sup>, d'analyser leurs comportements ou leur situation sociale face à ce nouvel espace urbain physique (lieu et type d'habitation, connaissance et utilisation des différentes "places" de la ville, déplacement vers les services publics), face à l'espace urbain économique (type de travail, revenu, consommation, niveau de vie), par rapport à l'espace urbain socio-culturel (système de relation, participation à la vie sociale et culturelle de la ville, éducation, loisirs, médias).

Si certains objectifs des programmes de relocalisation étaient

d'intégrer la population des territoires marginaux au monde moderne pour lui permettre de produire, consommer et participer... (et ainsi) réaliser une économie générale pour la société en diminuant le coût des services publics et en rentabilisant le capital humain (Métra Consultants Ltée, 1969, p. 30),

il devient donc important de considérer les comportements et la situation sociale des relocalisés et de voir vraiment si ces objectifs ont été rencontrés au niveau de leur adaptation au nouveau cadre de vie.

En référence aux définitions de Barbichon, le processus d'adaptation des sujets est analysé, dans le présent travail, d'après les trois modes suivants: intégration, accommodation,

---

1 Avant de procéder à l'élaboration de cette partie de l'enquête sur l'adaptation des sujets à l'espace urbain matanais, une étude socio-économique de la ville de Matane a été réalisée afin d'évaluer justement les normes et modes de vie de cette population (voir Dubé et Côté, 1977). Dans l'enquête, ce sont surtout les normes de la famille urbaine moyenne de Matane que nous avons essayé de faire ressortir à travers les indicateurs et auxquelles nous avons confronté les sujets.



isolement; il exprime la "mesure" suivant laquelle les sujets modifient ou ajustent leurs comportements ou leurs anciens gestes à caractère rural, dans le sens de ceux vécus par la population (moyenne)<sup>1</sup> du centre urbain choisi (ville de Matane).

Bien que la représentation générale de l'espace urbain intervienne de quelque manière dans le processus d'adaptation des sujets à l'espace urbain, nous avons voulu distinguer clairement entre les types d'indicateurs empiriques de ces deux notions. La représentation sociale de l'espace urbain se réfère donc aux "perceptions et attitudes" face au schème urbain en général tandis que l'adaptation porte plutôt sur "la situation sociale objective des sujets ou leurs comportements effectifs" dans l'espace urbain.

Par ailleurs, le fonctionnement de l'idéologie gouvernementale est étudié en relation avec les deux variables "représentation" et "adaptation". Des hypothèses sont avancées sur chacune de ces variables et sur le rapport de l'une à l'autre.

Contrairement à la représentation sociale qui est de nature à être déterminée par l'idéologie dominante, l'adaptation est un facteur "objectif" qui ne varie peut-être pas nécessairement dans le même sens que la représentation sociale. En effet, Lanteigne (1972) a montré dans sa recherche sur "l'adaptation des familles rurales en centre urbain" que les sujets peuvent avoir une représentation positive du nouveau milieu dans lequel ils vivent sans pour autant avoir des comportements adaptés à celui-ci. Dans le même sens, certaines

---

1 Suite à notre recherche (Dubé et Côté, 1977), nous avons considéré comme une "famille moyenne" à Matane, une famille de 4 enfants, avec un revenu annuel (en 1977) d'environ 8 à 10,000 \$; dont au moins l'un des conjoints, travaille à plein temps, soit comme travailleur en usine, ouvrier spécialisé, employé de bureau (tertiaire) et possède une scolarité de 7 à 10 années d'étude.

recherches sur la perception des inégalités sociales et sur l'aliénation (voir Lamarche, Rioux et Sévigny, 1973; Côté, 1973) ont permis de constater que les sujets de la classe sociale la plus défavorisée ou les individus faisant partie d'une minorité manifestent souvent une représentation "subjective" de leurs conditions de vie différente de leur expérience "objective". Ce rapport d'inadéquation entre les représentations et les comportements est peut-être, selon nous, un des traits caractéristiques de l'isolement ou de la marginalisation de certains groupes dans la société.

Par ailleurs, plusieurs études empiriques sur le processus d'adaptation (voir Messier et Marois, 1971; Miranda, 1975) en prenant en compte les variables âge, sexe, temps écoulé depuis la migration, ont aussi montré comment dans un groupe social déjà défavorisé, une migration même "fortement désirée" peut contribuer à appauvrir davantage la situation sociale du migrant et du même coup à le marginaliser dans le nouveau milieu. Cet isolement pourra être vécu encore plus intensément par certains individus ou groupes sociaux plus vulnérables (v.g. personnes âgées, hommes sans travail, femmes à la maison, etc.).

#### 1.4 Hypothèses

Suite aux données exprimées dans ce chapitre, les questions et hypothèses suivantes sont énoncées.

##### 1.4.1 Hypothèse principale

L'idéologie ou le discours gouvernemental sur la relocalisation mis en évidence, il importe d'analyser son rapport au groupe social concerné. Les diverses théories de l'idéologie et les recherches effectuées dans le domaine plus spécifique de l'idéologie urbaine établissent toujours d'emblée le rapport de l'idéologie dominante aux groupes sociaux étudiés. Rapport d'expression permettant l'actualisation de la classe dominante, l'idéologie peut aussi, en un effet d'occultation, rendre compte

du phénomène de marginalisation de certains groupes sociaux plus défavorisés dans l'espace urbain. Dans la présente recherche, la fonction de l'idéologie gouvernementale du BAEQ auprès des relocalisés est étudiée au moyen de l'enquête psycho-sociologique en faisant référence aux systèmes de représentation sociale et d'adaptation des sujets à l'espace urbain.

Si les politiques institutionnelles ont inféré une certaine représentation et une définition de l'espace urbain dans ses dimensions physique, économique et socio-culturelle, comment les sujets qui ont fait l'objet de ces politiques, perçoivent-ils l'espace urbain et comment le vivent-ils dans leurs faits et gestes quotidiens? Dans quelle mesure leur représentation de l'espace urbain est-elle dominée par l'idéologie gouvernementale? Y a-t-il un rapport d'adéquation ou d'inadéquation entre leur représentation sociale (positive, négative ou ambivalente) de l'espace urbain et leur mode d'adaptation (intégration, accommodation ou isolement) à celui-ci?

S'appuyant sur les théories marxistes de l'idéologie fausse-conscience (voir Israël, 1972) et plus particulièrement sur les théories althussériennes (Althusser, 1965, 1970; Castells, 1972, 1977) à propos de la fonction de l'idéologie et sur les recherches empiriques de Lynch (1960) et Ledrut (1973), nous croyons que les sujets vont avoir tendance à percevoir l'espace urbain dans sa globalité d'une manière plutôt positive qu'ambivalente ou négative. Par ailleurs, nous pensons que leurs comportements effectifs ou leur situation sociale objective dans l'espace urbain vont révéler qu'ils vivent davantage leur adaptation sous un mode d'isolement ou d'accommodation plutôt qu'une intégration réelle au milieu urbain.

Bref, l'hypothèse d'une rupture entre les systèmes de représentations et de comportements (adaptation) est avancée. L'idéologie gouvernementale agirait chez les sujets dans le

dans le sens d'un rapport d'inadéquation entre leur représentation sociale de l'espace urbain et leur adaptation effective au nouvel espace urbain.

#### 1.4.2 Hypothèses secondaires

Les recherches théoriques (Althusser, 1965, 1970; Poulantzas, 1968; Pêcheux, 1975; Moscovici, 1970, 1976) montrant l'importance accordée à la détermination des représentations sociales par l'idéologie dominante et, par ailleurs, l'ensemble des analyses empiriques faites sur le processus d'adaptation (Abramson, 1969; Assimopoulos, 1975; Lanteigne, 1972; Messier et Marois, 1971; Miranda, 1975) portent à croire que les variables mesurées, c'est-à-dire la représentation et l'adaptation, vont varier différemment par rapport aux trois paramètres suivants: l'âge des sujets, leur sexe et leur appartenance à l'un ou l'autre des programmes de relocalisation ou le temps écoulé depuis la migration. A cet égard, les hypothèses secondaires suivantes sont formulées.

##### A. La représentation de l'espace urbain

Suite à la vaste campagne d'information et de sensibilisation de la population aux objectifs du plan, le discours gouvernemental aurait chez les sujets, un effet de nivellement des perceptions, des attitudes face au schème urbain; on retrouverait donc une représentation sociale de l'espace urbain plutôt homogène et positive dans l'ensemble de la population concernée par les mesures de relocalisation. Plus concrètement, les trois hypothèses suivantes sont avancées quant à la représentation de l'espace urbain:

1. Selon l'âge: quel que soit leur âge, les sujets vont avoir tendance à percevoir plutôt positivement l'espace urbain, d'où l'hypothèse d'une différence non significative entre les groupes d'âge.

2. Selon le sexe: quelle que soit leur appartenance sexuelle, les sujets vont avoir tendance à considérer plutôt positivement l'espace urbain, d'où l'hypothèse d'une différence non significative entre les sexes.

3. Selon le programme de relocalisation: quelle que soit leur appartenance à l'un ou l'autre des programmes de relocalisation, les sujets vont avoir tendance à considérer plutôt positivement l'espace urbain, d'où l'hypothèse d'une différence non significative entre les programmes de relocalisation.

B. L'adaptation à l'espace urbain

Plusieurs analyses empiriques faites sur le processus d'adaptation des ruraux à la ville portent à croire qu'au niveau des comportements effectifs, les sujets plus âgés, ainsi que ceux du sexe masculin vont manifester plus de difficultés d'adaptation que les personnes appartenant à un groupe plus jeune et de sexe féminin. Le temps écoulé depuis la migration jouerait aussi un rôle important auprès de tous les groupes. Plus spécifiquement, les trois hypothèses suivantes sont énoncées quant à l'adaptation à l'espace urbain:

1. Selon l'âge: plus les sujets sont âgés, plus ils vont avoir tendance à vivre l'espace urbain sous le mode de l'isolement, d'où l'hypothèse d'une différence significative entre les groupes d'âge.

2. Selon le sexe: les hommes plus que les femmes vont avoir tendance à vivre l'espace urbain sous le mode de l'isolement, d'où l'hypothèse d'une différence significative entre les sexes.

3. Selon le programme de relocalisation: le facteur temps s'avérant une variable importante de l'adaptation, les sujets relocalisés entre 1969-1972 (1er programme de relocalisation) vont avoir tendance à être plus adaptés à l'espace urbain que les sujets relocalisés après 1972 (deuxième programme de relocalisation), d'où l'hypothèse d'une différence significative entre les programmes de relocalisation.



## CHAPITRE II: METHODOLOGIE

Cette deuxième section porte sur la méthodologie de la recherche. Elle comporte deux parties. La première comprend la délimitation de l'échantillonnage et la description des sujets de la pré-enquête et de l'enquête. La deuxième décrit les étapes de l'élaboration de l'enquête psycho-sociologique ainsi que son déroulement dans le temps et dans l'espace.

### 2.1 Sujets

#### 2.1.1 Sujets de la pré-enquête

Huit sujets ont d'abord été choisis pour la pré-enquête. Ils devaient correspondre aux caractéristiques générales suivantes:

- être relocalisés dans la ville de Matane;
- être en nombre égal des sujets de sexe masculin (4) et féminin (4) provenant de l'un et l'autre des programmes de relocalisation;
- être mariés et avoir des enfants<sup>1</sup>.

La pré-enquête a été très utile pour élaborer le questionnaire de l'enquête et par ailleurs, elle a permis de prévoir pour l'enquête, un certain nombre de questions d'identification dont l'analyse se révèle intéressante pour la description des sujets mêmes de l'enquête.

#### 2.1.2 Sujets de l'enquête

Suite aux mesures de relocalisation stipulées dans les deux principaux arrêtés en conseil no 1621-70 et no 2874-72, 400 familles du premier programme de relocalisation et 713 familles subventionnées dans le deuxième programme ont été, pour la plupart, relocalisées dans des "centres agréés ou approuvés" à

---

1 Les célibataires de dix-huit ans et plus (appelés généralement par le gouvernement "les indépendants") n'ont pas été considérés. Cependant, les personnes mariées dont le conjoint est décédé ou celles qui sont au moment de l'enquête, divorcées ou séparées et qui sont chefs de famille ont été prises en compte dans l'échantillon de l'enquête.

l'intérieur de l'Est du Québec (voir la définition et une liste de ces "centres" dans le rapport du ministère des Affaires sociales de Rimouski, 1976, pp. 18-19 et pp. 43-49). En raison de sa proximité géographique avec plusieurs des localités qui ont fait l'objet de ces mesures, la ville de Matane a été la première à recevoir en grand nombre les relocalisés et à consolider ainsi ses positions urbaines suite aux politiques du BAEQ.

Matane apparaissant donc comme un "centre urbain" privilégié, il a été décidé que l'échantillon de l'enquête porte sur l'ensemble des familles du premier et deuxième programmes, relocalisés dans la ville de Matane. Le choix de la même ville a permis d'avoir un milieu urbain homogène<sup>1</sup>.

Avec l'aide des services du ministère des Affaires sociales de Rimouski<sup>2</sup>, une liste des familles relocalisées à Matane (avec leur numéro de téléphone et adresse) a été obtenue. Comme pour les sujets de la pré-enquête, n'ont été retenus dans cette liste que les sujets répondant aux critères suivants:

- relocalisé dans les limites de la ville de Matane (voir dans l'annexe I, la carte de la ville de Matane);
- avoir fait l'objet des mesures des programmes de relocalisation I ou II;
- être chef (ou son conjoint) d'une famille;
- ne pas avoir été choisi comme sujet de la pré-enquête.

---

1 Puisqu'il s'agissait dans notre enquête d'analyser les représentations et l'adaptation des sujets à un "espace urbain donné", nous ne pouvions du point de vue méthodologique comparer des sujets relocalisés dans des centres urbains différents (v.g. Matane, Rimouski et Gaspé qui représentent les principales villes d'accueil des relocalisés).

2 Monsieur Claude Rioux, du bureau de l'Aide sociale, section Rimouski, est remercié pour sa collaboration dans le recensement des sujets et surtout, pour nous avoir fait part de son expérience personnelle auprès des personnes relocalisées dans l'Est du Québec.



Des 105 familles ainsi répertoriées, il a été possible d'enquêter auprès de 72 de celles-ci (69%). Il est intéressant de souligner que parmi les familles non rejointes, un bon nombre (12), avaient déjà déménagé, depuis leur migration, hors de la ville de Matane et le plus souvent dans une localité de plus petite taille située à proximité de leur localité d'origine (v.g. Ste-Félicité, Les Méchins, St-René, St-Vianney, St-Octave-de-Métis, etc.).

Une analyse sommaire des 12 premières questions élaborées dans l'enquête complètent cette description des sujets de l'échantillon. Nous ne présentons dans ce chapitre que les tableaux et analyses les plus pertinents, c'est-à-dire ceux qui reprennent les variables (année et programme de relocalisation, sexe, âge des répondants) auxquelles les hypothèses secondaires font référence dans le chapitre III de l'analyse des résultats de l'enquête. Pour une présentation plus détaillée des caractéristiques générales des sujets avant la migration (temps passé dans la localité d'origine, scolarité, nombre de personnes à charge, type d'habitation, occupation et revenu avant le déménagement, montant de la subvention pour l'aide à la relocalisation ou à la migration, nombre d'enfants à l'école, etc.), voir dans l'annexe II les tableaux et observations sur les questions relatives à l'identification des sujets et à leur situation sociale avant la migration.

#### 2.1.2.1 Programme de relocalisation et année de la migration

Le programme de relocalisation (I ou II) de même que l'année de migration à la ville de Matane sont liés à la localité d'origine des sujets. En effet, le tableau 2 révèle que 21 des familles (29,2%) qui proviennent du premier programme de relocalisation (1979) sont originaires des localités ("fermées") de St-Paulin-Dalibaire et de St-Thomas-de-Cherbourg, tandis que 51 des familles (70,8%) migrées à Matane dans le cadre du deuxième programme de relocalisation (1972) proviennent principalement de la localité ("fermée") de St-Nil et des localités

TABLEAU 2: REPARTITION DES REpondANTS SELON LA LOCALITE  
D'ORIGINE ET SELON LE PROGRAMME DE RELOCALISATION

Localité	Prog. de reloc.	N répondants	%
St-Paulin-Dalibaire	I	10	13,9
St-Thomas-de-Cherbourg	I	11	15,3
Lac-des-Aigles	II	1	1,4
St-Adelme	II	6	8,3
St-Jean-de-Cherbourg	II	9	12,5
St-Luc	II	1	1,4
St-Nil	II	24	33,3
Ste-Paule	II	4	5,6
St-René	II	6	8,3
Total		72	100,0

rurales ("non fermées") de St-Jean-de-Cherbourg, St-Adelme, St-René et Ste-Paule (voir dans l'annexe I, les cartes des différentes localités de l'Est du Québec qui ont fait l'objet des programmes I et II de relocalisation).

TABLEAU 3: REPARTITION DES REpondANTS SELON LE NOMBRE D'ANNEES  
ECOULEES DEPUIS LA MIGRATION

Temps	N répondants	%
Depuis 3 ans	8	11,1
Depuis 4 ans	22	30,6
Depuis 5 ans	15	20,8
Depuis 6 ans	23	31,9
Depuis 7 ans	3	4,2
Depuis 8 ans	1	1,4
Total	72	100,0

TABEAU 4: REPARTITION DES REpondANTS SELON LE STATUT CIVIL

Statut	N répondants	%
Marié(e)	57	79,2
Veuf(ve)	13	18,1
Divorcé(e) ou séparé(e)	2	2,8
Total	72	100,0

Concernant la période de migration à Matane, le tableau 3 indique que la majorité des sujets (62,5%) demeurent à Matane depuis moins de 6 ans. Le tableau 24, voir annexe II, précise que les sujets qui ont migré suite au premier programme de relocalisation (entre 1969-1972) habitent à Matane, depuis plus longtemps (6 ans et plus) que ceux qui ont migré suite au deuxième programme de relocalisation (après 1972)<sup>1</sup>.

#### 2.1.2.2 Sexe

La répartition entre les sujets de sexe masculin (37) et féminin (35) est sensiblement égale. Dans l'enquête, le choix des sujets selon le sexe a souvent été relié au statut civil des répondants (voir tableau 4).

En effet, le choix des sujets de sexe masculin ou féminin était automatique dans le cas des familles monoparentales (veuf(ve), divorcé(e) ou séparé(e)) alors que dans le cas des familles avec les deux parents, afin de satisfaire le plus

---

1 Il faut mentionner que certaines familles ("cas rétro-actifs") provenant des localités concernées par le deuxième programme avaient déjà, dans les années 1970-1971, déménagé à Matane et ils ont pu, peu de temps après l'émission de l'arrêté en conseil no 2874 de 1972, bénéficier du programme d'aide à la migration. Ce qui explique que certaines familles du deuxième programme de relocalisation aient, dans la présente enquête, effectuée à l'été 1977, une période d'adaptation à la ville de Matane de plus de 5 ans.

possible au critère du nombre égal de sujets de sexe masculin et féminin, l'un des conjoints était choisi pour répondre individuellement à l'enquête.

Précisons par ailleurs que le nombre des répondants de sexe féminin est plus élevé chez les sujets du deuxième programme de relocalisation (58,8%) que parmi ceux du premier programme (33,3%) et la situation est inversée pour les sujets de sexe masculin (voir tableau 25, annexe II).

### 2.1.2.3 Age

Le tableau 5 indique les catégories d'âge des répondants au moment de l'enquête.

TABLEAU 5: REPARTITION DES REpondANTS SELON L'AGE

Age	N répondants	%
39 ans et moins	17	23,6
40 ans à 64 ans	37	51,4
65 ans et plus	18	25,0
Total	72	100,0

La majorité des répondants (76,4%) est âgée de 40 ans et plus; 23,6% des sujets ont 39 ans et moins tandis que dans une proportion de 25%, les sujets atteignent ou dépassent l'âge des 65 ans. Le tableau 26 (voir annexe II) révèle que les femmes sont légèrement majoritaires parmi les répondants âgés de 64 ans et moins alors que les hommes âgés de 65 ans et plus sont en plus grand nombre (61,1% d'hommes par rapport à 38,9% de femmes). Le tableau 27 (voir annexe II) montre que d'une façon générale les sujets du premier programme de relocalisation sont plus âgés que ceux du deuxième programme. Dans le premier programme, 57,1% des sujets ont 65 ans et plus tandis que dans le second, seulement 11,8% ont cet âge.

## 2.2 L'enquête psycho-sociologique

L'enquête psycho-sociologique est l'instrument choisi pour analyser le fonctionnement de l'idéologie gouvernementale ou son impact sur les représentations et l'adaptation des sujets à l'espace urbain<sup>1</sup>. Elle comprend dans l'ordre les 3 phases suivantes: l'étape de la pré-enquête, l'élaboration du questionnaire de l'enquête et la description du déroulement de l'enquête.

### 2.2.1 La pré-enquête

La pré-enquête a porté sur huit (8) familles représentatives de l'échantillon choisi; le schéma d'entrevue utilisé lors des rencontres individuelles avec les chefs de famille ou leur conjoint, comprend une série de questions ouvertes et fermées qui ont pour but de situer les sujets par rapport à quelques indicateurs-clés contenus dans le discours gouvernemental (liens au niveau des représentations et des comportements avec la "représentation institutionnelle" du développement urbain régional... Comment les sujets se "représentent-ils" et "vivent-ils" l'espace urbain?...).

L'analyse des réponses des sujets au questionnaire de la pré-enquête a permis:

1. de préciser les dimensions à analyser (regroupement "type analyse factorielle" des questions se rapportant aux trois dimensions suivantes: espace urbain physique, espace urbain économique, espace urbain socio-culturel);

2. de distinguer et de définir plus précisément les variables opérationnelles de "représentation sociale" de l'espace urbain et "d'adaptation" à l'espace urbain, et en conséquence, de reformuler plus clairement les questions se rapportant à l'une ou l'autre de ces variables;

---

1 Du point de vue méthodologique, l'analyse du discours gouvernemental a été faite préalablement à l'élaboration de l'enquête puisqu'il était, en effet, important de connaître la nature de cette idéologie avant d'en analyser ses effets.

3. de procéder à des réajustements au niveau de l'ordre de présentation des questions dans l'enquête. A cet effet, il a été jugé préférable de regrouper les questions portant sur la "représentation sociale" dans la première partie de l'enquête, ceci afin d'éviter que les réponses sur "l'adaptation" agissent dans le sens d'une prise de conscience ponctuelle des sujets de leur situation sociale et qu'elles influencent ainsi artificiellement les réponses au niveau des représentations sociales;

4. d'éliminer les questions redondantes et non pertinentes pour l'objet de la présente recherche;

5. de prévoir au début de l'enquête, un certain nombre de questions d'identification (v.g. âge des sujets, sexe, année de relocalisation, etc.), nécessaires pour la vérification des hypothèses et la discussion des résultats.

#### 2.2.2 Le questionnaire de l'enquête

Le questionnaire de l'enquête (voir annexe IV) se subdivise en trois parties successives. La première partie comprend une page frontispice à l'usage des enquêteurs et les questions 1 à 12 inclusivement portant sur l'identification des sujets. Les deux autres parties concernent les questions reliées respectivement à l'analyse de la représentation sociale et de l'adaptation des sujets à l'espace urbain. Etant donné la longueur de l'enquête (89 questions) et le nombre des sujets (72), le questionnaire a été codifié pour être informatisé.

Pour passer des concepts théoriques aux mesures empiriques, la présente enquête a été largement influencée par l'approche méthodologique de Lazarsfeld (1965, pp. 3-37). De plus, le questionnaire de Moscovici (1961) sur la représentation sociale de la psychanalyse de même que les questionnaires de Messier et Marois (1971), B. Jean (1972), et Lanteigne (1972) sur le processus d'adaptation des ruraux migrants dans des centres urbains, ainsi que l'étude socio-économique effectuée sur la ville de

Matane (Dubé et Côté, 1977) ont été des guides précieux pour l'élaboration du questionnaire de l'enquête.

Un retour sur le schéma conceptuel de la recherche montre que les principaux concepts devant être traduits en mesures empiriques sont ceux d'espace urbain, de représentation sociale et d'adaptation. Une analyse des résultats de la pré-enquête a permis de définir empiriquement "l'espace urbain" selon les trois dimensions suivantes: l'espace urbain physique, économique et socio-culturel. Chacune de ces dimensions réfère au type de représentation (positive, négative ou ambivalente) qu'ont les sujets de l'espace urbain et à leur mode d'adaptation (intégré, accommodé ou isolé) à celui-ci. Plus concrètement, les indicateurs de la représentation sociale de l'espace urbain traduisent chez les sujets leurs perceptions et attitudes liées au milieu urbain physique (appréciation des lieux, distance aux différents services, dispersion-densité de la population), au schème urbain économique (quantité et qualité des services, travail, production et consommation) et au schème urbain socio-culturel (système de relations, organisation de la vie sociale et culturelle, éducation scolaire). Les indicateurs de l'adaptation à l'espace urbain portent plutôt sur la situation sociale réelle et les comportements effectifs des sujets face à l'espace urbain physique (lieu et type d'habitation, connaissance et utilisation des lieux, déplacement vers les services publics), face à l'espace urbain économique (travail, revenu-niveau de vie, dépenses), face à l'espace urbain socio-culturel (type de relations sociales, participation aux organisations sociales, culturelles et de loisir, situation dans le système scolaire et éducatif, comportements vis-à-vis des mass-médias). Pour une lecture plus rapide des principaux indicateurs de ces concepts, voir le tableau 6 ainsi que le tableau 49 (voir annexe V), dans lequel chaque indicateur est muni des numéros de questions auxquels il fait référence dans le questionnaire de l'enquête.

TABLEAU 6: INDICATEURS DE LA REPRESENTATION ET DE L'ADAPTATION SELON LES DIMENSIONS DE L'ESPACE URBAIN

Dimension de l'espace urbain	Représentation				Adaptation		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(1)	(2)	(3)
	Positive	Négative	Ambivalente		Intégré	Accommodé	Isolé
Espace physique	Perceptions et attitudes liées au milieu urbain physique I- Proximité des services II- Appréciation des lieux III- Dispersion-densité de population				Situation sociale et comportements face à l'espace urbain physique I- Déplacement vers les services II- Connaissance et utilisation des lieux III- Lieu et type d'habitation		
Espace économique	Perceptions et attitudes liées au schème économique urbain I- Quantité et qualité des services- travail II- Travail - revenu III- Production et consommation				Situation sociale et comportements face à l'espace urbain économique I- Travail II- Revenu-niveau de vie III- Dépenses-Consommation		
Espace socio-culturel	Perceptions et attitudes liées au schème socio-culturel urbain I- Système de relation II- Organisation de la vie sociale et culturelle III- Education scolaire				Situation sociale et comportements face à l'espace urbain socio-culturel I- Type de relations sociales II- Participation aux organisations sociales, culturelles et de loisirs III- Système scolaire-enfants IV- Comportements vis-à-vis des mass-médias.		

### 2.2.3 Le déroulement de l'enquête

L'enquête auprès des 72 familles habitant dans les limites de la ville de Matane s'est réalisée au mois de mai 1977 (du 16 au 27 mai). Quinze jours avant le début de l'enquête, une lettre (voir annexe III) a été adressée à chacun des sujets pour solliciter leur participation à une recherche portant sur la situation des gens provenant des localités rurales de l'Est du Québec, déménagés à Matane. Ayant constaté au cours de la



pré-enquête, la crainte des sujets d'être encore l'objet "d'analyses" de toutes sortes, de même que leur réticence à répondre aux questions directes touchant leur revenu, les subventions gouvernementales accordées pour l'aide à la relocalisation ou à la migration, etc., nous avons jugé nécessaire de préciser dans cette lettre que "cette recherche n'est pas gouvernementale" et que la confidentialité de leurs réponses et commentaires personnels serait assurée. A la fin de la lettre, les sujets sont prévenus de notre intention de communiquer bientôt avec eux par téléphone, pour fixer une date et heure de rencontre.

La semaine précédant l'enquête, une équipe de quatre enquêteurs<sup>1</sup> est mise sur pied. Quelques réunions de groupe sont faites pour partager le nombre des sujets à rencontrer, expliquer la manière de les contacter au téléphone et de se présenter à leur domicile, donner les consignes sur la façon de faire remplir le questionnaire de l'enquête et procéder à sa codification une fois les sujets visités.

Arrivé à Matane, chaque enquêteur prend rendez-vous par téléphone avec les sujets, une journée avant la rencontre prévue. Il rappelle au sujet les objectifs de la rencontre tels que décrits dans la lettre déjà reçue et s'enquiert de leur disponibilité pour un entretien de 1h30 environ, le temps requis pour faire remplir le questionnaire de l'enquête.

Certains sujets - surtout chez les plus âgés - ne pouvant lire, ni écrire, il a donc été décidé que les enquêteurs remplissent eux-mêmes le questionnaire en notant les réponses des sujets aux questions posées. Après avoir expliqué cette façon de procéder, l'enquêteur remet quand même au sujet, au début de

---

1 Mesdames Rita Giguère, Louise Roy, Pauline Côté et monsieur Gilbert Turbide ont réalisé l'enquête sur le terrain.

l'entretien, une copie de l'enquête dans laquelle il peut, s'il le désire, suivre les questions du texte. Cette copie est reprise à la fin de l'enquête. Dans le cas où le conjoint ou d'autres membres de la famille sont présents, ces derniers sont invités, après les questions d'identification, à se retirer pour laisser le sujet choisi répondre seul aux questions de l'enquêteur.

Les douze premières questions d'identification permettent ainsi aux enquêteurs d'établir le contact avec les sujets avant de passer au contenu plus formel de l'enquête proprement dite. Les questions se rapportant à l'analyse de la représentation sociale de l'espace urbain (questions nos 13 à 48) sont pour des raisons déjà exprimées, posées antérieurement aux questions relatives à l'adaptation à l'espace urbain (questions nos 49 à 89).

Afin de vérifier la validité des réponses au questionnaire, les enquêteurs doivent après leur entretien avec les sujets, commenter le déroulement de la rencontre (voir au début du questionnaire, la feuille "à l'usage de l'enquêteur"). Et enfin, l'enquêteur codifie, dans les colonnes prévues à cet effet, chaque questionnaire, pour le traitement informatique des données.

### CHAPITRE III: ANALYSE DE LA REPRESENTATION ET DE L'ADAPTATION DES RELOCALISES A L'ESPACE URBAIN MATANAIS

Avant de procéder à la présentation des résultats de l'enquête et à la vérification des hypothèses, il est nécessaire de donner un aperçu des méthodes d'analyse utilisées.

#### 3.1 Méthodes d'analyse

Les réponses codifiées des sujets (72) aux questionnaires ont été soumises à divers types de traitements informatiques (utilisation principalement du programme SPSS).

La première étape a été de compiler les réponses (1), (2), (3 ou 4) et (1), (2) et (3) de chaque sujet à chacune des questions de la variable "représentation de l'espace urbain" (questions 13 à 48), et de la variable "adaptation à l'espace urbain" (questions 49 à 89). Une première série de données concerne les réponses des sujets relatives au type de représentation, positive (1), négative (2) ou ambivalente (3 ou 4) de l'espace urbain et au mode d'adaptation, intégré (1), accommodé (2) ou isolé (3) et ce, pour chacune des dimensions de l'espace urbain physique, économique et socio-culturel. Plus concrètement, cela signifie par exemple, qu'à la question no 73 (une des questions-indicatrices de l'adaptation à l'espace urbain socio-culturel) a été attribuée la cote (1) au sujet qui a répondu "participer souvent à diverses associations ou clubs sociaux", la cote (2) à celui qui a dit "y participer parfois" et la cote (3) à celui qui a exprimé "ne jamais y participer"; un autre exemple touchant cette fois la question no 42 (une des questions-indicatrices de la représentation de l'espace urbain économique): a été inscrite la cote (1) au sujet qui s'est dit "d'accord" avec l'affirmation présentée: "C'est plus facile de gagner sa vie à la ville", la cote (2) à celui qui a répondu qu'il n'est "pas d'accord" avec cette assertion et finalement la cote (3)

à celui qui a donné la réponse (4) "m'est indifférent"<sup>1</sup>.

A partir de ces données brutes, la deuxième étape consistait à calculer un score moyen individuel standardisé exprimant le type de représentation et le mode d'adaptation des sujets pour chacune des trois dimensions de la représentation et de l'adaptation (espace urbain physique, espace urbain économique, espace urbain socio-culturel). Ce score moyen standardisé a été obtenu en faisant, pour chacun des sujets, la somme des cotes (1), la somme des cotes (2) et la somme des cotes (3 ou 4) et en choisissant, comme score moyen individuel de la dimension analysée, la fréquence (1), (2) ou (3) qui revenait le plus souvent dans les réponses aux questions "retenues" pour l'analyse quantitative de cette dimension. De la même manière, mais en utilisant cette fois la fréquence moyenne individuelle (1), (2) ou (3) obtenue à chacune des dimensions, nous avons pu ensuite calculer un score global standardisé exprimant le type de représentation générale de l'espace urbain et le mode d'adaptation global des sujets à l'espace urbain (une série de tableaux représentant la répartition des fréquences pour l'ensemble des sujets à ces étapes de traitement ont été obtenus).

Pour les fins de l'analyse et de présentation des résultats les réponses des sujets, à chacune des questions-indicatrices des dimensions analysées, de même que les scores moyens standardisés ont été traduits en pourcentage et apparaissent sous forme de tableaux dans le texte.

---

1 Suivant le type de questions posées, notamment au niveau de la représentation de l'espace urbain et en raison des difficultés méthodologiques que présentait la possibilité d'une réponse ambivalente des sujets, des options de réponses comme "même chose qu'avant" (3) et "m'est indifférent" (4) ont été retenues dans l'élaboration du questionnaire; voir en annexe IV, les termes, dans la formulation des questions de l'enquête, qui reviennent le plus fréquemment pour caractériser les indicateurs de représentation "positive" (1), "négative" (2) et "ambivalente" (3 ou 4) et d'adaptation "intégrée" (1), "accommodée" (2) et "isolée" (3).

Différents tests d'analyse statistique rattachés aux méthodes non paramétriques (comparaisons entre des pourcentages différents, chi carré) ont été ensuite effectués afin de procéder à la vérification des hypothèses.

Nous présentons dans le prochain point les résultats de l'enquête en étudiant les réponses des sujets aux différentes questions reliées aux indicateurs de la représentation et de l'adaptation tandis que dans la dernière partie, les données sont analysées, interprétées théoriquement et méthodologiquement en fonction des hypothèses émises.

### 3.2 Résultats de l'enquête

Les concepts "d'espace urbain", de "représentation sociale" et "d'adaptation", définis théoriquement dans le chapitre premier ont été traduits en mesures empiriques dans le questionnaire de l'enquête. Rappelons que les questions (13 à 48) portent sur la "représentation sociale" et tentent d'exprimer les attitudes et perceptions des sujets par rapport au milieu urbain en général, tandis que les questions (49 à 89) ont trait à l'adaptation et veulent refléter plutôt la situation sociale réelle ou les comportements effectifs des sujets dans un espace urbain donné (en l'occurrence ici, la ville de Matane). L'espace urbain est empiriquement défini dans les trois dimensions suivantes: l'espace urbain physique, l'espace urbain économique et l'espace urbain socio-culturel.

Nous verrons donc successivement quel type de représentation (positive, négative ou ambivalente) les sujets ont de l'espace urbain dans ses différentes dimensions et quel est leur mode d'adaptation (intégré, accommodé, isolé) à celui-ci.

#### 3.2.1 Représentation de l'espace urbain physique

Cette dimension de la représentation sociale de l'espace urbain exprime les perceptions et attitudes des sujets face au milieu urbain physique selon les indicateurs suivants:

I- Proximité des services: questions nos 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 34A, 39, 46.

II- Appréciation des lieux: question no 55B\*<sup>1</sup>.

III- Dispersion-densité: question no 47.

Le tableau 7 présente les résultats obtenus.

Les scores moyens standardisés montrent que la presque totalité des sujets ont une représentation positive (91,7%) de l'espace urbain dans sa dimension physique.

En effet, dans l'ensemble, les sujets perçoivent comme avantageux au plan de la proximité le fait d'habiter la ville par rapport aux services scolaires (85,7%), de santé (84,7%), les magasins (80,6%), les services municipaux (81,9%). Mais les résultats sont plus nuancés lorsqu'il s'agit des services religieux (50,0%), gouvernementaux (61,4%), financiers (61,1%), et de la perception de l'emplacement du nouvel habitat par rapport au lieu de travail (62,3%).

Par ailleurs, un bon nombre des répondants sont indifférents (50%) ou trouvent même désavantageux (23,6%) "d'avoir des voisins qui vivent tout près de chez eux". De même, 43,1% des sujets n'ont pas "d'endroit préféré" dans la ville de Matane comparé à 56,9% pour lesquels le "bord de la mer", "les endroits tranquilles" sont les lieux préférés les plus appréciés.

---

1 En raison de leur formulation spéciale (cas des questions ouvertes, réponses par un oui ou par un non, etc.) certaines "questions-indicatrices", celles marquées d'un astérisque (\*) n'ont pu être retenues pour "l'analyse quantitative" d'une dimension donnée. Notons toutefois que toutes les réponses des sujets à ces questions sont analysées et pourront ainsi aider à nuancer les résultats obtenus quant aux différents types d'indicateurs choisis.

TABLEAU 7: TYPES DE REPRESENTATION DE L'ESPACE URBAIN PHYSIQUE SELON LES INDICATEURS "PROXIMITE DES SERVICES" (I), "DISPERSION-DENSITE" (III) (N = 72)

Question	Représentation		
	Positive (1)	Négative (2)	Ambivalente (3) et (4)
25 (I)	85,7%	1,4%	12,9%
26 (I)	84,7%	2,8%	12,5%
27 (I)	80,6%	2,8%	16,7%
28 (I)	61,4%	2,9%	35,7%
29 (I)	81,9%	5,6%	12,5%
30 (I)	50,0%	15,3%	34,7%
31 (I)	61,1%	—	38,9%
32 (I)	73,2%	4,2%	22,5%
34A (I)	90,6%	1,9%	7,5%
39 (I)	93,1%	5,6%	1,4%
46A1 (I)	88,6%	4,3%	7,1%
46A2 (I)	81,4%	4,3%	14,3%
46A3 (I)	87,3%	2,8%	9,0%
46B (I)	62,3%	8,2%	29,5%
47 (III)	26,4%	23,6%	50,0%
Score moyen standardisé	91,7%	—	8,3%

### 3.2.2 Représentation de l'espace urbain économique

Cette dimension de la représentation sociale de l'espace urbain indique les perceptions et attitudes des sujets liés au schème économique urbain à travers les indicateurs suivants:

I- Travail: questions nos 35B, 42.

II- Revenu: questions nos 16, 35A.

III- Consommation: questions nos 14, 15\*, 19, 33, 41, 43, 45.

Le tableau 8 présente les résultats obtenus.

TABLEAU 8: TYPES DE REPRESENTATION DE L'ESPACE URBAIN ECONOMIQUE SELON LES INDICATEURS "TRAVAIL" (I), "REVENU" (II), "CONSOMMATION" (III) (N = 72)

Question	Représentation		
	Positive (1)	Négative (2)	Ambivalente (3) et (4)
14 (III)	85,9%	7,0%	7,0%
16 (II)	30,0%	40,0%	30,0%
19 (III)	19,4%	70,8%	9,7%
33A(III)	2,8%	60,6%	36,6%
33B(III)	2,8%	57,7%	39,4%
33C(III)	1,4%	42,9%	55,7%
33D(III)	37,1%	28,6%	34,3%
33E(III)	12,5%	68,1%	19,4%
35A(II)	56,9%	7,7%	35,4%
35B(I)	58,7%	15,9%	25,4%
41 (III)	57,7%	25,4%	17,0%
42 (I)	54,2%	25,0%	20,9%
43 (III)	33,3%	56,9%	9,7%
45 (III)	81,9%	4,2%	13,8%
Score moyen standardisé	40,3%	30,5%	29,2%



Le sujets sont partagés entre une représentation négative (30,5%), ambivalente (29,2%) et positive (40,3%) de l'espace urbain économique.

Ainsi, pour ce qui est de l'indicateur "consommation", les sujets pensent dans une proportion à peu près égale que "les gens des villes" mettent en général plus (28,6%), autant (34,3%) et moins (37,1%) d'argent que les gens de la campagne pour le transport. Par contre, une majorité croit que les "gens des villes" mettent en général plus d'argent que les gens de la campagne pour se procurer la nourriture (60,6%), les vêtements (57,7%), pour les loisirs (68,1%), pour l'achat de meubles et appareils électriques (42,9%). Dans le même sens, 70,8% des répondants sont d'accord avec l'affirmation "que la vie coûte plus cher à la ville". Par ailleurs, une bonne proportion des sujets sont d'accord avec l'idée que "la ville offre plus de services que la campagne" (85,9%), que "Matane est une ville où l'on vit bien" (81,9%), qu'"il y est plus facile d'y gagner sa vie" (54,2%) et que "la vie est plus facile quand on demeure en ville plutôt qu'à la campagne (65,3%); 57,7% des gens sont même d'accord avec l'affirmation que "vivre en ville, cela fait partie du progrès" bien qu'une même proportion des sujets (56,9%) ne partage pas l'idée que "si on veut que le Bas St-Laurent et la Gaspésie se modernisent, il faut se regrouper dans les villes".

Quant aux perceptions et attitudes face au travail et au revenu, elles sont elles aussi divisées. Si plusieurs perçoivent avantageusement "le fait d'être en ville par rapport au travail quant au salaire" (56,9%) et quant "aux possibilités d'avoir un deuxième travail" (58,7%), seulement 30% des sujets se disent d'accord avec l'affirmation qu'"on fait plus d'argent en ville qu'à la campagne" contre 40% qui sont en désaccord avec cette opinion.

### 3.2.3 Représentation de l'espace urbain socio-culturel

Cette dimension de la représentation sociale de l'espace urbain traduit les perceptions et attitudes des sujets liées au schème urbain socio-culturel à travers les indicateurs suivants:

I- Système de relations: questions nos 18, 20, 22, 23, 24, 37.

II- Services socio-culturels et de loisir: questions nos 21, 36, 38, 44.

III- Education scolaire: questions nos 17, 34, 40.

Le tableau 9 présente les résultats obtenus.

Les sujets ont tendance à se représenter l'espace urbain socio-culturel d'une manière plutôt positive (58,3%) que négative (22,2%) ou ambivalente (19,4%).

C'est surtout envers les services socio-culturels et de loisir que les perceptions s'avèrent les plus positives. En effet, la presque totalité des sujets (95,7%) s'entendent pour dire qu'"à Matane, les gens sont mieux organisés sur le plan des loisirs que dans les villages" et, 64,8% croient que "le fait d'habiter Matane donne la possibilité d'avoir plus de loisirs"; de plus, 73,2% même des répondants estiment qu'"en ville, c'est facile de se faire des amis, de faire partie d'organisations". Malgré tout cela, seulement 38,9% se sont dits d'accord avec l'affirmation: "C'est plus désennuyant de vivre à la ville qu'à la campagne" contre 44,4% qui ont prétendu le contraire.

Quant au système de relations, plusieurs (75%) perçoivent "les gens de Matane comme accueillants" et 61,4% pensent que "le fait d'habiter la ville plutôt que la campagne donne la chance de connaître davantage de gens". Cependant, seulement 40,8% des sujets sont "d'accord" avec l'idée que l'"on sort plus souvent de la maison quand on habite en ville", contre 39,4% qui ne sont "pas d'accord" avec cette assertion et 19,7% qui répondent que c'est "la même chose qu'avant".

TABLEAU 9: TYPES DE REPRESENTATION DE L'ESPACE URBAIN SOCIO-CULTUREL SELON LES INDICATEURS "SYSTEME DE RELATIONS" (I), "SERVICES SOCIO-CULTURELS ET DE LOISIR" (II), "EDUCATION SCOLAIRE" (III) (N = 72)

Question	Représentation		
	Positive (1)	Négative (2)	Ambivalente (3) et (4)
17 (III)	11,3%	73,2%	15,5%
18 (I)	10,9%	18,8%	70,3%
20 (I)	61,4%	24,3%	14,3%
21 (II)	64,8%	23,9%	11,3%
22 (I)	28,6%	48,6%	22,9%
23 (I)	40,8%	39,4%	19,7%
24 (I)	25,7%	32,9%	41,4%
34B(III)	65,4%	11,5%	23,1%
34C(III)	75,5%	7,5%	17,0%
34D(III)	23,1%	46,2%	30,8%
34E(III)	32,7%	48,1%	19,2%
34F(III)	21,6%	62,7%	15,7%
36 (II)	95,7%	1,4%	2,8%
37 (I)	75,0%	11,1%	13,9%
38 (II)	73,2%	11,3%	15,5%
40 (III)	62,8%	25,7%	11,4%
44 (II)	38,9%	44,4%	16,7%
Score moyen standardisé	58,3%	22,2%	19,4%

Les réponses deviennent de plus en plus ambivalentes ou négatives lorsqu'il s'agit de la perception des relations familiales dans le contexte urbain. Ainsi, seulement 28,6% des sujets croient qu'"il est plus facile de visiter les amis et les parents depuis qu'on habite Matane" comparé à 48,6% qui allèguent, le contraire et 22,9% qui prétendent que c'est la "même chose qu'avant". De même, une très faible proportion pense qu'il est plus facile de s'entendre entre "mari et femme" (10,9%) et entre "parents et enfants" (25,7%) depuis qu'ils sont à la ville. Dans le même esprit, il n'est donc guère surprenant de constater que 73,2% des répondants soutiennent qu'"il est plus facile d'élever ses enfants à la campagne qu'à la ville".

Quant au fait d'être en ville par rapport au système scolaire, les représentations oscillent entre le pôle négatif et le pôle positif suivant l'angle où l'on se situe. Ainsi, 62,7% des sujets pensent que "c'est difficile pour leurs enfants car les élèves changent très souvent de professeurs", 48,1% disent que "c'est difficile à cause du trop grand nombre d'élèves" et 46,2% croient que "c'est plus difficile d'étudier à cause des occasions de sorties" plus grandes à la ville; côté positif, une majorité de parents estiment que le fait d'être en ville est bon pour leurs enfants qui vont à l'école "car ils ont plus de choix de cours" (65,4%), "car ils peuvent participer à plus d'activités de l'école" (75,5%). Enfin, plus globalement, 62,8% des sujets se sont dits d'accord avec l'affirmation que "pour l'avenir de nos enfants, c'est mieux qu'on soit en ville plutôt que dans un rang ou un village" comparé à 25,7% qui se sont montrés en désaccord avec cette opinion.

Avant de passer à l'analyse des questions sur l'adaptation, étudions les réponses obtenues aux deux questions ouvertes (nos 13\* et 48\*) sur la représentation générale de l'espace urbain.

La toute première question posée aux sujets, après les questions d'identification, était la suivante: "Qu'est-ce que la ville de Matane représente pour vous?" Les enquêteurs avaient été prévenus du niveau de difficulté, pour les sujets, de cette première question, vague, éprouvante en ce début d'enquête; si la réponse tardait, la consigne était de poser les sous-questions suivantes: "La ville, ça représente quoi pour vous? C'est quoi pour vous, la ville?" Les enquêteurs notaient le verbatim des sujets.

Une analyse de contenu des réponses des 72 sujets à cette question a été réalisée<sup>1</sup>.

En conformité avec l'ensemble des résultats présentés dans les dimensions analysées de la représentation, les thèmes qui se dégagent le plus dans les réponses des sujets à cette question sont liés à une représentation générale plutôt positive (47/72 ou 68,1%) de l'espace urbain. Ainsi, ces principaux thèmes sont par ordre d'importance:

1. "Beaucoup de services" (22,6%)
2. "Belle petite ville" (9,4%)
3. "Bon pour les enfants, l'école" (7,5%)
4. "Proche du travail" (7,5%)
5. Autres, v.g.: "habitué à venir ici", "travail à l'année", "ville natale", "on est chez nous" (21,1%).

---

1 Dans une recherche subséquente (P. Côté et L. Roy, 1980, recherche inédite), les réponses d'un certain nombre de sujets ont aussi été analysées avec l'analyse automatique du discours (AAD). L'échantillon étudié, était composé de 16 sujets (N = 16), dont deux choisis au hasard dans chacune des localités d'origine représentées. L'analyse du discours a mis en évidence les deux plus importants "domaines sémantiques" suivants:

D <sub>1</sub> Matane est une	belle petite propre active	ville	D <sub>2</sub> En ville, on est près	du travail des services des affaires des magasins
-------------------------------	-------------------------------------	-------	--------------------------------------	--

Les sujets ayant une représentation négative (9/72 ou 12,5%) de l'espace urbain se réfèrent principalement aux thèmes suivants:

6. "difficulté à trouver du travail" (5,7%)
7. "Pas assez d'espace " (3,8%)
8. Autres, v.g.: "trop de gens", "trop de pollution" (3%).

Une proportion de 14/72 ou 19,4% de sujets ont été considérés comme ayant une représentation plutôt ambivalente de l'espace urbain: ils se disent "indifférents" à la ville ou ils prétendent qu'elle représente, pour eux, à la fois des côtés positifs et négatifs.

La dernière question ouverte (no 48) posée cette fois à la fin des questions sur la représentation était:

- A. "Quel est le plus grand avantage que vous trouvez à vivre ici? (en ville, à Matane)?"
- B. "Quel est le plus grand désavantage?"

L'analyse de contenu des réponses confirme les données exprimées ci-haut. En effet, les "avantages" suivants ont été prioritairement retenus:

1. "On est plus près de tout" (45/72 ou 62,5%)
2. "On a plus de services" (12/72 ou 16,7%).

Pour le plus grand désavantage, les réponses ne font pas l'unanimité et se répartissent en plusieurs sous-thèmes ("Pas de travail" 4/72, "Trop près des voisins" 4/72, "Ca coûte cher de vivre ici" 7/72, "Espace restreint" 14/72, etc.); cependant, il est intéressant de constater que le type de réponse le plus fréquemment avancé est: "Pas de désavantage" (28/72 ou 38,9%) ce qui, lié à la question précédente, tend à confirmer chez les sujets une représentation générale plutôt positive que négative ou ambivalente de l'espace urbain.

### 3.2.4 Adaptation à l'espace urbain physique

Cette dimension de l'adaptation à l'espace urbain exprime la situation sociale ou les comportements effectifs des sujets face à l'espace urbain physique quant aux indicateurs suivants:

I- Déplacement vers les services: questions nos 51, 53, 76\*, 79\*.

II- Connaissance et utilisation des lieux: questions nos 55A\*, 56\*.

III- Lieu et type d'habitation: questions nos 8\*, 9\*, 49\*, 50\*, 52, 54.

Le tableau 10 montre les résultats obtenus.

Les sujets ont tendance à vivre l'espace urbain dans sa dimension physique davantage sous le mode d'adaptation isolé (51,4%) qu'accommodé (26,4%) ou intégré (22,2%).

Ainsi par rapport au logement, 84,5% des sujets étaient, avant la migration à la ville, propriétaires de leur logement (maison type unifamiliale) et ce pourcentage passe à 33,3% après la relocalisation. Il importe de noter que ce sont surtout les gens du premier programme de relocalisation et les sujets plus âgés (au-delà de 65 ans) qui ont été désavantagés par le changement de mode de vie, en passant de la situation de propriétaire à la campagne à celle de locataire à la ville (pour plus de détails, voir les tableaux 35 à 40, en annexe II). Quant au nouveau type d'habitation à la ville, près de la moitié des sujets (48,6%) résident dans des habitations à loyer modique (H.L.M.). En général, les sujets semblent satisfaits de leur nouveau logement quant à son espace intérieur, nombre et grandeur des pièces (53,5% le trouvent à cet égard "très pratique"), quant à son entretien extérieur, services municipaux, d'entretien et de vidanges (52,1% trouvent cela "très pratique"); mais par ailleurs, une bonne proportion des répondants (50,7%) sont insatisfaits de leur habitation par rapport à son espace extérieur et 28,2% s'en accommodent. Ils déplorent l'espace res-

TABLEAU 10: MODES D'ADAPTATION A L'ESPACE URBAIN PHYSIQUE  
 SELON LES INDICATEURS "DEPLACEMENT VERS LES SER-  
 VICES" (I), "LIEU ET TYPE D'HABITATION" (III)  
 (N = 72)

Question	Adaptation		
	<u>Intégré (1)</u>	<u>Accommodé (2)</u>	<u>Isolé (3)</u>
51A (I)	31,4%	50,0%	18,6%
51B (I)	57,7%	32,4%	9,9%
51C (I)	18,3%	39,4%	42,3%
51D (I)	8,5%	30,9%	60,6%
51E (I)	2,8%	35,2%	62,0%
51F (I)	2,8%	19,7%	77,5%
51G (I)	4,2%	11,3%	84,5%
52A (III)	34,3%	48,6%	17,1%
52B (III)	48,4%	35,9%	15,6%
52C (III)	52,9%	41,4%	5,7%
52D (III)	37,0%	48,1%	14,8%
53 (I)	_____	2,8%	97,2%
54A (III)	53,5%	36,6%	9,9%
54B (III)	21,1%	28,2%	50,7%
54C (III)	52,1%	38,0%	9,9%
Score moyen standardisé	22,2%	26,4%	51,4%



treint de la cour où il est défendu, surtout pour ceux qui habitent dans les H.L.M., de circuler, de jouer sur le terrain, de faire un potager, d'avoir des animaux domestiques, etc. Ils critiquent aussi l'absence de galerie, de balcon et le manque de garage et de remise où ils pourraient bricoler, réparer la voiture, etc. Certains ont aussi mentionné le fait qu'ils reçoivent moins souvent, à l'occasion des Fêtes par exemple, les membres de leur famille qui habitent à l'extérieur (v.g. Montréal, Côte Nord) depuis qu'ils sont dans un logement à la ville.

Un bon nombre trouve "plus ou moins pratique" leur lieu d'habitation quant à la distance à faire pour se rendre aux magasins (48,6%), aux écoles (35,9%), à l'hôpital (41,4%) et au travail (48,1%). Les principales raisons invoquées par ces derniers et par ceux qui ne le trouvent "pas pratique" par rapport à ces services respectifs (magasins: 17,1%, écoles: 15,6%, hôpital: 5,7%, travail: 14,8%) sont: "on ne peut s'y rendre à pied"; "il faut utiliser la voiture pour les déplacements au centre ville ou l'autobus scolaire pour les enfants qui ont à se rendre à l'école, comme cela était le cas à la campagne"; "l'emplacement de l'habitat est situé à la périphérie de la ville", etc.

Par ailleurs, l'ensemble des sujets (97,2%) n'utilisent jamais les transports en commun, tel l'autobus<sup>1</sup> pour leurs déplacements en ville; ils doivent "prendre leur voiture" ou à l'occasion "demander à un voisin qui doit aussi sortir, de les conduire". Encore par rapport à l'indicateur "déplacement vers les services publics", on constate que les sujets fréquentent

---

1 Précisons qu'au moment de l'enquête (mai 1977), le service d'autobus de la ville de Matane ne desservait pas le secteur périphérique où résidait la majorité des relocalisés interrogés (v.g. la rue Bélanger, voir carte de la ville de Matane, dans l'annexe I).

relativement peu (ou du moins pas plus que lorsqu'ils étaient à la campagne) les types de services tels les restaurants (60,6% n'y vont "jamais"), le cinéma (62,0%), la bibliothèque municipale (84,5%) et les services urbains à caractère social comme le Centre local des Services communautaires (81,9% n'y sont jamais allés), les bureaux de l'Aide sociale (77,8%), de Placement (79,2%), d'Assurance-chômage (77,8%), de l'Aide juridique (77,8%), de l'Office de protection du consommateur (96%), etc. Ils se déplacent par contre plus "souvent" pour se rendre au centre d'achat (57,7%) et au magasin du coin où 31,4% des sujets disent s'y rendre "souvent".

Quant à l'utilisation et à la connaissance des lieux dans la ville de Matane, 64,7% des sujets ont répondu connaître toutes les parties de la ville comparé à 35,2% qui ont dit "ne pas" ou "plus ou moins" bien la connaître. Ceux qui, à l'occasion, marchent dans la ville (68,1% des répondants), le font surtout dans leur quartier ou sur leur rue (50%). L'éloignement par rapport au domicile, tel que vu plus haut, "du centre-ville", "du bord de la mer" et même du "Parc des Iles", rend ces endroits peu fréquentés par les sujets.

### 3.2.5 Adaptation à l'espace urbain économique

Cette dimension de l'adaptation à l'espace urbain traduit la situation sociale ou les comportements effectifs des sujets face à l'espace urbain économique selon les indicateurs suivants:

I- Travail: questions nos 10A\*, 10B\*, 57\*, 58\*, 59\*, 60A, 61\*, 62\*.

II- Revenu: questions nos 10C\*, 10D\*, 11\*, 63, 64\*.

III- Consommation: questions nos 65\*, 66\*, 67\*, 68.

Le tableau 11 présente les résultats obtenus par l'ensemble des sujets.

TABLEAU 11: MODES D'ADAPTATION A L'ESPACE URBAIN ECONOMIQUE  
SELON LES INDICATEURS "TRAVAIL" (I), "REVENU"  
(II), "CONSOMMATION" (III) (N = 72)

Question	Adaptation		
	<u>Intégré (1)</u>	<u>Accommodé (2)</u>	<u>Isolé (3)</u>
60A <sup>1</sup> (I)	36%	20,0%	44,0%
63 (II)	45,1%	16,9%	38,0%
68A (III)	2,8%	43,7%	53,5%
68B (III)	—	52,9%	47,1%
68C (III)	1,4%	73,2%	25,4%
68D (III)	31,6%	15,8%	52,6%
68E (III)	45,5%	40,0%	14,5%
68F (III)	11,3%	63,4%	25,4%
68G (III)	8,5%	80,3%	11,3%
Score moyen standardisé	5,6%	61,1%	33,3%

1 Le pourcentage de cette question a été calculé avec le nombre total des sujets masculins et féminins "chefs de famille" (c'est-à-dire sur N = 50 au lieu de N = 72).

Les scores moyens standardisés montrent que les sujets ont tendance à vivre l'espace urbain dans sa dimension économique davantage sous le mode d'adaptation accommodé (61,1%) que isolé (33,3%) ou intégré (5,6%).

En raison de la forme dans laquelle elles ont été formulées, plusieurs questions touchant l'évaluation de cette dimension de l'adaptation n'ont pu servir à l'analyse quantitative. Il apparaît donc nécessaire ici d'analyser en détail les nombreuses questions (marquées d'un astérisque) se rapportant à chacun des indicateurs étudiés. Ainsi, l'analyse détaillée de chacune des questions de même qu'une attention accordée au poids (v.g. trop grande importance accordée dans l'analyse quantitative, à l'indicateur "consommation", question no 68, par rapport aux indicateurs "travail" et "revenu") vont permettre de nuancer sensiblement les résultats obtenus et de voir dans quel sens les variations, si elles existent, tendent.

Par rapport au travail, mentionnons d'abord que 71,8% ont répondu ne pas avoir d'emploi au moment de l'enquête (ce pourcentage inclut le travail ou plutôt l'absence de travail de tous les sujets féminins chefs de famille ou pas et, de leur conjoint dans ce dernier cas). Si l'on tient compte seulement des sujets masculins et féminins "chefs de famille", 44% (22/50) de ces derniers ont répondu n'avoir eu aucun emploi depuis leur arrivée à Matane, contre 36% (18/50) avoir eu un emploi régulier (temps plein permanent ou saisonnier) et 20% (10/50) avoir fait occasionnellement divers travaux (v.g. journalier). Hors l'occupation de "ménagère" pour les femmes, celle la plus retrouvée chez les hommes, avant le déménagement à la ville, est le métier de "travailleur forestier" et celui de "cultivateur". Les gens occupant à la ville un emploi régulier après le déménagement, avaient dans la moitié des cas, ce même travail lorsqu'ils habitaient à la campagne (v.g. opérateur de machinerie lourde, employés du gouvernement, etc.); par ailleurs, une majorité de ceux qui à la campagne travaillaient dans le secteur de l'agri-

culture ou de la forêt, sont venus à la ville grossir davantage le pourcentage des "sans travail" (chômeurs, assistés sociaux, pensionnés, etc.) que celui des travailleurs occasionnels ou même réguliers. L'ensemble des sujets, excepté ceux qui avaient déjà un travail et qui l'ont conservé à la ville, se plaignent de la difficulté après leur migration à trouver un emploi (d'où les longues périodes de chômage suivies de l'assistance sociale) et du peu d'aide reçue à cet égard. En effet, les quelques sujets (6/72) qui disent avoir été aidés pour obtenir un travail le doivent plus à un "parent qui habitait déjà la ville" qu'à un organisme d'emploi, d'accueil ou autre.

Le revenu annuel familial après la migration a peu augmenté comparé à ce qu'il était avant le déménagement. En effet, avant la relocalisation, 47,1% des familles avaient un revenu annuel inférieur à 5,000 \$ et ce pourcentage parmi les relocalisés à la ville (en 1977) est encore aujourd'hui très élevé (38%) surtout si l'on tient compte de la hausse des salaires, du niveau de vie et de la dévaluation du dollar depuis l'année du déménagement (entre 1969 et 1974). Le pourcentage de ceux qui gagnaient avant la migration entre 5,000 \$ et 7,000 \$ a baissé de 27,1% à 16,7% alors que la proportion des sujets qui avaient un revenu annuel familial de plus de 7,000 \$ avant le déménagement est passée de 25,7% à 45,1% au moment de l'enquête. Outre les subventions d'aide à la relocalisation ou à la migration (argent provenant de l'expropriation, du déménagement ou de la vente des bâtiments, etc.) - qui se chiffrent pour la majorité des familles (77,7%) à moins de 7,500 \$, à leur départ de la campagne - les sujets tirent leur source de revenu, depuis leur arrivée à la ville, principalement de leur salaire pour ceux qui ont un travail et pour les autres, des revenus des pensions (de retraite, rentier, vétéran, veuf(ve), etc.), de l'aide sociale, de l'assurance-chômage et des allocations familiales.

Pour le niveau de consommation, les sujets ont répondu "depuis leur arrivée à Matane, devoir dépenser proportionnellement plus d'argent qu'à la campagne pour la nourriture" (plus: 53,5%; autant: 43,7%). Plusieurs ont dit qu'ils avaient à la campagne un potager et qu'ils pouvaient ainsi emmagasiner à l'automne les légumes et même les fruits pour leur propre consommation de l'année; ils pouvaient, aussi à la campagne, se procurer à plus bas prix, chez des voisins ou des parents "cultivateurs", le lait, les oeufs et la viande en grosse quantité (quartier de boeuf, porc, moutons, poules, lapins).

Plusieurs (52,6%) ont aussi affirmé qu'il leur en coûtait plus cher, depuis leur arrivée à Matane, pour le logement. Cela est dû au fait qu'une majorité était propriétaire de sa maison avant la relocalisation, et que cette dernière était dans la plupart des cas, entièrement payée. Maintenant qu'ils sont locataires, ils doivent assumer régulièrement le coût du loyer (entre 80,00 \$ et 160,00 \$ par mois en moyenne). Pour les propriétaires, il est plus onéreux d'être à la ville à cause des taxes municipales qui sont plus élevées que dans la localité d'origine.

Par ailleurs, la majorité des sujets disent dépenser autant d'argent à la ville qu'à la campagne pour les maladies, accidents, handicaps (80,6%), pour les loisirs (63,4%), pour les meubles et appareils électriques (73,2%), les vêtements (52,9%). La plupart possèdent tous des biens de consommation courants tels le téléviseur noir et blanc ou couleur, divers appareils ménagers, etc., mais le 1/3 (35,2%) des sujets n'a pas d'automobile. Ceux qui sont motorisés trouvent qu'ils dépensent en général moins pour la voiture (essence et entretien) depuis qu'ils sont à la ville.

### 3.2.6 Adaptation à l'espace urbain socio-culturel

Cette dimension de l'adaptation à l'espace urbain exprime la situation sociale ou les comportements effectifs des sujets face à l'espace urbain socio-culturel par rapport aux indicateurs suivants:

I- Type de relations sociales: questions nos 70\*, 71\*, 72\*, 75.

II- Participation: questions nos 69D, 69E, 69F, 69L, (69\*), 73, 80\*, 81A, 81B, (81\*).

III- Système scolaire-enfants: questions nos 82\*, (83\*), 83B1, 83B2.

IV- Comportements vis-à-vis des mass-médias: questions nos 84\*, 85\*.

Le tableau 12 indique les résultats obtenus.

Les scores moyens standardisés montrent que la presque totalité des sujets vivent l'espace urbain dans sa dimension socio-culturelle sous le mode d'adaptation "isolé" (98,6%).

Depuis qu'ils habitent Matane, 55% des sujets ont des parents ou des amis (souvent de la localité d'origine) qui demeurent sur la même rue qu'eux. Cela est surtout vrai dans le cas des relocalisés du premier programme dont une majorité (48,6%) s'est trouvée à la ville regroupée dans les mêmes quartiers de H.L.M. Aussi, il n'est guère surprenant de voir que 52,9% des répondants disent qu'"en cas de besoin, ils peuvent compter ici, sur l'aide des voisins, autant qu'à la campagne". Les visites entre voisins, surtout s'ils sont parents ou amis, semblent plus fréquentes que lorsqu'ils étaient à la campagne. Ainsi, 24,6% disent se visiter "souvent" entre eux et 55,4% "parfois" contre 20% "jamais". "Les sorties ensemble" sont par ailleurs plus rares (40,3% "parfois" et 33,9% "jamais"). Quand elles se produisent, certains ont mentionné que c'était pour retourner, par exemple l'été ou à l'automne dans la loca-

TABLEAU 12: MODES D'ADAPTATION A L'ESPACE URBAIN SOCIO-CULTUREL SELON LES INDICATEURS "RELATIONS SOCIALES" (I), "PARTICIPATION AUX ACTIVITES SOCIO-CULTURELLES ET DE LOISIR" (II), "SYSTEME SCOLAIRE" (III) (N = 72

Question	Adaptation		
	Intégré (1)	Accommodé (2)	Isolé (3)
69D (II)	2,8%	29,2%	68,1%
69E (II)	—	11,1%	88,9%
69F (II)	2,8%	13,9%	83,3%
69L (II)	1,4%	20,8%	77,8%
73A (II)	1,4%	11,1%	87,5%
73B (II)	11,1%	6,9%	81,9%
73C (II)	4,2%	11,1%	84,7%
73D (II)	2,8%	6,9%	90,3%
73E (II)	5,6%	2,8%	91,7%
73F (II)	4,2%	4,2%	91,7%
75 (I)	21,4%	52,9%	25,7%
81A (II)	60,4%	18,9%	20,8%
81B (II)	18,9%	5,7%	75,5%
83B1 <sup>1</sup> (III)	37,5%	34,4%	28,1%
83B2 <sup>2</sup> (III)	63,2%	10,5%	26,3%
Score moyen standardisé	—	1,4%	98,6%

- 1 Le pourcentage de cette question a été calculé sur le nombre d'enfants de niveau primaire qui ont dû changer d'école après le déménagement (N = 32).
- 2 Le pourcentage de cette question a été calculé sur le nombre d'enfants de niveau secondaire qui ont dû changer d'école après le déménagement (N = 19).



lité d'origine<sup>1</sup> pour y cueillir, avec la famille, des petits fruits (fraises, framboises, noisettes), y pique-niquer ou pour y chasser et pêcher.

Ce qui frappe surtout, du point de vue socio-culturel, c'est l'absence quasi complète de participation aux associations ou clubs sociaux de la ville. En effet, 91,7% des sujets n'ont jamais fait partie, depuis qu'ils sont à Matane, d'un club social du genre Chevaliers de Colomb, Chambre de Commerce, Clubs Sportifs, Lions, Richelieu, etc. De même, 81,9% n'ont jamais participé à des associations plus populaires comme les groupes de l'Age d'Or, l'AFEAS, les Cercles de Fermières, les Filles d'Isabelle. La plupart ne font pas partie non plus d'associations urbaines à caractère socio-politique tels les Associations de locataires (84,7%), les Syndicats ou Comités d'action populaire, Comité de citoyens (90,3%). L'absence de participation est aussi constatée dans le mouvements religieux (mouvements charismatiques, groupes de prières (91,7%), et paroissiaux (marguillers, chorale, service d'aide et de bénévolat (87,5%). Plusieurs personnes ont indiqué avoir déjà eu pourtant une part active importante dans ces domaines lorsqu'elles étaient dans leur localité d'origine.

Dans le même sens, les sujets fréquentent peu, durant leurs loisirs, les cinémas (68,1% n'y vont jamais), le théâtre (88,9% jamais), les spectacles en salle de concert, vedettes de la chanson, etc. (83,3%). Aussi, 68,1% ne pratiquent jamais de sport (ski, quilles, curling, etc.). En dehors du travail ou des obligations familiales, les activités qui sont appréciées par le plus grand nombre sont: l'artisanat (tricot, crochet, tissage), le bricolage-réparations d'objets courants, la musi-

---

1 Quand, à ces occasions, plusieurs familles reviennent en même temps dans leur ancien village (comme c'est souvent le cas pour les relocalisés de St-Paulin Dalibaire et de St-Thomas-de-Cherbourg), une fête, qui dure toute la fin de semaine, est organisée avec différentes activités spontanées comme de la musique, des danses, des chants, des repas communautaires, etc.

que (34,7% des sujets disent s'y consacrer "souvent" et 34,7% "parfois"), les jeux de cartes. Plus du 1/3 des gens occupent "parfois" leur loisir à la pêche et à la chasse.

A l'image de leurs parents, les enfants (75,5%) ne participent pas à la ville aux associations de jeunes (scoutisme, Club 4H, Cercles des jeunes naturalistes, équipes sportives, etc.). A peu de choses près, ils occupent leurs loisirs de la même façon que leurs parents, sauf qu'ils assistent peut-être plus qu'eux aux activités sportives de plein air (patinage, motoneige, baïlle-molle, etc.) et font davantage de sorties en ville avec les amis, au cinéma ou ailleurs.

En ce qui a trait à l'éducation, 42,9% des parents ont affirmé que certains de leurs enfants ont abandonné l'école après le déménagement soit parce qu'ils "devaient se chercher du travail", ou "qu'ils n'aimaient pas l'école" (conflit avec les professeurs, avec les autres étudiants, difficultés scolaires, arrêts fréquents, manque de motivation aux études, etc.). 44,5% (32/72) des parents ont eu des enfants de niveau primaire et 26,4% (17/72) de niveau secondaire qui ont dû changer d'école suite à leur migration de la localité d'origine à la ville de Matane<sup>1</sup>. Parmi les parents dont les enfants de niveau primaire ont changé d'école, 62,5% d'entre eux affirment que ces derniers ont éprouvé soit un peu (34,4%) ou beaucoup (28,1%) de difficultés d'adaptation scolaire (baisse des notes, manque d'intérêt, problèmes de santé, conflits avec les autres élèves et les enseignants, etc.). Outre le fait que plusieurs adolescents ont abandonné leurs études au niveau secondaire, ceux qui ont poursuivi, ont connu en général moins de difficultés (63,2% aucune) que les écoliers du primaire.

---

1 Ces enfants allaient auparavant à l'école du village où l'enseignement élémentaire et dans certains cas une partie du secondaire s'offraient.

Une proportion (66,8%) des familles ont encore au moins un enfant qui va à l'école; le niveau de scolarité des parents (sujets de l'enquête), est pour les 2/3 (65,7%) inférieur à la septième année. Parmi les adultes, certains (28,6%) ont suivi, peu de temps après leur arrivée à la ville, des cours de "récupération scolaire" dans le but principal "d'apprendre un métier" (7/20), "de se recycler" (6/20) ou "d'être en mesure de trouver plus facilement un travail" (4/20). Six personnes seulement (6/20) ont mentionné que les cours ont donné les résultats positifs escomptés.

Quant au comportement vis-à-vis des mass-médias, les enfants (75,9%) comme leurs parents (77,8%) regardent "souvent" la télévision. Aussi, 50% des répondants ont la télévision avec câble comme 48,6% qui possèdent un téléviseur mais sans le câble. Les postes les plus écoutés sont les canaux francophones et pour les "non-câblés" le canal de "Radio-Canada-Matane". Pour la radio, le poste local privé "Matane CHRM" est plus écouté (79,2% écoutent "toujours" celui-là) comparé à celui de Matane CBGA-Radio-Canada où seulement 15,3% l'écoutent "toujours". Les postes de radio AM et FM de Rimouski ne sont pratiquement jamais écoutés. Du côté de la presse écrite, les médias d'information les plus lus sont l'hebdomadaire local "La Voix Gaspésienne" et le bi-mensuel "La Voix du Peuple"; 71,9% des répondants ne lisent jamais de quotidien.

Comme pour les enfants d'âge scolaire, plusieurs adultes (52,7% ou 38/72) ont éprouvé des malaises psychologiques et/ou physiques importants lors de leur adaptation à la ville. C'est surtout chez les personnes âgées (60 ans et plus) que le choc a été le plus vivement ressenti. En effet, plusieurs parmi ces dernières, habitaient le village d'origine depuis ses débuts - arrivée en moyenne, dans le village, dans les années 1930 - et

avaient donc contribué à son ouverture<sup>1</sup>. Certains répondants ont précisé que leur conjoint n'a pu supporter le poids de ce changement de vie. Neuf répondants (12,5%) ont déclaré que leur conjoint est décédé pour cause de maladie, peu de temps après le déménagement à la ville.

Avant de passer à la vérification des hypothèses et à l'interprétation des résultats, analysons les quatre dernières questions de l'enquête (nos 86 à 89) qui portaient sur la représentation que les sujets se font de leur adaptation à la ville.

Davantage en conformité avec leur représentation générale de l'espace urbain, les sujets disent "qu'ils se sentent adaptés (73,6%) à la ville de Matane" plutôt qu'accommodés (8,3%) ou étrangers (18,1%), que "ce qu'ils pensaient trouver en ville avant de venir s'est réalisé" pour 59,7% d'entre eux et "plus ou moins" pour 19,4%, et que "s'ils avaient des amis qui se trouvaient dans la même situation qu'eux avant le déménagement, ils (72,2%) leur conseilleraient de venir s'établir à Matane". Mais paradoxalement, une bonne proportion des répondants (44,9%) ont affirmé que "d'après leur expérience personnelle, cela prend beaucoup de temps à une personne venant des paroisses qu'on dit marginales pour se sentir vraiment chez elle en ville"; 13,9% (10/72) ont même dit qu'"elles ne se sentiront jamais chez elles ici".

### 3.3 Vérification des hypothèses et interprétation des résultats

Une analyse antérieure des textes gouvernementaux sur la relocalisation (Côté, 1980) a mis en évidence le discours dominant de l'appareil gouvernemental dans l'élaboration de ses principales mesures de développement et d'aménagement de l'Est

---

1 Voir le livre de Thérèse Hardy (1975), Mémoire d'une relocalisée, qui raconte les conditions d'existence des gens à l'ouverture de ces localités (v.g. mesures d'assistance au colon, obtention des lots, défrichage, etc.).

du Québec, dans la période qui suit le BAEQ. Les grands traits de l'idéologie urbaine véhiculée concernent: 1- le cadre institutionnel de politiques mises en oeuvre (coordination de plusieurs ministères et organismes fédéraux et provinciaux, mesures de fermeture de localités rurales et de relocalisation des populations dans les centres urbains...); 2- les buts visés (objectifs de développement social, de modernisation, de développement de l'activité économique, d'urbanisation, de réaffectation des sols de l'arrière-pays...); 3- le postulat de la participation volontaire des citoyens (répondre aux aspirations des populations qui ont "un désir profond et exprimé" de participer à part entière à l'activité économique des zones qui offrent des possibilités d'emploi, de revenu et de services...).

Une fois la nature de l'idéologie gouvernementale mise en évidence, le but de la présente recherche était d'étudier le fonctionnement de cette idéologie ou les effets du discours gouvernemental auprès des populations relocalisées. A partir de l'enquête psycho-sociologique, nous avons donc analysé, d'une part, dans quelle mesure l'idéologie gouvernementale a imprégné les perceptions ou les représentations sociales que les relocalisés ont de l'espace urbain, dans ses dimensions espace physique, économique et socio-culturel et d'autre part, comment cette idéologie s'est exprimée dans les faits et gestes quotidiens des sujets qui en ont fait l'objet (par exemple, dans quelle mesure les objectifs, entre autres de participation à la vie urbaine, sociale et économique, visés dans le discours gouvernemental ont-ils été atteints?). Une hypothèse générale a été formulée sur l'impact psycho-social de l'idéologie gouvernementale et des hypothèses secondaires ont été avancées sur la représentation et l'adaptation des sujets à l'espace urbain quant aux paramètres âge, sexe et programme de relocalisation.

Dans les prochaines pages, les résultats relatifs à ces hypothèses principale et secondaires sont donc présentés ainsi que discutés et interprétés, du point de vue théorique et métho-

dologique, à la lumière de l'articulation de la problématique de recherche et des données exposées dans le contexte théorique et expérimental.

### 3.3.1 Hypothèse principale sur l'impact psycho-social de l'idéologie gouvernementale

L'hypothèse principale sur l'impact psycho-social de l'idéologie gouvernementale auprès des relocalisés porte sur le rapport entre le système de représentation sociale et le processus d'adaptation. L'hypothèse générale d'une rupture entre les deux systèmes a été avancée. Pour vérifier la validité de cette hypothèse, il importe donc d'analyser les résultats d'abord au niveau de chacune des variables impliquées et ensuite au niveau du lien entre la représentation et l'adaptation.

#### 3.3.1.1 La représentation sociale de l'espace urbain

S'appuyant sur les thèses d'Althusser, notamment, sur l'interpellation des individus en sujet ("l'effet-sujet") et sur le rôle des appareils idéologiques d'Etat dans la mise en place de l'idéologie, nous avons fait l'hypothèse de la domination du discours gouvernemental sur le système de représentation des relocalisés. Assujettis à l'idéologie dominante, les sujets allaient avoir tendance à se conformer à la représentation institutionnelle, c'est-à-dire à percevoir l'espace urbain dans sa globalité d'une manière plutôt positive que négative ou ambivalente.

Le tableau 13 résume le type de représentation que les sujets ont de l'espace urbain dans ses dimensions espace physique, espace économique et espace socio-culturel.

Une comparaison des pourcentages obtenus, aux scores moyens standardisés, tend à confirmer l'hypothèse. En effet, proportionnellement, les sujets ont une représentation générale de l'espace urbain plutôt positive (65,3%) que négative (18,1%) ou ambivalente (16,7%). C'est surtout par rapport à la représentation de l'espace urbain physique que les résultats sont

les plus concluants, la presque totalité des sujets (91,7%) percevant positivement l'espace urbain dans cette dimension.

TABLEAU 13: REPARTITION DES SUJETS SELON LEUR TYPE DE REPRESENTATION DE L'ESPACE URBAIN PHYSIQUE, ECONOMIQUE ET SOCIO-CULTUREL (N = 72)

Dimension de l'espace urbain	Représentation		
	positive(1)	négative(2)	ambivalente (3+4)
Espace physique	91,7%	—	8,3%
Espace économique	40,3%	30,6%	29,2%
Espace socio-culturel	58,3%	22,2%	19,4%
Espace urbain global (score moyen standardisé)	65,3%	18,1%	16,7%

Liés à l'analyse de l'idéologie urbaine gouvernementale, les résultats des sujets sur la représentation sociale de l'espace urbain ont tendance à corroborer les données de Monique Dagnaud (1978) dans son enquête sur "l'idéologie urbaine de l'élite technocratique et politique" en France. En effet, l'auteur a montré comment "l'Etat", "l'espace urbain" et la "société" sont trois éléments indissolublement liés au discours technocratique ou politique sur la ville et qui inter-réagissent de la façon suivante: les idéologies urbaines sont la parole ou le discours d'une classe dominante qui s'exprime par ses agents de l'Etat, dont le rôle idéologique consiste "à proposer un modèle de vie (le sien) sur lequel les agents sociaux calqueront ou tenteront de calquer leur conduite, à occulter les conditions de production de ce modèle, et plus généralement les conditions de production des rapports sociaux" (Dagnaud, 1978, p. 113).

Cette idéologie urbaine véhiculée par le discours dominant est d'autant plus efficace qu'elle dispose pour s'exprimer de tous les moyens de contrôle et de maîtrise des Appareils Idéologiques d'Etat par l'intermédiaire de ses agents. Dans le cas qui nous intéresse, un des moyens privilégiés par l'Etat et ses agents, dans l'élaboration et l'exécution de ses politiques d'aménagement et de développement, dans l'Est du Québec, était "l'animation sociale". Celle-ci a été définie comme un "ensemble de techniques et de moyens mis en oeuvre pour assurer une participation véritable de la population à l'aménagement" (BAEQ, 1966, cahier no 1, p. 69). Plusieurs recherches (Angers et Dion, 1971; Chevrefils, 1978; Lévesque (Ed.), 1979) ont tenté de démontrer l'intérêt et la nature de ces nouvelles techniques de participation dans la planification régionale et ont discuté de la pertinence du rôle des animateurs sociaux.

Suite aux travaux du BAEQ, qui prenaient le ton dans le discours officiel d'une "vaste enquête-participation", le secteur de développement social (ODEQ, 1969), responsable de l'application des programmes de relocalisation prévoyait l'engagement par l'Etat de dix-sept agents de développement ayant autorité sur dix-sept équipes d'intervenants (voir en annexe I, l'organigramme des fonctions pour le secteur du développement social). A l'enseigne de la "participation de la population", les "animateurs sociaux" avaient pour but d'expliquer aux gens les grands objectifs préconisés dans le plan de développement et surtout de les préparer ou de les aider dans l'exécution des principales mesures envisagées, c'est-à-dire les programmes de fermeture des localités rurales jugées "marginales" par les études faites, et de relocalisation des populations dans les centres urbains (ODEQ, 1969). Ainsi, "l'animation" ne pouvait venir de la base, elle devait être organisée, structurée, comme l'a fait valoir Paul Angers dans son étude:



"Un effort considérable de participation comme le prévoyait au début le B.A.E.Q. est absolument impossible à réaliser si l'on se fie uniquement à la spontanéité de la population impliquée. La participation doit être amorcée, provoquée de l'extérieur; elle a également besoin d'une structure, d'une organisation pour la soutenir et pour s'épanouir" (Angers, p., 1971, chap. II: "Modalités de la participation, de l'animation et de l'information au B.A.E.Q.", p. 29).

Après cette vaste campagne d'information et de sensibilisation de la population aux objectifs du plan<sup>1</sup>, il n'est pas surprenant de constater dans les résultats de notre enquête, l'influence du discours institutionnel, sur le système de représentation des sujets face à l'espace urbain. En outre, il nous a été donné de voir (Côté, 1981) comment le discours gouvernemental, porte les traces de cette volonté de "mettre en place le sujet", en lui signifiant ses conduites et pratiques sociales et du même coup en lui "dissimulant cette mise en place" tout en lui donnant, par exemple, l'impression de décider, d'agir librement, de vouloir participer.

---

1 Voir Paul Angers (1971, pp. 43-80): "Structures et activités d'animation et d'information au B.A.E.Q.", Pierre Boucher et Robert Houle in Angers et Dion (1971, pp. 128-139): "Désuétude des institutions décentralisées, l'impuissance des institutions déconcentrées, de l'apathie à la participation". Voir aussi Métra Consultants Ltée (1970, pp. 86-87) qui décrivent ainsi l'un des rôles importants de l'agent de relocalisation. "Il ne s'agit pas de conditionner psychologiquement tous les résidents de la localité à partir immédiatement. Il s'agit plutôt de faire un travail d'animation-information, d'apporter à la population une compréhension du phénomène général de concentration et d'urbanisation dont l'impact est ressenti dans la localité qui se trouve en marge de l'évolution générale, et de préparer la population (et en particulier ceux qui songent à partir) aux modes de vie et valeurs d'une société qui n'est plus la société rurale traditionnelle. L'agent de relocalisation peut pour ce travail utiliser les différentes ressources locales d'éducation populaire et faire appel aux programmes de formation, en particulier celui d'acculturation".

Lorsqu'on étudie de plus près les résultats obtenus, on se rend compte que c'est surtout par rapport aux dimensions espace urbain physique et espace urbain socio-culturel que les représentations s'avèrent les plus positives.

La majorité des sujets (91,7%) ont une représentation positive de l'espace urbain physique. Les thèmes qui reviennent, aussi bien dans l'analyse de la question ouverte ("Qu'est-ce que la ville de Matane représente pour vous?"), que dans les réponses aux questions fermées, apparaissent souvent comme un dédoublement du discours institutionnel, tel qu'analysé dans les textes de loi. Bien que les réponses soient un peu plus nuancées quant à la perception de l'espace urbain socio-culturel (58,3% positive, 22,2% négative et 19,4% ambivalente), les sujets, dans un cas comme dans l'autre, ont tendance à considérer l'espace urbain, dans ses dimensions espace physique et espace socio-culturel, comme un "lieu" au sens global représentant un idéal de vie à atteindre. En effet, "en ville, on est plus près de tout, on a plus de services, les gens sont mieux organisés, on a plus de possibilités de participer, y a plus d'avenir pour nos enfants, etc...". Ces résultats confirment, selon nous, l'hypothèse générale de Ledrut (1973) selon laquelle "on est en présence d'une image mythique, faussée, déréalisée, schizoïde de la ville" (p. 150). Cependant, là où nos conclusions divergent, c'est que contrairement à nous, Ledrut a trouvé, chez ses sujets européens de Pau et de Toulouse, une image de la ville "culturaliste" et non "moderniste". Il déplore cette symbolisation "historique" ou "culturaliste" car,

l'avenir de la ville, ses capacités de métamorphose n'apparaissent en aucune façon dans cette image, bien au contraire, nous avons là l'image d'une ville arrêtée. C'est une image fixiste et conservatrice. Elle ne peut agir sur les comportements urbanistiques que de façon non créatrice, statique, voire retardatrice. Le présent

est vu sous l'angle du passé: la personnalité urbaine se manifeste à travers les lieux et monuments établis. La primauté est accordée au respect des ordres, des formes et des signes institués (Ledrut, 1973, p. 150).

Cette "image culturaliste" ne se retrouve pas dans le discours des sujets et pourtant, la présence d'une image plutôt "moderniste", ne laisse pas présager, comme Ledrut le pensait ou l'aurait souhaité, une "Image révolutionnaire de la ville" (p. 150). Mais il y a peut-être une autre explication que celle de l'assujettissement au discours dominant, pour rendre compte des résultats, notamment ceux relatifs à l'image "moderniste" de la ville telle que symbolisée par les sujets de l'enquête. Les relocalisés sont des migrants dans la ville, et comme nouveaux arrivants ils n'ont sûrement pas l'enracinement dans la ville, des véritables urbains, de ceux qui y sont nés et y ont grandi. Le fait que presque la moitié des sujets (43,6%) n'ont pas d'endroit préféré dans la ville de Matane montre bien le peu d'intérêt qu'ils ont à décrire culturellement, selon des repères historiques ou socio-culturels, leur nouvelle ville d'adoption. Dans le contexte nord américain, où les idées "progressistes" se portent davantage vers l'avenir que vers le passé, on peut toutefois se demander si les sujets urbains n'ont pas eux aussi une vision plutôt "moderniste" de leur ville que "culturaliste".

Par ailleurs, du point de vue de la représentation de l'espace urbain économique, les perceptions sont plus partagées (40,3% en ont une représentation positive, 30,6% négative et 29,2% ambivalente). Comme pour la représentation de l'espace urbain physique et socio-culturel et dans le même sens que le discours gouvernemental, les sujets croient "que la ville offre plus de possibilités d'emploi, de revenu et de services", telles qu'en témoignent les réponses suivantes: "la ville offre plus de services que la campagne, Matane est une ville

où l'on vit bien, il est plus facile de gagner sa vie à la ville, la vie est plus facile quand on demeure en ville, vivre en ville cela fait partie du progrès, etc...". Mais à côté de ces réponses, les sujets, contrairement aux deux autres dimensions, manifestent plus de réalisme sinon d'opposition quant aux possibilités de "participer à part entière" à cette conception du développement urbain et régional. C'est ainsi que la majorité des sujets sont en désaccord avec l'idée que "si on veut que le Bas St-Laurent et la Gaspésie se modernisent, il faut se regrouper dans les villes"; selon eux, "la vie à la ville coûte plus cher pour presque tout, et on y fait pas plus d'argent qu'à la campagne, etc.". Dans le même sens que Lamarche et Tougas (1979) l'ont montré, dans leur recherche sur la "perception des raisons de la pauvreté par des Montréalais canadiens-français", nous croyons que les sujets, loin d'attribuer les causes de leur non participation ou de leur impuissance économique à des raisons "individualistes" ou "fatalistes" s'en prennent plus volontiers au "système social en place" et à ses politiques. Lamarche et Tougas parlent de "sensibilisation à la colonisation économique" (1979, p. 77). Les résultats confirment que c'est par rapport à cet aspect économique que la conscience des inégalités sociales s'avère la plus vive tandis que les déterminants à caractère plus socio-culturels (représentation de l'espace urbain physique et socio-culturel) sont plus tenaces, plus opaques, dont peut-être moins facilement conscientisés par les groupes sociaux les plus dominés.

Ce dernier point de l'interprétation théorique des résultats sur la représentation sociale de l'espace urbain nous conduit sur le terrain de la discussion méthodologique. Nous avons déjà mentionné la difficulté d'opérationnaliser des concepts comme celui de représentation sociale. C'est d'ailleurs souvent dans les recherches tentant de mesurer la "conscience sociale" ou la "conscience de classe" ou la "perception

des inégalités sociales" (v.g. Lamarche, Rioux et Sévigny, 1973; Lopreato et Hazelrigg, 1972; Rinehart et Okraku, 1974) que les problèmes méthodologiques à propos du concept de représentation sociale sont apparus avec le plus d'acuité. Ainsi, la difficulté, dans un champ d'étude comme "l'aliénation", "l'actualisation de soi", est souvent d'en arriver à bâtir un instrument de mesure de ces concepts, pouvant adéquatement analyser à la fois la "représentation" des sujets mais aussi leur "expérience objective" et d'éviter dans les réponses des sujets un court-circuitage de l'une par l'autre. Par exemple, quand on analyse le sentiment d'aliénation dans différentes dimensions comme "le sentiment d'appartenance privée ou publique" ou le "sentiment de pouvoir", ce sont toujours des états subjectifs que l'on mesure et souvent les sujets répondent davantage en fonction de leurs idéaux ou de leurs aspirations plutôt qu'en fonction de leurs comportements effectifs.

A notre avis, les recherches tant théoriques que méthodologiques de Moscovici ouvrent une voie pour éviter cet écueil. Ainsi Moscovici dit qu'"en utilisant des techniques adéquates, la structuration des opinions et sa mise en rapport avec la conduite pourraient faciliter un examen des rôles respectifs des champs de représentation et des attitudes dans la genèse des comportements" (Moscovici, 1976, p. 503).

Partant de ces distinctions à faire entre le champ des conduites (comportements) et le champ des représentations (attitudes, opinions), nous avons donc tenté dans les mesures empiriques de distinguer ces deux ordres de concepts de façon à pouvoir ensuite les mettre en rapport. Toutefois, même en prenant cette optique méthodologique de base, des ambiguïtés ou des difficultés dans la traduction en mesures empiriques des concepts de "représentation" et "d'adaptation" ont fait voir que l'idéal est difficile à atteindre dans ce domaine.

Voyons donc ici, dans cette partie de l'interprétation des résultats, les points faibles et les points forts, relevés dans l'élaboration des questions de l'enquête touchant la "représentation sociale de l'espace urbain".

Malgré les précautions prises dans l'élaboration des questions sur la représentation, où l'on souhaitait mesurer les attitudes, les perceptions des sujets, face au schème urbain en général, on constate que certaines questions (v.g. nos 47, 55B) ou assertions présentées (nos 22, 36, 37) incitent plus, en raison de leur formulation, à une réponse de "type comportementale". Cela aurait pu dans certains cas être évité, si par exemple, dans le type de questions suivantes: "A Matane, les gens sont mieux organisés sur le plan des loisirs que dans les villages" (no 36)... "A Matane, les gens sont accueillants" (no 37), etc., on avait remplacé l'expression "A Matane", qui fait trop concrètement référence à la ville nouvelle d'adoption, par les mots à connotation plus globale de "En ville...".

Une autre difficulté provient du fait que les sujets avaient toujours le choix d'une réponse ambivalente. Or, il est apparu, dans certains cas, très difficile de formuler adéquatement certaines questions pour permettre pertinemment ce choix. Souvent, les réponses "autant" (no 33) ou "même chose qu'avant" (nos 14, 18, 24) ou "m'est indifférent", qui étaient des indicateurs de cette représentation ambivalente de l'espace urbain, se sont avérées ambiguës et ne permettaient pas une réelle interprétation des résultats dans ce sens. Par exemple, répondre à la question no 33, que "les gens des villes mettent en général autant d'argent que les gens de la campagne pour se procurer..." signifie-t-il vraiment que les sujets ont une représentation ambivalente de l'espace urbain dans sa dimension économique? Cette constatation porte à croire qu'il serait peut-être préférable, puisque le contenu de ces questions s'apparente à la mesure des

opinions dans laquelle les réponses se présentent habituellement sous la forme dichotomique (oui-non, pour-contre, d'accord-pas d'accord), d'écarter, malgré les nouvelles difficultés que cela crée (la réponse du sujet, comme la question, se doivent d'être claires, radicales), le choix d'une réponse ambivalente. D'autres recherches, à tendance plutôt cognitive comme celles de Pailhous (1979) pourraient aussi être une voie à explorer sur le plan de l'opérationnalisation du concept de représentation sociale, plus spécifiquement, de l'espace urbain.

Par ailleurs, la pré-enquête a permis de discriminer clairement les types d'indicateurs choisis pour l'analyse de chacune des dimensions de l'espace urbain. En général, il n'y a pas de redondance ou de recoupage dans le choix des questions se rapportant à l'un ou l'autre des indicateurs représentatifs des dimensions analysées (espace urbain physique, économique et socio-culturel). Ces questions exclusives aux dimensions ont permis d'une part, de vérifier l'homogénéité et la cohérence des réponses pour l'ensemble des indicateurs et, d'autre part, d'établir des liens entre les différentes dimensions analysées.

Un dernier point méthodologique important concerne l'argumentation selon laquelle la formulation des questions, suite à l'analyse du discours gouvernemental et même à partir de ce dernier, pouvait favoriser ou accentuer "l'assujettissement" des répondants au discours institutionnel<sup>1</sup>. Nous avons essayé de contrer cet effet, mais puisque l'objectif était dans cette partie de la recherche d'analyser le fonctionnement du discours gouvernemental sur le système de représentation sociale des relocalisés, il fallait donc nécessairement bâtir le questionnaire de l'enquête à partir des traits indicateurs de ce dis-

---

1 Le fait que cette recherche s'inscrit dans "le cadre institutionnel universitaire" (voir annexe III, lettre envoyée aux sujets) a pu également contribuer, comme Milgram (1965) et d'autres chercheurs (Rosenthal, 1966; Poitou, 1974) l'ont déjà décrit, à accentuer cet effet "d'assujettissement".

cours. Toutefois, comme il est toujours plus facile d'être d'accord avec les affirmations présentées - s'objecter en répondant par la négative demande un effort plus grand - nous avons dans certains cas, fait varier dans le sens contraire, la formulation des questions (v.g. questions nos 24, 34). L'analyse de la question no 34, dans laquelle les deux types d'assertion positive (34A, B, C) et négative (34D, E, F) sont présentés, montre que les sujets répondent plus dans le sens de l'assertion lorsque celle-ci est positive. Quand cette dernière est formulée négativement, les réponses sont proportionnellement plus mitigées. Alors comment discuter méthodologiquement ces résultats? Peut-être aurait-il été préférable, principalement dans le cas des assertions proposées (questions nos 14 à 24, 34, 36 à 45) de faire varier systématiquement le contenu positif ou négatif des questions présentées? Mais par contre, ce n'est plus l'influence du discours gouvernemental qui aurait été analysée, mais plutôt un autre discours ou sa contrepartie. Ceci montre bien les difficultés méthodologiques de l'élaboration de questions fermées et fait voir la nécessité d'utiliser parallèlement d'autres méthodes. Pour pallier à ces problèmes, nous avons débuté l'enquête par une question ouverte: "Qu'est-ce que la ville de Matane représente pour vous?" L'analyse thématique de cette question, posée avant toutes les autres questions sur la représentation de l'espace urbain, a permis de confronter les deux types de réponses (questions fermées et questions ouvertes) et de voir en elles un dénominateur commun dans le contenu des représentations. Il est intéressant de voir que les réponses à cette question ouverte vont dans le même sens, et valident ainsi, dans une certaine mesure, l'ensemble des questions élaborées sur la représentation.

En conclusion, notons que toutes les questions-indicatrices de la représentation ont été posées successivement, dans la première partie de l'enquête, avant les questions portant sur l'adaptation ou les comportements effectifs; ceci a été prévu,



suite à l'expérience de la pré-enquête où l'on avait constaté que les questions sur l'adaptation pouvaient agir dans le sens d'une prise de conscience ponctuelle des sujets, de leur situation sociale et influencer ainsi artificiellement les réponses au niveau des représentations.

L'évaluation de l'instrument de mesure (questionnaire de l'enquête) est complétée dans le prochain point où sont discutés les résultats relatifs à l'adaptation des sujets à l'espace urbain matanais.

### 3.3.1.2 L'adaptation à l'espace urbain

La seconde partie de l'hypothèse sur l'impact de l'idéologie gouvernementale concerne le rapport de cette idéologie aux comportements des sujets ou à leur situation sociale "objective" dans la ville.

Peu de recherches ont été réalisées pour évaluer comment les relocalisés ont vécu ou concrétisé dans leurs faits et gestes quotidiens les grands objectifs "de développement social", "d'urbanisation", de "participation" véhiculés dans les textes de loi. A propos de l'expérience-pilote de relocalisation (programme de fermeture de 10 localités), il existe une première "étude critique" faite par la firme Métra Consultants Ltée (1970). Les auteurs y critiquent la généralité des objectifs, tels que précisés dans les arrêtés en Conseil (no 2525, no 1621). Selon eux, "les objectifs difficiles à opérationnaliser" (p. 68) auraient dû tout simplement se résumer en deux grands types:

- "réaliser une économie des services publics";
- "changer les marginaux de milieu" (Métra Consultants Ltée, 1970, p. 70). S'il leur a été possible de faire une recherche approximative des "impacts économiques de la relocalisation": "D'abord, bien que coûteuse, l'expérience-pilote est un investissement social relativement rentable: amortissement en douze ans" (Métra Consultants Ltée, 1970, p. 9), les auteurs, tout en discutant des impacts qualitatifs possibles d'une telle

expérience, n'ont pu rendre effectivement compte de ces derniers. Ainsi, les auteurs du rapport (1970) notent:

Les localités marginales se caractérisent par l'absence de services publics ou privés. Le changement de localité ne peut donc qu'apporter une amélioration. Elle porte d'abord sur la possibilité même d'accès aux services, elle porte aussi sur la qualité de ceux-ci (...) L'habitation sera assurément de qualité supérieure pour tous ceux qui bénéficieront d'un HLM (...) L'alimentation et les vêtements seront aussi disponibles à moindre coût dans les magasins des centres urbains sans long trajet en voiture. Mais il est difficile de se prononcer sur tous ces éléments de façon certaine en l'absence d'une enquête précise qui serait trop coûteuse pour une utilité restreinte 1 (pp. 37-38).

A part cette recherche de la firme Métra Consultants Ltée (1970), effectuée sous la responsabilité de l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ), deux autres études gouvernementales, de moindre envergure, ont été réalisées pour analyser les résultats des programmes de relocalisation auprès des personnes qui en ont fait l'objet. Il y a d'abord une recherche du ministère de l'Expansion économique régionale (Bruno Jean, 1972) qui évalue la situation d'ensemble des migrants du premier programme de relocalisation, un an après son application. C'est à notre connaissance, une des seules études empiriques<sup>2</sup> qui a été produite sur le processus d'adaptation

---

1 Les soulignés sont de nous.

2 Cent vingt-neuf (129) familles relocalisées dans les zones d'accueil de Chandler, Ste-Anne-des-Monts, Matane, Bonaventure et Rimouski ont été contactées par les agents d'accueil ou les enquêteurs. Les résultats de cette recherche sont suivis, en annexe, d'une évaluation de la situation migratoire de 80 familles expropriées (80/225 env.) du Parc Forillon (70-72), relocalisées dans la zone de Gaspé.

comme tel des relocalisés, dans la région de l'Est du Québec, suite au premier programme de relocalisation. Une recherche plus connue du Conseil de développement social du Montréal métropolitain (Messier et Marois, 1971) avait auparavant étudié l'intégration urbaine de familles de l'Est du Québec, migrées "spontanément" à Montréal ou dans certains centres urbains de la région, comme Matane, Rimouski et Rivière-du-Loup. Les objectifs généraux poursuivis par cette recherche étaient de "faire un inventaire de la situation des familles migrantes (...) et de sensibiliser les organismes sociaux aux besoins des migrants" (1971, p. 3) afin d'améliorer les services d'accueil dans les centres urbains.

Par ailleurs, un seul document fait état de la situation des relocalisés du deuxième programme de relocalisation (programme d'aide à la migration). Il a été préparé par un groupe du ministère des Affaires sociales (1976) chargé de l'accueil des migrants. Ce document est très peu exhaustif sur les conditions de vie des 400 familles visitées par les agents d'accueil. L'importance a été plutôt accordée à dresser, à partir "des dossiers des bénéficiaires de ce programme", un inventaire des caractéristiques de ces derniers (provenance des familles, leur composition, leur taille, lieu d'arrivée, etc.).

Du côté des relocalisés, il y a ce précieux témoignage de Thérèse Hardy (1975) qui fait revivre certains grands moments passés dans la localité d'origine. Elle y décrit aussi, comment elle a vécu le BAEQ, et livre en conclusion, quelques impressions des gens de St-Thomas-de-Cherbourg sur la relocalisation.

C'est à la lumière des principaux résultats de ces recherches empiriques et aussi, après une étude des normes et modes de vie de la population matanaise (Dubé et Côté, 1977) que l'hypothèse d'une adaptation difficile des sujets à leur nouveau milieu de vie urbain a été avancée. Nous croyions que leurs comportements effectifs ou leur situation sociale objec-

tive révéleraient davantage qu'ils vivent leur adaptation sous le mode de l'isolement ou de l'accommodation plutôt qu'une intégration réelle au milieu urbain matanais.

Le tableau 14 présente les principaux résultats obtenus quant aux modes d'adaptation des sujets à l'espace urbain dans ses dimensions espace physique, économique et socio-culturel.

TABLEAU 14: REPARTITION DES SUJETS SELON LEUR MODE D'ADAPTATION A L'ESPACE URBAIN PHYSIQUE, ECONOMIQUE ET SOCIO-CULTUREL (N = 72)

Dimension de l'espace urbain	Mode d'adaptation		
	intégré (1)	accommodé (2)	isolé (3)
Espace physique	22,2%	26,4%	51,4%
Espace économique	5,6%	61,1%	33,3%
Espace socio-culturel	—	1,4%	98,6%
Espace urbain global (score moyen standardisé)	—	20,8%	79,2%

Une comparaison des pourcentages obtenus tend à confirmer notre hypothèse. En effet, l'ensemble des sujets sont isolés (79,2%) ou accommodés (20,8%) plutôt qu'intégrés à l'espace urbain. Si l'on distingue entre les différentes dimensions de l'espace urbain, c'est surtout à l'égard de l'espace urbain socio-culturel, que les sujets sont le plus majoritairement isolés (98,6%) face aux normes et modes de vie urbaine. La majorité des sujets (51,4%) manifestent aussi une marginalité ou un isolement à la ville quant à leurs comportements et situation sociale dans l'espace urbain physique. Par ailleurs, c'est par rapport à l'espace urbain économique que l'on retrouve le plus grand pourcentage de sujets accommodés (61,1%).

Comment expliquer du point de vue théorique ces résultats? Si, d'après Gino Germani (1965), le but du processus d'adaptation est d'en arriver à supprimer le plus possible les distances économiques, sociales et culturelles, entre les nouveaux immigrants et l'ensemble de la population locale, il faut analyser, par rapport à chacune des dimensions, les barrières ou les obstacles qui ont créé les conditions d'isolement des sujets plutôt que leur intégration réelle au milieu urbain.

D'abord, au point de vue espace physique, "l'habitation" et sa localisation dans la ville sont des facteurs importants sinon fondamentaux du processus d'adaptation. A titre d'exemple, plusieurs familles d'immigrants envoient souvent, avant la migration, le chef de famille ou une autre personne pour préparer la venue des autres membres en trouvant d'abord le logement, le lieu d'habitation. Or, un bon nombre des relocalisés (la majorité de ceux du premier programme) n'ont eu d'autre choix (cela faisait partie des politiques de relocalisation) que d'aller vivre en ville, dans des H.L.M. qu'on avait spécialement construits à leur intention. "La société d'Habitation du Québec a mis en route un programme urgent d'H.L.M. qui doivent être prêts en avril 1971. Il seront construits dans trois centres: Matane, Ste-Anne-des-Monts, Chandler" (Métra Consultants Ltée, 1970, p. 30).

Ainsi, comme pour tout autre immigrant qui quitte son pays, le droit légitime de choisir son lieu et type d'habitation était au point de départ restreint. Il est significatif de voir que le nombre de sujets "isolés" (51,4%) dans l'espace urbain physique correspond approximativement au nombre de sujets de l'enquête résidant dans les H.L.M. (48,6%). Nous avons vu aussi dans la présentation des résultats, comment la localisation des H.L.M., à la banlieue de la ville de Matane (0,9 de mille du centre ville), ne favorisait pas le déplacement des sujets vers les principaux centres de services, les lieux de verdure, de nature, etc. et comment ce type d'habitation ne répondait

pas à leurs besoins, faisant même dire à quelques-uns: "on ne se sentira jamais chez nous ici". Le sentiment de vivre dans "un ghetto", "en marge" est d'autant plus fort qu'il a été assorti à la contrainte de migrer à la ville et de vivre à tel endroit plutôt qu'ailleurs. "La relocalisation, lors de l'expérience-pilote, a pris un caractère contraignant car la durée de l'opération était limitée, donc les gens obligés de partir" (Métra Consultants Ltée, 1970, p. 76).

Donc, si on peut parler au point de départ de distances physiques - les relocalisés sont en majorité isolés des autres urbains - on peut prévoir des distances sociales et culturelles encore plus grandes. Quel type de comportement de la part des autochtones (des urbains) peut-on s'attendre à l'égard des nouveaux migrants, lorsqu'on n'a cessé depuis le début "d'animer la population" en lui disant que ceux qui vivent à la campagne sont "retardés" et que dorénavant il va falloir qu'ils se modernisent, s'urbanisent?

Le principal effet de la relocalisation est de faire passer les personnes d'un milieu sans avenir à un milieu qui se situe davantage dans le courant de l'évolution de la société (p. 37) (...)  
Il s'agit de faire un travail d'animation-information, d'apporter à la population une compréhension du phénomène général de concentration et d'urbanisation dont l'impact est ressenti dans la localité qui se trouve en marge de l'évolution générale, et de préparer la population (et en particulier ceux qui songent à partir) aux modes de vie et valeurs d'une société qui n'est plus la société rurale traditionnelle (Métra Consultants Ltée, p. 86).

Comment ne pas ressentir vivement comme du mépris cette volonté de faire participer toute une population à des "programmes d'acculturation à la vie moderne"? "Un programme d'acculturation est envisagé dans la renégociation. Il aurait tout un sens auprès des populations marginales qui doivent

s'intégrer à la société urbaine" (Métra Consultants Ltée, 1970, p. 84).

Aussi, cette "résistance manifestée" de participer à la vie socio-culturelle urbaine a été constatée non seulement dans l'ensemble des recherches sur les migrants de l'Est du Québec (Messier et Marois, 1971; B. Jean, 1972), mais dans plusieurs travaux sur les migrations à la ville de divers groupes ethniques (Nadia Assimopoulos, 1975; Remy et Voyé, 1974). Si, dans certains cas, cette non participation a pu favoriser un repli positif en raffermissant, par exemple, les valeurs et coutumes du groupe, elle a surtout renforcé ici la marginalité en détruisant le tissu social et en brisant le modèle culturel initial. En référence avec leur ancien milieu de vie où une certaine solidarité régnait ainsi qu'une vie sociale articulée sur des années de labeur dans la localité rurale, l'arrivée à la ville est venue casser le modèle culturel si "chèrement" bâti. Peu des anciens gestes à caractère rural ont été conservés, non pas qu'ils aient été consciemment et délibérément rejetés, mais surtout à cause de l'impossibilité concrète ou de l'inadéquation des conditions matérielles permettant leur reproduction. Cette brisure du tissu social s'est surtout manifestée à la ville par l'absence quasi complète de participation aux diverses associations socio-culturelles allant des clubs sociaux les plus élitistes aux comités de citoyens et organisations les plus populaires et même aux mouvements paroissiaux, religieux, etc. Lié aux difficultés et à l'instabilité psychologique et matérielle rencontrées, tout cela a contribué à insérer les sujets dans une marginalisation socio-culturelle peut-être plus grande encore que celle éprouvée par les gens les plus déshérités de la ville même.

Si les résultats montrent que les distances socio-culturelles sont réelles, les sujets apparaissent du point de vue de l'espace économique plus adaptés à la ville. En effet, 33,3% des sujets vivent l'espace urbain économique sous le

mode de l'isolement comparé à 61,1% qui sont accommodés. Une interprétation de ces résultats repose sur l'importance (peut-être trop grande, on le verra dans la discussion méthodologique) qui a été accordée dans l'analyse quantitative de cette dimension, à l'indicateur "consommation" (voir tableau 11, question 68). Barbichon (1962) définit l'accommodation comme un mode d'adaptation où "l'individu modifie ses conduites de telle manière qu'un ajustement soit atteint sans que l'organisation d'ensemble du comportement personnel soit affectée" (p. 16). Or, pour les sujets, il n'y a pas eu beaucoup de changement dans leur réalité économique par rapport à leur niveau de consommation, par exemple, depuis qu'ils sont à la ville. La majorité des sujets ont conservé de ce point de vue les mêmes comportements que lorsqu'ils étaient à la campagne: "on dépense autant d'argent à la ville qu'à la campagne pour les loisirs, les meubles et appareils électriques, les vêtements, les maladies, accidents, handicaps, etc." Les médias d'information, notamment la télévision, la proximité de la ville (on venait régulièrement y faire ses achats) font que la vie dans le milieu rural n'était pas tellement différente de celle des urbains des petites villes de l'Est du Québec (Dugas, 1974). Ce qui explique que pour un bon nombre, l'adaptation à la ville a été de ce point de vue, une "accommodation" au milieu urbain. Par contre, il en est autrement pour ceux qui étaient à la campagne propriétaires de leur maison et qui doivent maintenant à la ville assumer la charge d'un loyer à payer régulièrement, de même que l'achat de tous les produits alimentaires dont ils ont besoin, etc. Lié à un revenu annuel inférieur à 5,000 \$ (38% des sujets), à l'absence prolongée de travail productif (71,8% étaient sans emploi au moment de l'enquête) et à la faible indemnisation reçue pour la relocalisation (77,7% ont reçu moins de 7,500 \$ pour l'expropriation, le déménagement, la vente des bâtiments, etc.), il n'est donc pas surprenant de trouver à la ville un bon



pourcentage de gens (33,3%) qui sont isolés ou inadaptés à l'espace urbain économique et qui y vivent bien en-dessous du seuil de pauvreté (fixé par le rapport Castonguay-Nepveu, 1967, dix ans plus tôt) à 6,132 \$ pour une famille de quatre enfants à charge.

Les résultats sur l'adaptation, qui semblaient au point de départ "excessifs" (dans le sens d'un pourcentage de sujets "isolés" beaucoup plus grand que prévu) comparés à ceux obtenus dans d'autres recherches (Messier et Marois, 1971; B. Jean, 1972) sur l'adaptation à la vie urbaine des migrants, notamment de l'Est du Québec, ont intérêt à être discutés maintenant du point de vue de la méthodologie employée.

Une raison qui peut expliquer qu'on ait trouvé, relativement aux autres recherches, une proportion moindre de sujets considérés comme "intégrés" à l'espace urbain dans la population étudiée réside surtout dans le fait qu'on a pris soin de distinguer, dans l'élaboration du questionnaire, entre les indicateurs de la représentation (perceptions et attitudes) et ceux de l'adaptation (conduites, pratiques, comportements effectifs, situation sociale). Le fait - comme cela existe souvent dans plusieurs analyses empiriques du processus d'adaptation - de considérer la variable "représentation" comme un facteur ou un élément constitutif de l'adaptation entraîne des analyses très mitigées et parfois peu significatives des conditions objectives des migrants dans leur nouveau milieu. Et pourtant, si on se rapporte aux principales définitions de l'adaptation (Barbichon, 1962; Germani, 1965; Abramson, 1969), c'est toujours par rapport à "des comportements", "des conduites", "des pratiques" que le migrant doit s'ajuster pour s'adapter aux normes et modes de vie du nouveau milieu. A notre avis, dans une analyse du processus d'adaptation, il est préférable de bien distinguer dans les mesures empiriques entre les indicateurs "objectifs" de "l'adaptation" et ceux de la "perception de l'adaptation". Dans ce dernier cas, l'on

mesure des états subjectifs et les sujets auront tendance à se conformer davantage à la norme sociale plutôt qu'à exprimer leur situation objective. Une simple comparaison de la réponse obtenue à la question no 86: "Diriez-vous que maintenant vous vous sentez adaptés à la ville de Matane, ou bien que vous n'êtes pas tout à fait adaptés mais que vous vous accommodez, ou bien que vous vous sentez encore étrangers?" (adaptés: 73,6%, accommodés: 8,3%, étrangers: 18,1%) - avec les résultats globaux de notre enquête sur l'adaptation (accommodés: 20,8%, isolés: 79,2%), confirme nos énoncés à ce sujet.

Mais le fait de traduire ne mesures empiriques les indicateurs de l'adaptation au niveau des "comportements" ne règle pas tous les problèmes méthodologiques. Examinons quelques-unes des difficultés rencontrées.

Si, comme on l'a vu, l'adaptation se définit toujours en termes de comportements (à modifier, à adopter, à ajuster, etc.), elle fait aussi référence à la fois à l'ancien et au nouveau milieu de vie. Aussi, avons-nous tenté le plus possible, dans la formulation des questions sur l'adaptation, de tenir compte de ce passage du mode de vie rural aux normes et modes de vie urbaine. D'où aussi le problème de vouloir, à travers les questions formulées, confronter les sujets aux normes et modes de vie de la famille urbaine "moyenne" du nouveau milieu. A cet égard, notre recherche (Dubé et Côté, 1977) sur la vie socio-économique de la ville de Matane a été précieuse. Toutefois, comme l'on confrontait dans l'enquête les sujets aux normes et modes de vie d'une "famille moyenne" de la ville de Matane, il est possible que l'on aurait pu trouver à la ville un groupe social plus défavorisé qui aurait manifesté, dans les réponses au questionnaire, des difficultés d'adaptation (peut-être moindres cependant que celles retrouvées chez les sujets de l'enquête).

Par ailleurs, il a été parfois impossible dans l'analyse quantitative d'une dimension, en raison du type d'indicateur choisi, de faire référence dans l'élaboration des questions à la fois à l'ancien milieu rural et au nouveau milieu urbain des sujets. C'est le cas par exemple, dans la dimension économique, des indicateurs "travail" et "revenu". N'ont été retenues dans l'analyse quantitative de cette dimension que des questions qui se réfèrent aux modes et conditions de vie à la ville. Par ailleurs, même si un grand nombre de questions sur la vie économique dans la localité d'origine ont pu aider à l'interprétation des résultats, le fait qu'un seul indice ou une seule question pour chaque indicateur a pu être retenu pour l'analyse quantitative (travail: question no 60A, revenu: question no 63) a créé un déséquilibre dans l'importance relative accordée aux différents types d'indicateurs. Ainsi, dans cette dimension (voir tableau 11, adaptation à l'espace urbain économique), un poids trop grand a été accordé à l'indicateur consommation (pour lequel la formulation des questions en terme rural-urbain était plus facile) comparé aux indicateurs travail et revenu. Une analyse des nombreuses questions, qui n'ont servi dans ces cas qu'à mieux interpréter les résultats, fait voir que si une pondération égale avait été accordée aux trois indicateurs les résultats auraient peut-être variés plus dans le sens d'un mode d'adaptation "isolé" chez les sujets, qu'"accommodé".

Dans les questions sur l'adaptation, comme dans celles de la représentation, une des difficultés a toujours été de trouver des "indices" pertinents de réponses pour les trois modes d'adaptation: intégré (1), accommodé (2), isolé (3). Ainsi, des options de réponses, comme "moins, autant, plus" (question no 60), "très pratique, plus ou moins pratique, pas pratique" (questions nos 52, 54), "souvent, parfois, jamais" (questions nos 51, 69, 72, 73, 76, 79, 81, 84, 85) etc., ne reflétaient pas toujours avec toute la précision souhaitée,

tel ou tel mode d'adaptation. C'est par rapport à la dimension "espace urbain économique" que les problèmes méthodologiques se sont le plus posés. Par exemple (question no 63), ont été considérés comme "isolés" (3), les sujets qui ont répondu avoir un revenu annuel familial de moins de 5,000 \$, "accommodés" (2), ceux qui gagnaient annuellement entre 5,000 \$ et 7,000 \$ et "intégrés" (1), ceux qui faisaient plus de 7,000 \$. Or, en tenant compte des seuils fixés pour la pauvreté, le salaire minimum décent, il aurait été souhaitable de considérer comme "isolé" (3) l'ensemble des sujets qui gagnaient 7,000 \$ et moins plutôt que 5,000 \$ et d'élever les seuils en proportion pour les autres modes d'adaptation.

Enfin, un dernier point, qui touche à la fois, l'analyse de la représentation et de l'adaptation, concerne les méthodes d'analyse utilisées, notamment, les méthodes non paramétriques.

Une première difficulté, résultant du type de méthode employée, résidait dans l'impossibilité de classer réellement les sujets sur un continuum (v.g. continuum des sujets "des plus adaptés" aux "plus isolés" ou les sujets ayant une représentation de "la plus positive" à "la plus négative"). Le choix de la fréquence individuelle (1), (2) ou (3) qui revient le plus souvent dans les réponses aux questions-indicatrices de chacune des dimensions de la représentation et de l'adaptation, pour la formation d'un score moyen, ne permettait pas de discriminer entre le sujet qui a répondu, par exemple, 14 fois sur 15, (questions) à l'indicateur (1) et celui qui a répondu 10 fois sur 15, à ce même indicateur. Ces sujets ont été considérés, tous les deux, comme ayant le même type de représentation (positive) ou le même mode d'adaptation (intégré). Aussi, cette façon de sommer les fréquences individuelles pour l'obtention d'un score moyen a eu pour effet d'avoir des "cases vides" au niveau de certains scores moyens standardisés exprimant les types de représentation (voir tableau 7) et les modes d'adaptation (voir tableaux 12 et 14).

Un autre problème relié au calcul d'un score moyen s'est posé lorsque les réponses d'un sujet aux questions-indicatrices de l'analyse d'une même dimension ou de l'ensemble des trois dimensions (score global) se répartissaient également entre deux ou les trois indicateurs (1), (2) ou (3). Dans tous ces cas frontières, le sujet a été classé dans la catégorie intermédiaire, c'est-à-dire comme ayant un type de représentation "ambivalente" ou un mode d'adaptation "accommodé". Cependant, si on élimine tous les sujets qui présentent à quelques étapes de l'analyse que ce soit un exemple de ces cas frontières<sup>1</sup>, on obtient très peu de variations, comparées aux résultats obtenus avec N = 72, dans les pourcentages des sujets ayant un type de représentation positive, négative ou ambivalente et un mode d'adaptation intégré, accommodé ou isolé, dans chacune des dimensions de l'espace urbain. Pour ces raisons et aussi à cause de la perte d'information qui en aurait résultée (non utilisation des résultats d'un certain nombre de sujets), nous avons jugé préférable de tenir compte, dans l'analyse des résultats, des réponses de l'ensemble des sujets et de nuancer les résultats obtenus aux scores moyens standardisés en faisant l'analyse de chacune des questions-indicatrices des dimensions analysées.

La difficulté de la formation d'un indice général (voir Lazarsfeld, 1965, pp. 31-36) a souvent été constatée dans l'ensemble des recherches proposant l'analyse des données, notamment d'une enquête sociologique, avec les méthodes non paramétriques. Par ailleurs, ces problèmes démontrent l'importance d'analyser les réponses des sujets, d'une façon la plus

---

1 Dans l'ensemble, 17 de ces cas frontières ont été retrouvés dans l'analyse de la représentation et 14, dans celle de l'adaptation. Il est à noter que ces cas frontières se rapportent à des sujets différents et qu'ils se répartissent dans toutes les dimensions de l'espace urbain physique, économique, socio-culturel et global (espace urbain global).

détaillée possible (v.g. question par question ou dimension par dimension) afin d'être en mesure, d'une part, de vérifier l'interdépendance des indicateurs avec les variables étudiées et, d'autre part, de rendre compte de l'homogénéité des réponses à travers les indicateurs des différentes dimensions analysées. Dans ce sens, l'analyse détaillée des résultats de l'enquête aura permis de constater (malgré les faiblesses déjà mentionnées de certaines questions-indicatrices) une bonne cohérence et homogénéité de l'ensemble des réponses relatives aux variables "représentation" et "adaptation".

### 3.3.1.3 Le rapport entre la représentation et l'adaptation

L'hypothèse générale sur l'impact de l'idéologie gouvernementale du BAEQ auprès des relocalisés porte sur le rapport entre leur système de représentation et d'adaptation. S'appuyant sur les théories de l'idéologie fausse-conscience et les théories althusseriennes de l'idéologie, l'hypothèse d'une rupture entre les deux systèmes a été avancée. Les sujets, tout en vivant l'espace urbain sous un mode isolé ou accommodé, exprimeraient une représentation plutôt positive que négative ou ambivalente de l'espace urbain. Le discours dominant gouvernemental agirait dans le sens d'une inadéquation entre les représentations sociales et les comportements (mode d'adaptation).

Bref, cela suppose que l'écart entre les deux systèmes (représentation et adaptation - comportements) est d'autant plus marqué que les sujets se situent dans un mode d'adaptation isolé, comparativement aux sujets les plus adaptés, pour lesquels le fossé entre leur représentation et leur adaptation va en s'amenuisant.

Empiriquement, cette hypothèse exigeait la vérification des sous-hypothèses suivantes:

- L'ensemble des sujets ont un mode d'adaptation à l'espace urbain plutôt isolé (3) ou accommodé (2) qu'intégré (1).

- Les sujets qui ont un mode d'adaptation isolé (3) ont une représentation significativement positive (1) de l'espace urbain (rapport 3:1).

- Les sujets qui ont un mode d'adaptation accommodé (2) ont une représentation significativement positive (1) de l'espace urbain (rapport 2:1).

- Les sujets qui ont un mode d'adaptation intégré (1) ont une représentation significativement positive (1) de l'espace urbain (rapport 1:1).

A partir de la répartition des sujets selon leur mode d'adaptation et leur type de représentation, nous avons pu, en calculant les pourcentages intra-groupes et en les comparant, analyser le rapport adaptation-représentation (voir le tableau 15).

Les résultats obtenus tendent à confirmer l'hypothèse d'une rupture plus grande entre les représentations et les comportements dans le groupe des sujets qui ont un mode d'adaptation "isolé".

En effet, la majorité des sujets ont un mode d'adaptation à l'espace urbain plutôt isolé (79,2%) ou accommodé (20,8%) qu'intégré. De plus, les sujets qui ont un mode d'adaptation isolé ont une représentation plutôt positive (63,2%) que négative (21,1%) ou ambivalente (15,8%) de l'espace urbain.

Dans chacune des dimensions de l'espace urbain (espace physique, économique, socio-culturel, espace urbain global), on ne retrouve pas de différence significative ( $\chi^2$ ,  $p < .05$ , voir tableau 15) entre les différents groupes de sujets "isolés", "accommodés" ou "intégrés" dans leur rapport à la représentation. Ce qui signifie, que les sujets isolés ont dans une proportion à peu près similaire le même type de représentation (plutôt positive) de l'espace urbain que les sujets accommodés et, ce, dans chacune des dimensions de l'espace

TABLEAU 15: RAPPORT ENTRE LE TYPE DE REPRESENTATION ET LE MODE D'ADAPTATION

Adaptation Dimension de l'espace urbain	Représentation			(100%)
	positive (1)	négative (2)	ambivalente (3)	
	N (100%)	N (100%)	N (100%)	
Espace physique <sup>1</sup>	66 (91.7)	—	6 (8.3)	72 (100)
isolé	32 (86.5)	—	5 (13.5)	37 (100)
accommodé	18 (94.7)	—	1 (5.3)	19 (100)
intégré	16 (100)	—	—	16 (100)
Espace économique <sup>2</sup>	29 (40.3)	22 (30.6)	21 (29.2)	72 (100)
isolé	10 (41.7)	8 (33.3)	6 (2.5)	24 (100)
accommodé	19 (43.2)	11 (25.0)	14 (31.8)	44 (100)
intégré	—	3 (75.0)	1 (25.0)	4 (100)
Espace socio-culturel <sup>3</sup>	42 (58.3)	16 (22.2)	14 (19.4)	72 (100)
isolé	41 (57.7)	16 (22.5)	14 (19.7)	71 (100)
accommodé	1 (100)	—	—	1 (100)
intégré	—	—	—	—
Espace urbain global <sup>4</sup>	47 (65.3)	13 (18.1)	12 (16.7)	72 (100)
isolé	36 (63.2)	12 (21.1)	9 (15.8)	57 (100)
accommodé	11 (73.2)	1 (6.7)	3 (20.0)	15 (100)
intégré	—	—	—	—

	$\chi^2$	dl	p
Espace physique <sup>1</sup>	2.98875	2	.2244
Espace économique <sup>2</sup>	5.07837	4	.2794
Espace socio-culturel <sup>3</sup>	.72435	2	.6962
Espace urbain global <sup>4</sup>	1.67580	2	.4326



urbain. Les résultats corroborent les données de Lanteigne (1972) qui démontre, contrairement à ce qu'elle avait prédit, l'indépendance des variables "représentation" et "adaptation". En effet, Lanteigne faisait l'hypothèse (presque contraire à la nôtre) que la représentation positive de l'espace urbain était un facteur important et "constitutif" de l'adaptation "positive" et "d'un rapport positif" des sujets à leur nouveau milieu. Or, son hypothèse a été infirmée, les sujets les plus "inadaptés" à l'espace urbain ayant, malgré leurs conditions objectives, une représentation de l'espace urbain, non différente significativement de celle des migrants considérés comme "intégrés" ou "accommodés".

Si Lanteigne a constaté une absence de relation positive entre le niveau d'adaptation des familles migrantes et leur représentation de la ville, une relation négative entre les deux variables n'a pas été confirmée autant dans sa recherche que dans la nôtre. Ainsi, nos résultats ne permettent pas de dire que plus les sujets sont isolés dans l'espace urbain, plus ils en ont une représentation positive ou conforme à la représentation urbaine exprimée par l'idéologie dominante. Tout au plus pouvons-nous noter, dans le sens de l'hypothèse faite, une rupture de plus en plus marquée, à mesure que les sujets sont isolés, entre leurs représentations plutôt positives de l'espace urbain et leurs comportements effectifs exprimant un mode d'adaptation isolé dans l'espace urbain.

S'il existait une dépendance significative entre les variables représentation et adaptation dans le sens négatif, c'est-à-dire plus les sujets sont isolés, plus ils ont une représentation positive de l'espace urbain ou plus les sujets sont adaptés, plus ils ont une représentation négative ou ambivalente de l'espace urbain, à la limite on aurait obtenu chez les sujets accommodés ou intégrés, dans les différentes dimensions de l'espace urbain, une représentation plutôt négative de l'espace urbain. Seuls les résultats obtenus à

la dimension économique, dans notre recherche, ont tendance à confirmer cette présomption. Ainsi, parmi le très petit nombre de sujets (4) qui ont un mode d'adaptation intégré par rapport à l'espace économique, trois (3) en ont une représentation plutôt négative, et un (1) une représentation ambivalente et aucun, une représentation positive. Sur les 44 sujets qui sont accommodés à l'espace urbain économique, 11 en ont une représentation négative et 14 une représentation plutôt ambivalente.

Comment interpréter théoriquement cette rupture ou ce rapport dissonant de l'adaptation des sujets à leur représentation sociale de l'espace urbain?

Germani (1965) a défini l'adaptation comme "l'aptitude de l'individu à s'acquitter d'une tâche (d'un rôle dans les diverses activités auxquelles il est appelé à participer) sans qu'il en résulte pour lui une tension psychologique excessive" (p. 176). Cette définition peut être rapprochée de la "dissonance cognitive" qui à notre avis s'applique bien au processus d'adaptation:

... la dissonance cognitive constitue un état pénible pour l'être humain, chez qui il existe un besoin de maintenir la plus grande consonance possible. Donc, si un individu se trouve entretenir des notions dissonantes, il en éprouve un malaise psychologique qui suscite chez lui une tendance à réduire la dissonance et à restaurer la consonance (Poitou, 1974, p. 11).

En référence aux principaux modes d'adaptation décrits, nous pouvons supposer que plus les sujets sont adaptés à l'espace urbain, moins ils sont en dissonance cognitive, c'est-à-dire qu'il existe chez eux une plus grande adéquation entre leurs représentations sociales de l'espace urbain et leurs comportements dans cet espace urbain. Par contre, plus les sujets sont isolés ou inadaptés à l'espace urbain, plus nous constatons un écart entre les représentations et les comportements effectifs, d'où des tensions psychologiques excessives,

des "difficultés à restaurer" la consonance cognitive. La tentation de réduire la dissonance en se conformant de gré ou de force à l'idéologie dominante montre que les sujets dominés, s'ils peuvent tolérer plus facilement ou obligatoirement une discordance "représentation-comportement" sont plus enclins à rechercher d'abord la concordance idéologique (au discours dominant) bien que celle-ci soit peut-être la cause même de leur état d'assujettissement.

Plusieurs théoriciens de l'aliénation (voir Israël, 1972) ont essayé d'expliquer cette dynamique des pratiques sociales et des représentations chez les groupes sociaux les plus dominés. Moscovici (1979) parle ainsi de la facilité avec laquelle les sujets faisant partie de groupes minoritaires sont amenés à changer leur conception et leur perception personnelle de la réalité et de la promptitude avec laquelle ils adoptent, comme par un effet d'hypnose, des opinions qui la veille encore, leur étaient totalement étrangères, et qui leur sont suggérées par un groupe, les mass médias ou un personnage doté de pouvoir ou de prestige.

Gagnon (1979), en relatant plusieurs études qui analysent les comportements politiques des milieux défavorisés de différents pays (Occidentaux, du Tiers-monde) montre que, malgré leur pauvreté ou des conditions matérielles et psychologiques pénibles, liés directement, comme c'est souvent le cas, aux effets des politiques mises en oeuvre (ou à leur absence), les gens les plus dépourvus, les moins fortunés et in extenso toutes les minorités effectives dans tel système social (v.g. les femmes, les personnes âgées, les ruraux, etc.), ont tendance à se rallier lors des élections, aux positions conservatrices ou à l'idéologie dominante du parti politique au pouvoir.

A une échelle plus grande, d'autres auteurs (A.-G. Frank, 1968, 1972; S. Amin, 1970, 1973; Amin et Frank, 1978) ont décrit les mécanismes politiques des pays capitalistes qui entre-

tiennent ou développent en leur sein même le sous-développement et la paupérisation de certaines classes sociales. Selon Michel Van Schendel (1971), c'est autant dans l'aspect économique que dans la dimension socio-culturelle que l'on retrouve dans les pays industrialisés, de façon souvent caricaturée, les manifestations concrètes de ce hiatus entre les aspirations sociales ou culturelles et le vécu des gens les plus défavorisés par le système. Ainsi, les travailleurs ou les minorités les plus exploités ont d'autant besoin de confort, de luxe qu'ils en sont dépossédés. C'est le cercle vicieux de la paupérisation: plus on est pauvre, plus on aspire à une certaine richesse, plus les moyens effectifs que l'on prend pour y accéder nous en éloignent.

Mais quelles sont les possibilités de réduction de cette dissonance cognitive entre les représentations et les comportements? Ou bien les sujets ajustent leurs comportements aux normes et modes de vie urbaine du nouveau milieu, ce qui signifie à plus ou moins long terme, l'adaptation et peut-être même l'assimilation, ou bien, ils changent leurs représentations (positives) de l'espace urbain pour qu'elles soient plus conformes à leurs comportements. Cette prise en charge de soi, ce processus de démarginalisation peut conduire à des luttes pour la défense d'intérêts contraires à l'idéologie urbaine proposée par l'Etat. C'est dans cette perspective que suite aux programmes de relocalisation, un nombre croissant de personnes faisant partie des localités rurales concernées par ces mesures se sont regroupées pour protester contre les politiques gouvernementales (Banville, 1977) et proposer, dans la réalisation de plusieurs projets (voir B. Jean, 1979), leur propre vision de l'aménagement et du développement de la région de l'Est du Québec.

Or, il est difficile pour les sujets relocalisés à la ville de faire marche arrière, bien qu'un certain nombre ont préféré depuis leur migration retourner vivre dans une loca-

lité agro-forestière plutôt que de rester à la ville. Mais, pour la majorité, une prise de conscience de sa situation sociale défavorisée dans l'espace urbain, surtout au niveau économique, ne suffit pas à contrer l'assujettissement aux valeurs socio-culturelles que la vie urbaine représente.

Nous verrons dans les prochaines pages si l'âge des sujets, leur sexe ou leur appartenance à l'un ou l'autre des programmes de relocalisation (ce qui implique aussi le temps écoulé depuis la migration) ont une influence sur les représentations et l'adaptation à l'espace urbain et dans quel sens le rapport entre les deux s'établit.

### 3.3.2 Hypothèses secondaires sur la représentation et l'adaptation

Les recherches montrant l'importance de l'idéologie dominante dans la détermination des représentations sociales et par ailleurs, les résultats des analyses empiriques, faites sur le processus d'adaptation des migrants dans les centres urbains, nous ont porté à croire que le mode d'adaptation des sujets varierait plus en fonction de l'âge, du sexe et des programmes de relocalisation tandis que le type de représentation sociale de l'espace urbain serait plus homogène à travers les différents groupes étudiés. Or, les tableaux 16 et 17, résumant les principales comparaisons ( $\chi^2$ ) effectuées par rapport à ces paramètres, montrent que contrairement à ce que prévoit l'hypothèse, il n'y a pas de différence significative au niveau de l'adaptation entre les groupes d'âge ( $p = .75$ ), de sexe ( $p = .90$ ) et de programme de migration ( $p = .58$ ) différents et qu'au niveau des représentations, il existe une différence significative ( $p < .04$ ) entre les sujets appartenant au premier et au deuxième programme de relocalisation.

Analysons plus en détail les résultats en reprenant chacune des hypothèses émises sur la représentation et l'adaptation à l'espace urbain selon les trois paramètres choisis.

TABLEAU 16: COMPARAISONS ENTRE LES TYPES DE REPRESENTATION DE L'ESPACE URBAIN GLOBAL SELON LES GROUPES D'AGE, LES SEXES ET LES PROGRAMMES DE RELOCALISATION

Comparaison	$\chi^2$	dl	p
Groupes d'âge	6,25	4	.1810
Sexes	.04268	2	.9789
Programmes de relocalisation	6,37	2	.0413*

\*  $p < .05$

TABLEAU 17: COMPARAISONS ENTRE LES MODES D'ADAPTATION A L'ESPACE URBAIN GLOBAL SELON LES GROUPES D'AGE, LES SEXES ET LES PROGRAMMES DE RELOCALISATION

Comparaison	$\chi^2$	dl	p
Groupes d'âge	.56752	2	.7529
Sexes	.01463	1	.9037
Programmes de relocalisation	.31207	1	.5764

### 3.3.2.1 Les groupes d'âge

Soumis au même déterminisme idéologique, assujettis dans une période donnée à une idéologie spécifique du développement social, de l'urbanisation, etc., nous avons supposé que les sujets, quel que soit leur âge, allaient avoir tendance à se conformer à la représentation institutionnelle telle qu'exprimée dans le discours dominant. D'où l'hypothèse d'une représentation plutôt positive de l'espace urbain et d'une différence non significative entre les groupes d'âge. Les données exprimées dans le tableau 18 tendent à confirmer les prédictions. En effet, pour chacune des dimensions de l'espace urbain, les sujets, quel que soit leur âge, ont des attitudes ou des perceptions, face au schème urbain en général, plutôt positives que négatives ou ambivalentes (et ce, malgré la différence significative ( $p = .045$ ) qui existe dans la représentation de l'espace urbain physique entre le groupe de sujets de 40-64 ans et les deux autres groupes). Toutefois, si aucune différence significative n'apparaît entre les groupes d'âge en ce qui concerne la dimension socio-culturelle ( $p = .42$ ), on constate, particulièrement dans la dimension économique une tendance chez les sujets de moins de 39 ans à percevoir plus positivement l'espace urbain que leurs aînés. Dans ce sens, les résultats confirment l'influence déterminante de l'idéologie dominante auprès des plus jeunes, auxquels peut-être elle s'adressait plus particulièrement (voir Métra Consultants Ltée, 1970, p. 37). Mais une interprétation de ces résultats sur la représentation se doit aussi d'être accompagnée de l'analyse de l'adaptation.

Un niveau d'instruction peu élevé, des possibilités de travail moins grandes, une santé souvent précaire chez les plus âgés (voir Messier et Marois, 1971; Lanteigne, 1972) nous ont porté à faire l'hypothèse de difficultés d'adaptation plus grandes chez ces derniers. Or, l'hypothèse d'une différence significative dans les modes d'adaptation entre les groupes d'âge est infirmée.

TABLEAU 18: REPRESENTATION POSITIVE (1), NEGATIVE (2) OU AMBIVALENTE (3) DE L'ESPACE URBAIN SELON LES GROUPES D'AGE

Dimension de l'espace urbain	Groupe d'âge											
	- 39 ans				40-64 ans				65 ans et plus			
	(1)	(2)	(3)	Total	(1)	(2)	(3)	Total	(1)	(2)	(3)	Total
Espace physique <sup>1</sup>	100	—	—	100%	83,8	—	16,2	100%	100	—	—	100%
Espace économique <sup>2</sup>	64,7	17,6	17,6	100%	37,8	32,4	29,7	100%	22,2	38,9	38,9	100%
Espace socio-culturel <sup>3</sup>	58,8	23,5	17,6	100%	59,5	27,0	13,5	100%	55,6	11,1	33,3	100%
Espace urbain global <sup>4</sup> (score moyen)	76,5	11,8	11,8	100%	64,9	24,3	10,8	100%	55,6	11,1	33,3	100%

	$\chi^2$	dl	p
<sup>1</sup> espace physique	6,19165	2	.0452*
<sup>2</sup> espace économique	6,76983	4	.1486
<sup>3</sup> espace socio-culturel	3,91332	4	.4179
<sup>4</sup> espace urbain global	6,25290	4	.1810

\*  $p < .05$



Si les sujets de 39 ans et moins semblent dans une proportion plus grande (41,2%) plus intégrés à l'espace urbain physique que ceux du groupe des 40 à 64 ans (18,9%) ou des 65 ans et plus (11,1%), il n'existe aucune différence significative ( $p = .62$ ) entre les 3 groupes d'âge différents, quant à leur intégration à l'espace urbain socio-culturel. A cet égard, les plus jeunes comme les plus âgés manifestent le même mode de comportement "isolé". On ne retrouve pas non plus les différences attendues entre les groupes d'âge, pour l'adaptation à l'espace urbain économique ( $p = .37$ ). Le même très faible pourcentage de sujets intégrés à l'espace urbain (5,5%) existe dans les trois catégories d'âge. Malgré que 64,7% des sujets de moins de 39 ans ont une représentation positive de l'espace urbain économique, seulement 5,9% ont donc un mode d'adaptation intégré à l'espace urbain dans cette dimension. Cependant, le fait que c'est dans cette catégorie d'âge que l'on retrouve le moins de sujets isolés (17,6% comparé à 32,4% pour les 40 à 64 ans et 50% pour les 65 ans et plus) et le plus grand nombre d'accommodés (76,5%) démontre peut-être une certaine tendance, dans l'avenir, pour les plus jeunes, à vouloir se conformer de plus en plus aux normes et modes de vie urbaine. C'est plutôt un réajustement des comportements dans ce sens qui sera tenté qu'une mobilisation pour protester contre la situation présente. Par contre, même si l'on constate chez les plus âgés un rapport plus étroit entre les représentations de l'espace urbain économique plutôt négatives et l'adaptation, les données ne permettent pas de prédire si les conditions objectives vécues par ces derniers agiront de plus en plus comme un moteur à l'action et au changement.

TABLEAU 19: MODES D'ADAPTATION INTEGRE (1), ACCOMMODE (2), ISOLE (3) A L'ESPACE URBAIN  
SELON LES GROUPES D'AGE

Dimension de l'espace urbain	Groupe d'âge											
	39 ans ou moins				40 à 64 ans				65 ans et plus			
	(1)	(2)	(3)	Total	(1)	(2)	(3)	Total	(1)	(2)	(3)	Total
Espace physique <sup>1</sup>	41,2	29,4	29,4	100%	18,9	27,0	54,1	100%	11,1	22,2	66,7	100%
Espace économique <sup>2</sup>	5,9	76,5	17,6	100%	5,4	62,2	32,4	100%	5,6	44,4	50,0	100%
Espace socio-culturel <sup>3</sup>	—	—	100,0	100%	—	2,7	97,3	100%	—	—	100,0	100%
Espace urbain global <sup>4</sup> (score moyen)	—	17,6	82,4	100%	—	24,3	75,7	100%	—	16,7	83,3	100%

	$\chi^2$	dl	p
<sup>1</sup> espace physique	6,57955	4	.1598
<sup>2</sup> espace économique	4,24982	4	.3733
<sup>3</sup> espace socio-culturel	.95927	2	.6190
<sup>4</sup> espace urbain global	.56752	2	.7529

### 3.3.2.2 Les sexes

Comme pour l'âge, l'hypothèse d'une différence non significative entre les sexes a été avancée, en ce qui concerne la représentation de l'espace urbain. Les sujets de sexe masculin et féminin allaient avoir tendance à considérer positivement l'espace urbain. Le tableau 20 présente les résultats confirmant l'hypothèse. Aucune différence significative n'existe entre les deux groupes, au niveau de leur représentation (plutôt positive) de l'espace urbain dans chacune de ses dimensions espace physique ( $p = .62$ ), espace économique ( $p = .57$ ) et espace socio-culturel ( $p = .91$ ).

Par ailleurs, au niveau de l'adaptation, les recherches de Messier et Marois (1971) ont montré qu'une plus forte proportion d'hommes que de femmes affirment être des "étrangers" à la ville même après quelques années de migration à Montréal. Dans le même sens, les données recueillies par le groupe chargé de l'accueil des migrants du deuxième programme de relocalisation (ministère des Affaires sociales, 1976) ont révélé que les épouses, de façon positive, ont beaucoup moins de difficulté à s'adapter que leur mari, car la migration signifie pour elles un rapprochement des services, un regroupement familial et social plus grand, un habitat plus fonctionnel, etc. Ces études nous avaient donc conduits à faire l'hypothèse d'une différence significative entre les sexes dans le processus d'adaptation à l'espace urbain.

Or, nos résultats infirment cette hypothèse.

TABLEAU 20: REPRESENTATION POSITIVE (1), NEGATIVE (2), AMBIVALENTE (3) DE L'ESPACE URBAIN SELON LES SEXES

Dimension de l'espace urbain	Sexe							
	masculin				féminin			
	(1)	(2)	(3)	Total	(1)	(2)	(3)	Total
Espace physique <sup>1</sup>	94,6	—	5,4	100%	88,6	—	11,4	100%
Espace économique <sup>2</sup>	40,5	35,1	24,3	100%	40,0	25,7	34,3	100%
Espace socio-culturel <sup>3</sup>	56,8	24,3	18,9	100%	60,0	20,0	20,0	100%
Espace urbain global <sup>4</sup> (score moyen)	64,9	18,9	16,2	100%	65,7	17,1	17,1	100%

	$\chi^2$	dl	p
<sup>1</sup> espace physique	.24767	1	.6187
<sup>2</sup> espace économique	1,13565	2	.5668
<sup>3</sup> espace socio-culturel	.19459	2	.9073
<sup>4</sup> espace urbain global	.04268	2	.9789

Le tableau 21 montre que les femmes ne sont pas plus adaptées à l'espace urbain que les hommes. Les deux groupes ont un mode d'adaptation isolé principalement dans les dimensions de l'espace urbain physique ( $p = .89$ ) et de l'espace urbain socio-culturel ( $p = .78$ ). Dans la dimension économique, on retrouve même un plus grand pourcentage (40%) de femmes "isolées" que d'hommes (27%). Au lieu de confirmer les hypothèses d'une plus grande adaptation à la ville pour les femmes, les résultats iraient plutôt dans le sens de ceux de Miranda (1975) qui montrent que la relation entre les changements récents et les maladies est plus marquée chez les femmes et qu'elle se manifeste chez ces dernières par un plus grand isolement et un nombre plus important de maladies physiques et psychologiques rencontrées au cours du processus d'adaptation. Donc, comme pour les jeunes, malgré qu'elles ont une représentation plutôt positive de l'espace urbain, les femmes sont plus isolées qu'intégrées à leur nouveau milieu de vie.

Mais comme la proportion des sujets féminins est plus grande chez les relocalisés du deuxième programme (voir annexe II, tableau 25), il est intéressant d'analyser aussi les résultats de ce rapport de l'adaptation aux représentations quant au temps écoulé depuis la migration et au programme de relocalisation.

TABLEAU 21: MODES D'ADAPTATION INTEGRE (1), ACCOMMODE (2), ISOLE (3) A L'ESPACE URBAIN SELON LES SEXES

Dimension de l'espace urbain	Sexe							
	masculin				féminin			
	(1)	(2)	(3)	Total	(1)	(2)	(3)	Total
Espace physique <sup>1</sup>	21,6	24,3	54,1	100%	22,9	28,6	48,6	100%
Espace économique <sup>2</sup>	8,1	64,9	27,0	100%	2,9	57,1	40,0	100%
Espace socio-culturel <sup>3</sup>	—	2,7	97,3	100%	—	—	100,0	100%
Espace urbain global <sup>4</sup> (score moyen)	—	18,9	81,1	100%	—	22,9	77,1	100%

	$\chi^2$	dl	p
<sup>1</sup> espace physique	.24050	2	.8867
<sup>2</sup> espace économique	1,97627	2	.3723
<sup>3</sup> espace socio-culturel	.00078	1	.9777
<sup>4</sup> espace urbain global	.01463	1	.9037

### 3.3.2.3 Le programme de relocalisation

L'idéologie gouvernementale, telle qu'analysée dans les arrêtés en conseil poursuivait des objectifs communs dans l'application des deux programmes de relocalisation. Bien que les sujets du programme I de fermeture des localités rurales ont été plus directement contraints à migrer que ceux qui ont participé au programme II d'aide à la migration, l'hypothèse d'une représentation de l'espace urbain, homogène dans les deux groupes avait été avancée. Or, les résultats ne confirment pas entièrement cette prédiction (voir tableau 22). Si aucune différence significative n'apparaît entre les deux groupes en ce qui concerne leur représentation de l'espace urbain dans sa dimension physique ( $p = .81$ ) et dans sa dimension économique ( $p = .64$ ), les sujets appartenant au deuxième programme de migration ont une représentation de l'espace urbain global ( $p < .041$ ) et particulièrement de l'espace urbain socio-culturel ( $p < .036$ ) significativement plus positive que ceux du premier programme de relocalisation.

Au niveau de l'adaptation, de nombreuses recherches (voir entre autres, celles de Abramson, 1969; Messier et Marois, 1971; Lanteigne, 1972) ayant démontré que le temps vécu dans le nouveau milieu était un facteur important d'intégration, nous avons émis l'hypothèse que les sujets relocalisés entre 1969-1972 (ceux du premier programme de relocalisation) allaient

TABLEAU 22: REPRESENTATION POSITIVE (1), NEGATIVE (2), AMBIVALENTE (3) DE L'ESPACE URBAIN SELON LES PROGRAMMES DE RELOCALISATION

Dimension de l'espace urbain	Programme de relocalisation							
	Programme I (1969-1972)				Programme II (après 1972)			
	(1)	(2)	(3)	Total	(1)	(2)	(3)	Total
Espace physique <sup>1</sup>	95,2	—	4,8	100%	90,2	—	9,8	100%
Espace économique <sup>2</sup>	38,1	38,1	23,8	100%	41,2	27,5	31,8	100%
Espace socio-culturel <sup>3</sup>	42,9	19,0	38,1	100%	64,7	23,5	11,6	100%
Espace urbain global <sup>4</sup> (score moyen)	47,6	19,0	33,3	100%	72,5	17,4	9,8	100%

	$\chi^2$	dl	p
<sup>1</sup> espace physique	.05500	1	.8146
<sup>2</sup> espace économique	.87835	2	.6446
<sup>3</sup> espace socio-culturel	6,65546	2	.0359*
<sup>4</sup> espace urbain global	6,37357	2	.0413*

\* p < .05



avoir tendance à être plus adaptés à l'espace urbain que les sujets relocalisés après 1972 (deuxième programme de relocalisation). Or, les résultats (voir tableau 23) montrent que l'hypothèse est infirmée.

Il n'y a pas de différence significative entre les sujets du programme I et II quant à leur mode d'adaptation à l'espace urbain ( $p = .58$ ) dans ses dimensions espace physique ( $p = .50$ ), espace économique ( $p = .12$ ) et espace socio-culturel ( $p = .64$ ). Les sujets du premier programme de relocalisation, migrants depuis plus de 6 ans à la ville (voir annexe II, tableau 24) ne sont pas plus adaptés que ceux du deuxième programme, qui ne sont dans l'ensemble, à Matane, que depuis 3 à 5 ans.

Par ailleurs, il ressort encore plus clairement que les sujets du deuxième programme, quoiqu'ils aient une représentation significativement plus positive de l'espace urbain que ceux du premier programme, ne sont pas significativement plus adaptés que ces derniers. En ajoutant le fait que les sujets du deuxième programme de relocalisation sont dans une proportion plus grande de sexe féminin et plus jeunes (voir annexe II, tableaux 25 et 27), ces résultats viennent corroborer l'écart plus grand existant entre les représentations et l'adaptation chez ces différents groupes.

TABLEAU 23: MODES D'ADAPTATION INTEGRE (1), ACCOMMODE (2), ISOLE (3) A L'ESPACE URBAIN SELON LES PROGRAMMES DE RELOCALISATION

Dimension de l'espace urbain	Programme de relocalisation							
	Programme I				Programme II			
	(1)	(2)	(3)	Total	(1)	(2)	(3)	Total
Espace physique <sup>1</sup>	19,0	19,0	61,9	100%	23,5	29,4	47,1	100%
Espace économique <sup>2</sup>	9,5	42,9	47,6	100%	3,9	68,6	27,5	100%
Espace socio-culturel <sup>3</sup>	—	—	100,0	100%	—	2,0	98,0	100%
Espace urbain global <sup>4</sup> (score moyen)	—	14,3	85,7	100%	—	23,5	76,5	100%

	$\chi^2$	dl	p
<sup>1</sup> espace physique	1,37791	2	.5021
<sup>2</sup> espace économique	4,27196	2	.1181
<sup>3</sup> espace socio-culturel	.21304	1	.6444
<sup>4</sup> espace urbain global	.31207	1	.5764

Dans l'explication des résultats, en ce qui concerne l'influence du programme de relocalisation, mentionnons qu'une analyse spécifique des textes de loi relatifs à l'un ou l'autre de ces programmes montre que le contenu du second programme de relocalisation exprime davantage que le premier, le caractère volontaire de la migration. A ce sujet, les titres mêmes des programmes sont révélateurs; dans le premier cas, il s'agit d'un programme de "fermeture de territoires marginaux et de relocalisation de population", alors que dans le deuxième cas, on parle de programme "d'aide aux migrants". Aussi, les résultats portent donc à croire, que plus on retrouve, dans le discours gouvernemental les traces de cette interpellation des sujets comme étant "des êtres libres, autonomes", plus on constate chez ces derniers, un assujettissement au discours dominant (notamment au niveau de leurs représentations sociales).

Pour résumer ce dernier chapitre, l'analyse de l'enquête avait pour but d'expliquer le rapport de l'idéologie gouvernementale au groupe social étudié en montrant les effets de cette idéologie sur le système de représentation et d'adaptation des sujets à l'espace urbain. Se rapportant aux différentes conceptions de la nature de l'idéologie et de son rapport aux groupes sociaux, il semble que l'on soit davantage en présence d'un rapport d'occultation que d'expression. En effet, les sujets sont dominés par l'idéologie gouvernementale. Cet assujettissement se manifeste dans leurs représentations sociales de l'espace urbain, qui sont conformes au discours institutionnel. Par ailleurs, on constate les effets occultants de cette idéologie lorsqu'on retrouve l'ensemble des sujets, isolés dans l'espace urbain c'est-à-dire, qui ne répondent pas aux objectifs de développement social, d'urbanisation et de participation... exprimés dans le discours dominant. Ce rapport occultant est d'autant plus marqué que le contenu de cette idéologie donne aux sujets l'impression qu'ils

sont libres de migrer (cas surtout du deuxième programme de relocalisation) et qu'elle s'adresse plus particulièrement à certaines catégories de personnes pour lesquelles il y aurait plus d'espoir et d'avenir, pour elles, à la ville (cas des jeunes et des femmes).

Si un rapport dissonant a été constaté entre les représentations et les comportements, nos résultats ne permettent pas de prévoir dans l'avenir une réduction de ce rapport et dans quel sens il tendra.

De nombreuses recherches sur les migrations "spontanées ou volontaires" de différents groupes ethniques ou de ruraux vers la ville, décrivent les difficultés d'adaptation plus ou moins grandes rencontrées par les migrants. Mais elles indiquent aussi, le plus souvent, une tendance de ces difficultés à se résorber avec le temps; les résultats de la présente recherche mettent en évidence un processus d'adaptation beaucoup plus long et un isolement plus grand des sujets dans le cas de migrations "forcées ou organisées". Il serait intéressant, en procédant par diverses analyses comparatives, de vérifier dans quel type de migration et par rapport à quel groupe social l'inadaptation ou la marginalisation dans le milieu urbain se fait sentir avec le plus d'acuité. Dans ce sens, deux catégories d'analyses pourraient être effectuées, l'une de caractère plutôt psycho-sociologique et l'autre relevant du domaine plus global de la socio-politique.

Ainsi, en psychologie sociale, des recherches complémentaires sur le fonctionnement de l'idéologie dominante par rapport à d'autres groupes sociaux habitant la ville, permettraient de voir dans quelle mesure les résultats d'une inadéquation entre les représentations et les comportements s'appliquent à certaines couches sociales défavorisées dans le milieu urbain. De plus, on pourrait étudier si des alliances de classe entre les divers groupes minoritaires et marginaux

dans les milieux urbains existent et quelles en sont les conditions de leur réalisation. Les recherches entreprises en Europe et en Amérique sur les "mouvements sociaux urbains" ouvrent des perspectives de recherches intéressantes dans cette direction. La dynamique des groupes sociaux en relation avec les phénomènes migratoires pose aussi la question du rapport des migrants ruraux à d'autres catégories de migrants à la ville. Le rural migré dans un centre urbain a-t-il moins de chance de s'adapter que l'ouvrier, le professionnel, qui déménagent dans une autre ville ou de la campagne au milieu urbain? Quelle est l'évolution des relations de ces divers groupes entre eux et avec la société urbaine autochtone? De récentes analyses, comme celles menées par Barbichon (1979), apportent un éclairage spécifique à ces questions.

Par ailleurs, il semble important de relier le processus d'adaptation à l'espace urbain aux différents types de migration et aux situations politiques qui, dans certains cas, les sous-tendent. A cet égard, des distinctions devraient être faites entre les migrations "spontanées ou volontaires" et les migrations "forcées ou organisées". Ce qui caractérise ces dernières, contrairement aux migrations dites "spontanées ou volontaires", c'est qu'elles ont été régies par l'appareil gouvernemental, qu'elles ont été l'objet d'arrêtés en conseil, comme c'est le cas pour les expériences de relocalisation ici étudiées et dans tous les cas d'expropriation<sup>1</sup>. Les migrations

---

1 Les migrations collectives ou individuelles des réfugiés politiques entreraient aussi dans cette catégorie des migrations forcées ou organisées. Des analyses d'ordre socio-politique sont aussi, selon nous, primordiales pour mieux comprendre le processus d'intégration de ces groupes dans les pays d'accueil.

forcées ont été peu étudiées comparativement aux migrations spontanées. Et pourtant, les nombreux cas d'expropriation de ruraux dans le cadre des politiques nationales de développement et d'aménagement du territoire font souvent l'actualité (v.g. expropriation des ruraux de Sainte-Scholastique à Montréal pour l'implantation de l'aéroport Mirabel, expropriations de ruraux pour la création de parcs nationaux: Forillon en Gaspésie, Kouchibouguac au Nouveau-Brunswick, etc.). Ces types de migration sont toujours reliés aux politiques de l'Etat. Une analyse des textes de loi relatifs au programme d'expropriation des ruraux du Parc national Forillon (1970-72) aurait peut-être permis de voir dans quelle mesure les objectifs visés dans la création de ce parc sont reliés aux mesures de relocalisation étudiées. D'autre part, il aurait été intéressant de voir si les sujets de cette migration forcée, connaissent les mêmes difficultés d'adaptation en milieu urbain que les relocalisés. L'hypothèse d'une similarité entre les modes d'adaptation et les types de représentation de l'espace urbain chez les deux groupes pourrait être vérifiée.

Enfin, dans une optique plus globale, il faudrait étudier, plus en profondeur, la nature des politiques urbaines nationales et voir comment elles contribuent au développement ou au sous-développement régional et à une marginalisation de plus en plus grande du milieu rural et de certaines classes sociales défavorisées dans le milieu urbain. Les récentes analyses (Dalla Rosa et al., 1979; Dugas, 1980; B. Jean, 1979; Laborie, 1979; Garnier et al., 1979; Marié et Viard, 1977) de plusieurs groupes de recherche en développement régional ouvrent des perspectives nouvelles dans ce sens. Dans des régions comme celle de l'Est du Québec, qui présentent un caractère plutôt rural qu'urbain, il faudrait peut-être penser davantage à l'élaboration de politiques de développement et d'aménagement du milieu rural plutôt que d'investir encore et toujours dans l'urbain.

## CONCLUSION

La présente recherche avait pour but de présenter des résultats d'une enquête réalisée (en mai 1977) auprès de l'ensemble des familles de l'Est du Québec, relocalisées dans la ville de Matane, suite aux programmes gouvernementaux de fermeture de localités rurales (1969-1972) et d'incitation à la migration (1972-1975) des populations.

Une description du champ opérationnel de la recherche (politiques gouvernementales de développement et d'aménagement de l'Est du Québec de 1930 à 1975; programmes de fermeture de localités rurales et de relocalisation des populations; définition des concepts d'"espace urbain", de "représentation sociale" et d'"adaptation"), a permis de mettre en évidence la nature de l'idéologie technocratique du BAEQ sur la relocalisation et de formuler des hypothèses sur le rapport de cette idéologie au groupe social qui en a fait plus particulièrement l'objet c'est-à-dire les relocalisés.

A partir des données de l'enquête psycho-sociologique, nous avons donc analysé d'une part, dans quelle mesure l'idéologie gouvernementale a imprégné les représentations sociales que les sujets relocalisés ont de l'espace urbain en général, et d'autre part, comment cette idéologie s'est concrétisée dans leurs faits et gestes quotidiens tels que vécus dans l'espace urbain matanais au niveau de ses dimensions espace physique, espace économique et espace socio-culturel.

Une hypothèse générale a donc été formulée sur l'impact psycho-social de l'idéologie gouvernementale auprès des relocalisés et des hypothèses secondaires ont été avancées sur la représentation et l'adaptation des sujets à l'espace urbain, quant aux paramètres âge, sexe, programme de relocalisation (temps écoulé depuis la migration).

L'hypothèse principale portait sur le rapport entre le système de représentation sociale de l'espace urbain (perceptions et attitudes face aux schèmes urbains en général) et le processus d'adaptation (comportements effectifs, situation sociale objective) des relocalisés à l'espace urbain matanais. L'hypothèse d'une rupture entre les deux systèmes a été avancée. Une analyse des résultats de la représentation et de l'adaptation et un test ( $\chi^2$ ) d'indépendance des deux variables tendent à confirmer l'hypothèse. En effet, les sujets perçoivent l'espace urbain dans sa globalité, d'une manière plutôt positive (65,3%) que négative (18,1%) ou ambivalente (16,7%) tandis que leurs comportements effectifs ou leur situation sociale objective dans l'espace urbain révèlent qu'ils vivent concrètement leur adaptation sous le mode de l'isolement (72,2%) plutôt qu'une accommodation (20,8%) ou une intégration réelle au milieu urbain.

Autant au niveau des représentations, les sujets ont tendance à se conformer au discours gouvernemental en percevant par exemple, l'espace urbain comme un lieu (au sens global) exprimant un idéal de vie à atteindre: "en ville, on est plus près de tout, on a plus de services, les gens sont mieux organisés, on a plus de possibilités de participer, y a plus d'avenir pour nos enfants, etc...", autant au point de vue de leur adaptation, ils se retrouvent isolés et marginaux dans le nouveau milieu urbain. Cette marginalisation se manifeste dans tous les aspects de la vie urbaine: isolement physique: regroupés pour la moitié (48,6%) dans des H.L.M. situées à la périphérie de la ville, de propriétaires à la campagne (84,5%) maintenant locataires (66,7%) à la ville; isolement économique: absence prolongée de travail productif (71,8% des sujets étaient sans emploi au moment de l'enquête en 1977), revenu annuel inférieur à 5,000 \$ (pour au moins 38% des sujets), faible indemnisation reçue pour la relocalisation (77,7% ont reçu moins de 7,500 \$ pour l'expropriation, le déménagement, la vente des



bâtiments, etc.)...; isolement socio-culturel: absence quasi complète de participation aux associations, organisations ou mouvements sociaux et populaires de la ville, non utilisation de plusieurs services urbains à caractère social, économique et culturel, problèmes reliés à l'éducation: inefficacité des programmes de recyclage et de formation des adultes, difficultés et abandons scolaires des enfants et adolescents; situation de santé précaire...

Les hypothèses secondaires sur la représentation et l'adaptation à l'espace urbain quant aux différents groupes d'âge étudiés (39 ans et moins, 40-64 ans, 65 ans et plus) quant à l'appartenance sexuelle des sujets (féminin et masculin) et quant aux programmes de relocalisation et au temps écoulé depuis la migration (sujets du premier programme, migrés à la ville depuis plus de six ans et ceux du deuxième programme, depuis trois à cinq ans) ont permis d'analyser plus en détail le rapport de l'idéologie gouvernementale à ces divers groupes.

Les résultats confirment une représentation plutôt positive de l'espace urbain et une différence non significative entre les groupes d'âge et de sexe différents et indiquent que les sujets du deuxième programme de relocalisation ont une représentation de l'espace urbain significativement plus positive que ceux du premier programme de relocalisation; par ailleurs, au niveau de l'adaptation, contrairement à ce qui avait été prévu, les résultats révèlent que les jeunes (39 ans et moins), les femmes et les sujets du premier programme de relocalisation migrés à la ville depuis plus de 6 ans, sont aussi "isolés" dans l'espace urbain que les sujets plus âgés, les hommes et les relocalisés du deuxième programme de relocalisation plus récemment migrés à la ville.

Une comparaison des résultats obtenus aux modes d'adaptation et aux types de représentation de l'espace urbain montre que le fossé entre les représentations et les comportements est

d'autant plus marqué que les sujets sont jeunes, de sexe féminin et qu'ils appartiennent au deuxième programme de relocalisation.

Diverses interprétations ont été apportées pour expliquer ce rapport d'inadéquation entre les représentations (positives) et les comportements (isolés). Le rôle des appareils idéologiques d'Etat et l'efficacité des moyens mis en oeuvre comme par exemple, l'utilisation des techniques d'animation sociale ont été discutés; le type de migration étudié et son lien avec l'application des politiques gouvernementales ont suggéré une interprétation du processus d'adaptation plus difficile dans le cas de migrations "organisées ou forcées" que dans celui des migrations "spontanées ou volontaires"; des analyses de la dissonance cognitive en relation avec les groupes minoritaires et des réflexions sur les mécanismes de reproduction des rapports sociaux ont donné des indices d'explication de cette rupture entre les représentations sociales et les comportements.

Par ailleurs, la discussion méthodologique des résultats a souligné les limites du présent travail et a fait ressortir certaines pistes de recherches complémentaires à explorer. La critique du questionnaire de l'enquête psycho-sociologique, en indiquant les difficultés de traduire adéquatement, en mesures empiriques les concepts de représentation et d'adaptation, a montré la pertinence des efforts à fournir dans ce sens et la nécessité d'utiliser des méthodes d'analyse raffinées et complémentaires.

Enfin, des pistes de recherche ont été suggérées pour analyser plus en profondeur certains aspects spécifiques des situations migratoires et pour mieux connaître et expliquer le processus de marginalisation de certains groupes sociaux dans l'espace urbain. Aussi, il est proposé que des recherches soient entreprises pour évaluer plus précisément l'impact réel

de développement et d'urbanisation, depuis le BAEQ, des localités de l'Est du Québec, dites "pôles de croissance". Par ailleurs, de nouvelles analyses devraient être produites sur l'évolution de la situation sociale et économique des localités rurales et forestières depuis la fin des politiques gouvernementales de relocalisation (1974) jusqu'à nos jours.

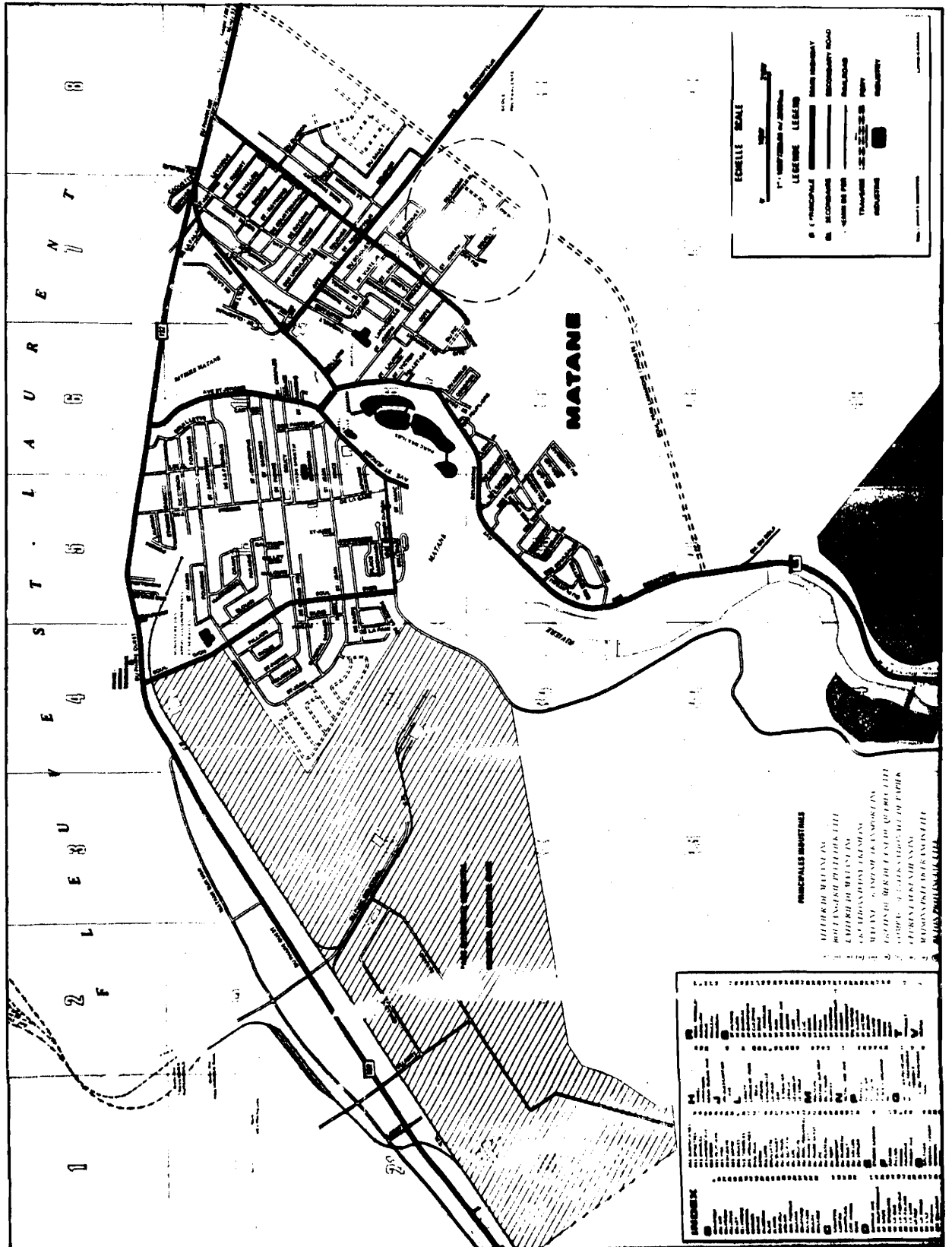
On pourrait encore aujourd'hui se demander si les politiques nationales de développement et d'aménagement ont toujours tendance à privilégier le secteur urbain au détriment du secteur rural qui irait de plus en plus en se marginalisant. Le défi du développement spécifique des zones rurales et forestières comme source du développement régional ne devrait-il pas être sérieusement envisagé, particulièrement au niveau des instances gouvernementales?



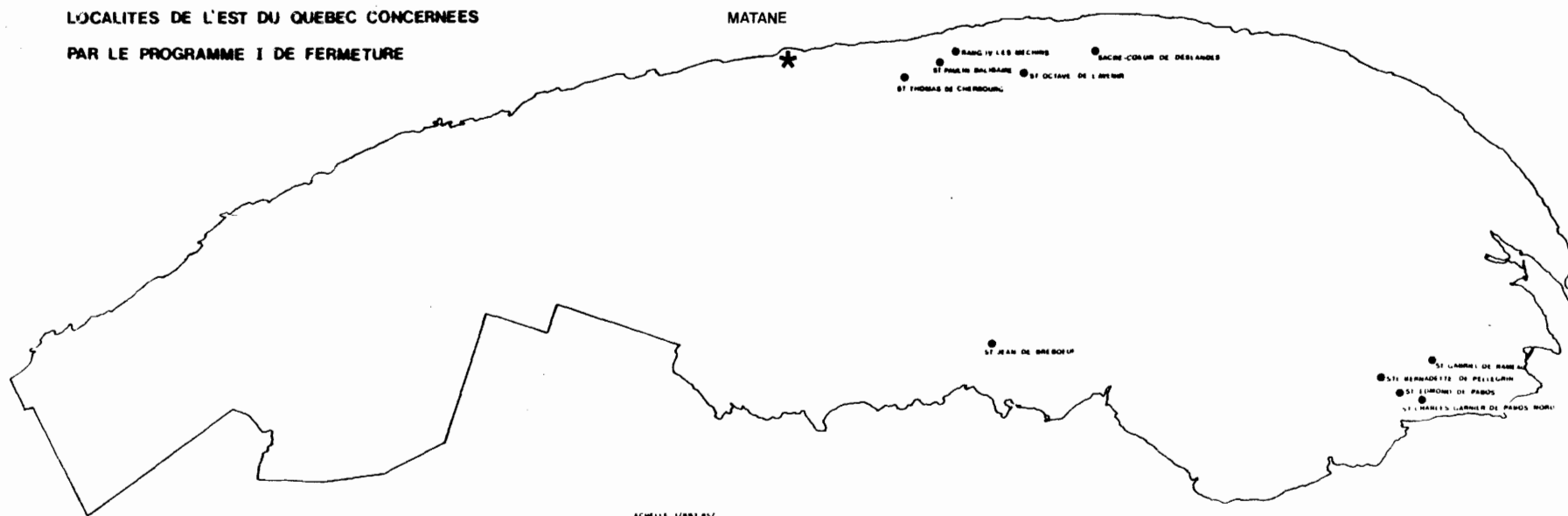
ANNEXE I

Cartes

# Carte de la ville de Matane



LOCALITES DE L'EST DU QUEBEC CONCERNEES  
PAR LE PROGRAMME I DE FERMETURE

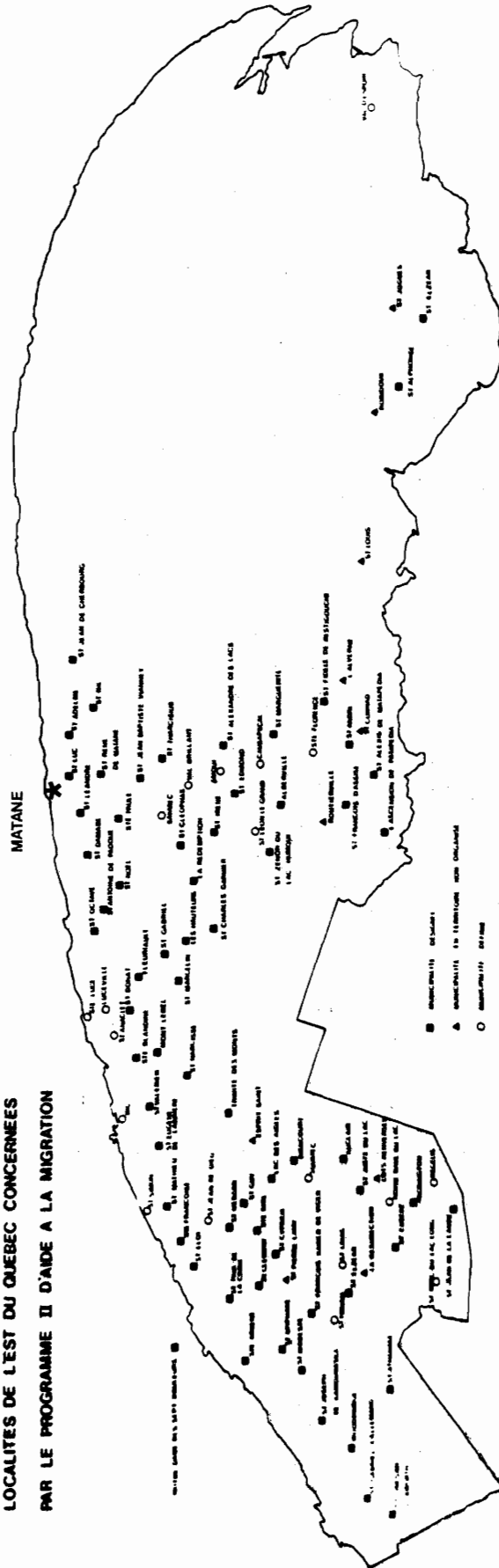


*Carole Billet*

Rimouski 1980

LOCALITES DE L'EST DU QUEBEC CONCERNÉES  
PAR LE PROGRAMME II D'AIDE A LA MIGRATION

MATANE

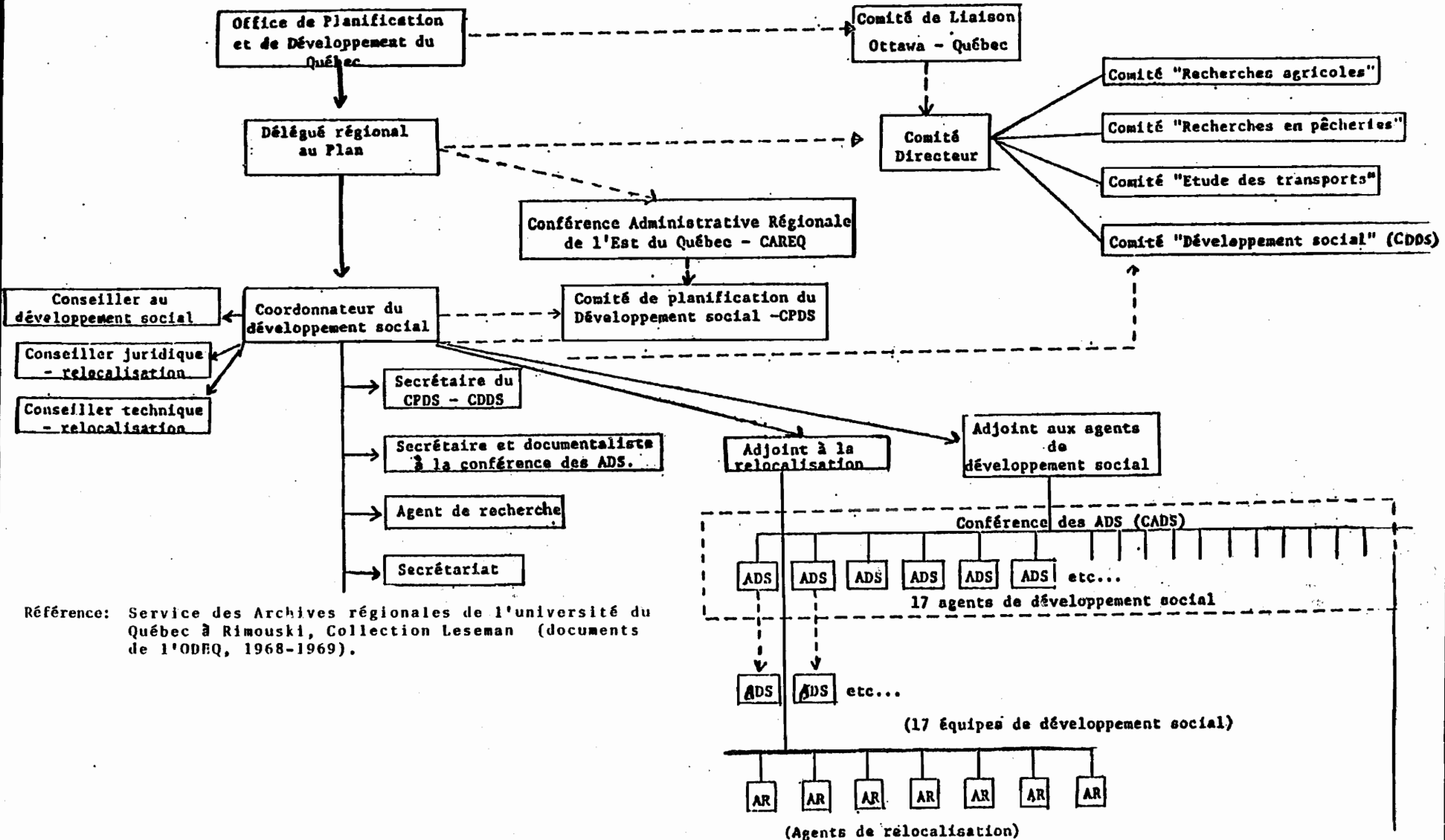


*Cuvé B. Gilbert*

Rimouski 1980



**SECTEUR DU DEVELOPPEMENT SOCIAL**



Référence: Service des Archives régionales de l'université du Québec à Rimouski, Collection Leseman (documents de l'ODEQ, 1968-1969).



ANNEXE II

Caractéristiques générales des sujets  
avant la migration

TABLEAU 24: PERIODE D'ADAPTATION A LA VILLE DE MATANE SELON LE PROGRAMME DE RELOCALISATION

<u>Temps</u> catégories	<u>Programme I</u>		<u>Programme II</u>	
	N répondants	%	N répondants	%
3 ans	1	4,8	7	13,7
4 ans	0	0,0	22	43,2
5 ans	0	0,0	15	29,4
6 ans	16	76,1	7	13,7
7 ans	3	14,3	0	0,0
8 ans	1	4,8	0	0,0
Total	21	100,0	51	100,0

TABLEAU 25: SEXE DES REpondANTS SELON LE TYPE DE PROGRAMME DE RELOCALISATION

<u>Sexe des répondants</u> description	<u>Programme I</u>		<u>Programme II</u>	
	N répondants	%	N répondants	%
féminin	7	33,3	30	58,8
masculin	14	66,7	21	41,2
Total	21	100,0	51	100,0

TABLEAU 26: LE SEXE DES REpondANTS SELON L'AGE

sexe description	39 ans et moins		40 à 64 ans		65 ans et plus	
	N répondants	%	N répondants	%	N répondants	%
féminin	10	58,8	20	54,1	7	38,9
masculin	7	41,2	17	45,9	11	61,1
Total	17	100,0	37	100,0	18	100,0

TABLEAU 27: L'AGE DES REpondANTS SELON LE TYPE DE PROGRAMME DE RELOCALISATION

Age des répondants catégories	Programme I		Programme II	
	N répondants	%	N répondants	%
39 ans et moins	2	9,5	15	29,4
40 ans à 64 ans	7	33,3	30	58,8
65 ans et plus	12	57,1	6	11,8
Total	21	100,0	51	100,0

TABLEAU 28: ENDROIT OU LES REpondANTS DEMEURAIENT AVANT LA MIGRATION

Description	N répondants	%
village	37	51,4
rang	35	48,6
Total	72	100,0

TABLEAU 29: TEMPS PASSE DANS LA LOCALITE D'ORIGINE

Années	N répondants	%
moins de 10 ans	5	6,9
10 à 19 ans	11	15,3
20 à 29 ans	22	30,6
30 à 39 ans	29	40,3
40 ans et plus	5	6,9
Total	72	100,0

22,2% des sujets habitaient dans leur localité depuis moins de vingt ans; 70,9% des répondants y ont demeuré entre 20 et 40 ans.

TABLEAU 30: TEMPS PASSE DANS LA LOCALITE D'ORIGINE SELON LE PROGRAMME DE RELOCALISATION OU DE MIGRATION

<u>Temps passé</u> catégories	<u>Programme I</u>		<u>Programme II</u>	
	N répondants	%	N répondants	%
24 ans et moins	4	19,0	22	43,1
25 ans à 34 ans	13	61,9	15	29,4
35 ans et plus	4	19,0	14	27,5
Total	21	100,0	51	100,0

Les sujets du premier programme de relocalisation habitaient leur localité depuis plus longtemps que ceux du deuxième programme de relocalisation.



TABLEAU 31: LA SCOLARITE DES REpondANTS

Scolarité	N répondants <sup>1</sup>	%
4ème année ou moins	18	26,9
5ème année à 7ème année	26	38,8
8ème année à 10ème année	18	26,9
11ème année ou plus	5	7,5
Total	67	100,0

Les sujets de cette enquête sont peu scolarisés puisque les 2/3 (65,7%) possèdent sept ans et moins de scolarité. Seulement 7,5% des répondants ont une 11ème année ou plus.

---

1 Cinq individus n'ont pas spécifié leur scolarité.

TABLEAU 32: SCOLARITE DES REpondANTS SELON LE TYPE DE PROGRAMME DE RELOCALISATION

Scolarité catégories	Programme I		Programme II	
	N répondants	%	N répondants	%
4 ans ou moins	12	57,1	11	21,6
5 ans à 7 ans	7	33,3	19	37,3
8 ans et plus	2	9,5	21	41,2
Total	21	100,0	51	100,0

La scolarité des répondants est plus élevée parmi ceux du deuxième programme de relocalisation.

TABLEAU 33: SCOLARITE DES REpondANTS SELON L'AGE

<u>Scolarité</u> catégories	<u>39 ans et moins</u>		<u>40 à 64 ans</u>		<u>65 ans et plus</u>	
	N répondants	%	N répondants	%	N répondants	%
4 années ou moins	---	---	11	29,7	12	66,7
5 à 7 années	4	23,5	17	45,9	5	27,8
8 années ou plus	13	76,5	9	24,3	1	5,6
Total	17	100,0	37	100,0	18	100,0

La scolarité est plus élevée chez les jeunes et elle diminue proportionnellement avec l'âge.

TABLEAU 34: NOMBRE DE PERSONNES A CHARGE

Personnes à charge	N répondants	%
Aucune <sup>1</sup>	26	36,1
1 personne	13	18,1
2 ou 3 personnes	20	27,8
4 et plus	13	18,1
Total	72	100,0

Une proportion de 45,9% des sujets ont deux personnes ou plus à charge.

---

1 Le mot "aucune" peut revêtir plusieurs sens:  
- des répondants qui ne sont pas chefs de famille (conjoint);  
- des chefs de famille sans personne à charge;  
- des individus qui n'ont pas répondu à la question.

TABLEAU 35: NOMBRE DE PROPRIETAIRES ET DE LOCATAIRES AVANT  
LE DEMENAGEMENT

Description	N répondants <sup>1</sup>	%
Propriétaires	60	84,5
Locataires	11	15,5
Total	71	100,0

TABLEAU 36: NOMBRE DE PROPRIETAIRES ET DE LOCATAIRES AU  
MOMENT DE L'ENQUETE

Description	N répondants	%
Propriétaires	24	33,3
Locataires	48	66,7
Total	72	100,0

Avant la relocalisation, 84,5% des sujets (ou leur conjoint) étaient propriétaires mais le groupe passe à 33,3% après la relocalisation

---

1 Un individu n'a pas répondu à la question.

TABLEAU 37: PROPORTION DE PROPRIETAIRES ET DE LOCATAIRES AVANT LE DEMENAGEMENT SELON LE TYPE DE PROGRAMME

Propriétaires et locataires description	Programme I		Programme II	
	N répondants	%	N répondants <sup>1</sup>	%
propriétaires	21	100,0	39	78,0
locataires	--	---	11	22,0
Total	21	100,0	50	100,0

TABLEAU 38: PROPORTION DE PROPRIETAIRES ET DE LOCATAIRES APRES LA RELOCALISATION SELON LE TYPE DE PROGRAMME

Propriétaires et locataires description	Programme I		Programme II	
	N répondants	%	N répondants	%
propriétaires	5	23,8	19	37,3
locataires	16	76,2	32	62,7
Total	21	100,0	51	100,0

Avant le déménagement, les répondants du premier programme de relocalisation étaient tous propriétaires comparé à 78% pour ceux du deuxième programme. Après la relocalisation, la situation s'inverse et il y a ainsi plus de propriétaires parmi les répondants du deuxième programme (37,3%) tandis que la majorité (76,2%) des sujets du premier programme devient locataire.

1 Une personne du programme no II n'a pas répondu à cette question.

TABLEAU 39: PROPORTION DE PROPRIETAIRES ET DE LOCATAIRES SELON L'AGE AVANT LE DEMENAGEMENT

Propriétaires-locataires description	39 ans et moins		40 à 64 ans		65 ans et plus	
	N répondants	%	N répondants <sup>1</sup>	%	N répondants	%
propriétaires	11	65,7	32	88,8	17	94,4
locataires	6	35,3	4	11,2	1	5,6
Total	17	100,0	36	100,0	18	100,0

1 Une personne âgée entre 40 et 64 ans n'a pas répondu à cette question.

TABLEAU 40: PROPORTION DE PROPRIETAIRES ET DE LOCATAIRES SELON L'AGE APRES LE  
DEMENAGEMENT

Propriétaires-locataires description	39 ans et moins		40 à 64 ans		65 ans et plus	
	N répondants	%	N répondants	%	N répondants	%
propriétaires	11	64,7	11	29,7	2	11,1
locataires	6	35,3	26	70,3	16	88,9
Total	17	100,0	37	100,0	18	100,0

Le nombre de propriétaires augmente avec l'âge avant la relocalisation et cette situation s'inverse après la relocalisation. Notons que chez les répondants âgés de 39 ans et moins, la proportion de propriétaires est la même avant et après la relocalisation.



TABEAU 41: GENRE D'HABITATION ACTUELLE

Description	N répondants	%
Maison	24	33,3
Duplex ou triplex	3	4,2
H L M	35	48,6
Logement	4	5,6
Maison mobile	2	2,8
Chambre	--	---
Foyer d'accueil	1	1,4
Appartement	3	4,2
Total	72	100,0

Actuellement, près de la moitié des répondants (48,6%) habitent dans une habitation à loyer modique (H.L.M.). Les autres (33,3%) demeurent principalement dans une maison type uni-familiale.

TABEAU 42: OCCUPATION AVANT LE DEMENAGEMENT

Occupation	N répondants <sup>1</sup>	%
Retraité, pensionné	2	2,8
Bien-être social, chômage	1	1,4
Ménagère	31	43,7
Journalier	3	4,2
Concierge	1	1,4
Mécanicien	1	1,4
Opérateur machinerie lourde	2	2,8
Conducteur d'autobus scolaire	2	2,8
Enseignant-professeur	1	1,4
Agent d'affaire syndicat	1	1,4
Marchand, épicier	1	1,4
Cultivateur	5	7,0
Bûcheron-travailleur forestier	9	12,7
Travailleur en usine	2	2,8
Contremaître usine	1	1,4
Facteur, postier	1	1,4
Gérant d'un bureau de poste	1	1,4
Employé du gouvernement	3	4,2
Autres	3	4,2
<b>Total</b>	<b>71</b>	<b>100,0</b>

Etant donné la représentation féminine, 43,7% des répondants étaient ménagères avant le déménagement. Le métier qui était ensuite le plus exercé, est celui de bûcheron ou de travailleur forestier (12,7%).

1 Un répondant n'a pas mentionné son occupation.

TABEAU 43: OCCUPATION DU CONJOINT L'ANNEE AVANT LE DEMENAGEMENT

Occupation	N répondants <sup>1</sup>	%
Retraité, pensionné, rentier	4	6,0
Bien-être social, chômage	2	3,0
Ménagère	33	49,3
Journalier	7	10,4
Concierge	1	1,5
Cuisinier	1	1,5
Opérateur machinerie lourde	1	1,5
Dynamiteur	1	1,5
Enseignant-professeur	1	1,5
Entrepreneur-construction	1	1,5
Marchand-épicier-magasin	2	3,0
Cultivateur	1	1,5
Cultivateur-bûcheron	2	3,0
Bûcheron-travailleur forestier	7	10,4
Travailleur en usine	1	1,5
Facteur - postier	1	1,5
Employé du gouvernement	1	1,5
<b>Total</b>	<b>67</b>	<b>100,0</b>

L'analyse de l'occupation des conjoints montre sensiblement la même répartition que l'occupation des répondants.

1 Cinq personnes n'ont pas spécifié l'occupation du conjoint pour diverses raisons (décédé, séparé ou divorcé, etc.).

TABLEAU 44: REVENU ANNUEL DE LA FAMILLE AVANT LE DEMENAGEMENT

Revenu	N répondants <sup>1</sup>	%
moins de 4,000 \$	26	37,1
4,000 \$ à 4,999 \$	7	10,0
5,000 \$ à 5,999 \$	12	17,1
6,000 \$ à 6,999 \$	7	10,0
7,000 \$ et plus	18	25,7
Total	70	100,0

Avant le déménagement, 47,1% des familles ont un revenu annuel inférieur à 5,000 \$ tandis que seulement 25,7% des familles gagnent 7,000 \$ ou plus.

<sup>1</sup> Deux personnes n'ont pas mentionné leur revenu annuel.

TABLEAU 45: MONTANT RECU DE LA SUBVENTION POUR L'AIDE A LA RELOCALISATION OU A LA MIGRATION

Subvention	N répondants	%
moins de 2,500 \$	14	19,4
2,500 \$ à 4,999 \$	25	34,7
5,000 \$ à 7,499 \$	17	23,6
7,500 \$ à 9,000 \$	8	11,1
10,000 \$ et plus	8	11,1
Total	72	100,0

Plus de la moitié des répondants (54,1%) ont reçu moins de 5,000 \$ comme montant de la subvention pour l'aide à la relocalisation ou à la migration.

TABLEAU 46: REPARTITION DES REpondANTS SELON LE NOMBRE D'ENFANTS

Nombre d'enfants	N répondants	%
2 enfants ou moins	15	20,8
3 à 5 enfants	20	27,7
6 à 8 enfants	15	20,8
9 à 11 enfants	11	15,3
12 enfants ou plus	9	12,5
aucun	2	2,8
Total	72	100,0

La moitié des familles (48,6%) ont 6 enfants et plus.  
Près du 1/3 des familles (27,8%) ont plus de 9 enfants.

TABLEAU 47: REPARTITION DES REpondANTS SELON LE NOMBRE  
D'ENFANTS QUI VONT A L'ECOLE

Enfants à l'école	N répondants	%
2 enfants ou moins	31	43,1
3 enfants à 4	13	18,1
5 enfants ou plus	4	5,6
aucun	24	33,3
Total	72	100,0

Beaucoup de familles (66,8%) ont au moins un enfant qui va à l'école et de ce nombre, 23,7% ont trois enfants ou plus aux études.

TABLEAU 48: LIEU DE RESIDENCE DES ENFANTS

Lieu de résidence <sup>1</sup>	N répondants <sup>2</sup>	%
Matane	42	60,0
Les environs de Matane	4	5,7
Côte Nord	1	1,4
Grandes villes du Québec	8	11,4
Un peu partout	15	21,4
Total	70	100,0

La majorité des relocalisés (65,7%) ont des enfants qui habitent Matane et les environs.

---

1 Il s'agit du lieu de résidence de la majorité des enfants.

2 Deux personnes n'ont pas répondu à la question.



ANNEXE III

Lettre adressée aux sujets de l'enquête



Université du Québec à Rimouski

300, avenue des Ursulines, Rimouski, Québec.

G5L 3A1

Téléphone : (418) 723-1986

Chère madame ou cher monsieur,

La présente est pour solliciter votre participation à une recherche portant sur la situation des gens, provenant de localités rurales de l'Est du Québec, ayant déménagé à Matane. Nous aimerions beaucoup vous rencontrer afin de discuter de divers sujets touchant votre nouvelle vie dans la ville de Matane.

Cette recherche n'est pas gouvernementale et nous vous assurons de la stricte confidentialité de vos réponses et commentaires.

Nous communiquerons bientôt avec vous, par téléphone, afin de fixer une date et heure de rencontre.

Nous comptons beaucoup sur votre aide pour mener à bien cette recherche et nous vous remercions d'avance de votre précieuse collaboration.

PCG/dr

Pauline Côté  
professeur à l'UQAR et  
responsable de la recherche

Ce 2 mai 1977.

ANNEXE IV

L'enquête psycho-sociologique

A L'USAGE DE L'ENQUETEUR

1. Date de l'entrevue: \_\_\_\_\_ Heure: \_\_\_\_\_

2. Durée de l'entrevue:

Début: \_\_\_\_\_

Fin: \_\_\_\_\_

3. Coopération: \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

4. Verbalisation: \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

5. Présence d'autres personnes: \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

6. Atmosphère générale: \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

7. Impressions et remarques de l'enquêteur: \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

no questionnaire: \_\_\_\_\_

3  
  
4

Identification

1. Depuis combien de temps demeurez-vous à Matane?

(mois, année) \_\_\_\_\_

5

2. Où demeuriez-vous avant?

a) localité d'origine \_\_\_\_\_

6

b) village ou 1  
rang 2

7

c) depuis combien de temps (ans) \_\_\_\_\_

8

3. âge \_\_\_\_\_

9

4. sexe F 1  
M 2

10

5. scolarité \_\_\_\_\_

11

6. pour chefs de famille seulement:

nombre de personnes à charge \_\_\_\_\_

12

7. statut civil: marié(e) 1 date \_\_\_\_\_  
veuf(ve) 2 " \_\_\_\_\_  
séparé(e) 3 " \_\_\_\_\_  
divorcé(e) 4 " \_\_\_\_\_

13

8. a) Avant le déménagement étiez-vous  
propriétaire? 1  
ou locataire? 2

14

b) Présentement, êtes-vous  
propriétaire? 1  
ou locataire? 2

15

9. genre d'habitation:

- maison unifamiliale (bungalow-cottage) 1
- duplex (ou triplex) 2
- HLM 3
- logement 4
- appartement (bloc-appartement) 5
- maison mobile 6
- chambre 7
- foyer d'accueil 8

      
20

10. a) occupation, l'année avant le déménagement

\_\_\_\_\_

      
22

b) occupation du conjoint, l'année avant le déménagement

\_\_\_\_\_

      
24

c) revenu annuel de la famille l'année avant le déménagement

\_\_\_\_\_

      
25

d) autres sources de revenu

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

      
26

11. Montant reçu de la subvention pour l'aide à la relocalisation ou à la migration:

	<u>montant</u>	<u>oui</u>	<u>non</u>	
- expropriation	_____	1	2	<u>    </u> 27
- déménagement (Min. du transport)	_____	1	2	<u>    </u> 28
- vente de la maison	_____	1	2	<u>    </u> 29
- autre (spécifiez)	_____	1	2	<u>    </u> 30

12. Voulez-vous me donner les prénoms de tous vos enfants vivants et me dire ce qu'ils font:

PRENOM	AGE	MARIE	CELIBA-TAIRE	LIEU DE RESIDENCE (ville)	A L'ECOLE	OCCUPATION sujet conjoint	CHOMEUR + BIEN ETRE SOCIAL	MAISON	ANNEE ACTUELLE A L'ECOLE OU DERNIERE ANNEE COMPLETEE	scolarité
		1	2		1	2	3	4		<input type="text"/> <input type="text"/> <sub>32</sub>
1)										nombre <input type="text"/> <input type="text"/> <sub>34</sub>
2)										âge <input type="text"/> <input type="text"/> <sub>36</sub>
3)										statut civil <input type="text"/> <input type="text"/> <sub>38</sub>
4)										<input type="text"/> <input type="text"/> <sub>40</sub>
5)										<input type="text"/> <input type="text"/> <sub>42</sub>
6)										<input type="text"/> <input type="text"/> <sub>44</sub>
7)										résidence <input type="text"/> <input type="text"/> <sub>46</sub>
8)										école <input type="text"/> <input type="text"/> <sub>48</sub>
9)										<input type="text"/> <input type="text"/> <sub>50</sub>
10)										travail <input type="text"/> <input type="text"/> <sub>52</sub>
11)										<input type="text"/> <input type="text"/> <sub>54</sub>
12)										<input type="text"/> <input type="text"/> <sub>56</sub>
13)										chômeur <input type="text"/> <input type="text"/> <sub>58</sub>
14)										<input type="text"/> <input type="text"/> <sub>60</sub>
15)										maison <input type="text"/> <input type="text"/> <sub>62</sub>

13. Qu'est-ce que la ville de Matane représente pour vous?

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

□□  
54

Etes-vous d'accord avec les affirmations suivantes:

pas même chose  
d'accord d'accord qu'avant

14. La ville offre plus de services que la campagne

1 2 3

□  
55

15. La vie est plus facile quand on demeure en ville plutôt qu'à la campagne

1 2 3

□  
56

16. On fait plus d'argent en ville qu'à la campagne

1 2 3

□  
57

17. Il est plus facile d'élever ses enfants à la campagne qu'à la ville

2 1 3

□  
58

18. Il est plus facile de s'entendre entre mari et femme depuis qu'on est à la ville

1 2 3

□  
59

19. La vie coûte plus chère à la ville

2 1 3

□  
60

20. Le fait d'habiter la ville plutôt que la campagne nous donne la chance de connaître davantage de gens

1 2 3

□  
61



	<u>d'accord</u>	<u>pas d'accord</u>	<u>même chose qu'avant</u>	
21. Le fait d'habiter Matane nous donne la possibilité d'avoir plus de loisirs	1	2	3	<input type="text"/> 62
22. Il est plus facile de visiter les amis et les parents depuis qu'on habite Matane	1	2	3	<input type="text"/> 63
23. On sort plus souvent de la maison quand on habite en ville	1	2	3	<input type="text"/> 64
24. Il est plus difficile de s'entendre avec les enfants depuis qu'on est à la ville	2	1	3	<input type="text"/> 65

Est-il plus ou moins avantageux d'habiter la ville par rapport aux services suivants:

	<u>avantage</u>	<u>désavantage</u>	<u>même chose qu'avant</u>	
25. Services scolaires (écoles, CEGEP...)	1	2	3	<input type="text"/> 66
26. Services de santé (hôpital, CLSC, médecins, dentistes)	1	2	3	<input type="text"/> 67
27. Magasins	1	2	3	<input type="text"/> 68
28. Services gouvernementaux (ex: bureau d'ass. chômage, bureau d'aide sociale)	1	2	3	<input type="text"/> 69
29. Services municipaux (polices, pompiers, eau- système d'égoût)	1	2	3	<input type="text"/> 70
30. Services religieux (Eglise, mouv. charismatique)	1	2	3	<input type="text"/> 71

- |  | <u>avantage</u> | <u>désavantage</u> | <u>même chose qu'avant</u> |                                |
|--|-----------------|--------------------|----------------------------|--------------------------------|
| 31. Services financiers<br>(caisse, banque,<br>cie de finances)  | 1               | 2                  | 3                          | <input type="checkbox"/><br>72 |
| 32. Centre d'accueil<br>pour personnes<br>âgées  | 1               | 2                  | 3                          | <input type="checkbox"/><br>73 |
| 33. Pensez-vous que les " <u>gens des villes</u> " mettent en gé-<br>néral plus, autant ou moins d'argent que les gens de<br>la campagne pour se procurer: |                 |                    |                            |                                |

- |  | <u>plus</u> | <u>autant</u> | <u>moins</u> |                                |
|--|-------------|---------------|--------------|--------------------------------|
| a) nourriture                            | 2           | 3             | 1            | <input type="checkbox"/><br>74 |
| b) vêtement                              | 2           | 3             | 1            | <input type="checkbox"/><br>75 |
| c) meubles ou appa-<br>reils électriques | 2           | 3             | 1            | <input type="checkbox"/><br>76 |
| d) transport                             | 2           | 3             | 1            | <input type="checkbox"/><br>77 |
| e) loisirs                               | 2           | 3             | 1            | <input type="checkbox"/><br>78 |

34. Pour vos enfants qui sont allés ou qui vont à l'é-  
cole, comment trouvez-vous le fait que vous soyez  
en ville?

- |   | <u>d'accord</u> | <u>d'accord</u> | <u>pas même chose qu'avant</u> |                               |
|---|-----------------|-----------------|--------------------------------|-------------------------------|
| c'est bon, car c'est<br>plus près de l'école                                      | 1               | 2               | 3                              | <input type="checkbox"/><br>5 |
| c'est bon, car ils ont<br>plus de choix de cours                                  | 1               | 2               | 3                              | <input type="checkbox"/><br>6 |
| c'est bon, car ils peu-<br>vent participer à plus<br>d'activités de l'école       | 1               | 2               | 3                              | <input type="checkbox"/><br>7 |
| c'est plus difficile<br>d'étudier pour eux à<br>cause des occasions de<br>sorties | 2               | 1               | 3                              | <input type="checkbox"/><br>8 |

	<u>d'accord</u>	<u>pas d'accord</u>	<u>même chose qu'avant</u>	
c'est difficile à cause du trop grand nombre d'élèves par classe	2	1	3	<input type="checkbox"/> 9

c'est difficile car les élèves changent très souvent de professeurs	2	1	3	<input type="checkbox"/> 10
---	---	---	---	--------------------------------

35. Le fait d'être en ville est-il avantageux ou désavantageux par rapport au travail quant

	<u>avantageux</u>	<u>désavantageux</u>	<u>même chose qu'avant</u>	
- salaire	1	2	3	<input type="checkbox"/> 11
- aux possibilités d'avoir un deuxième travail (travail d'à côté)	1	2	3	<input type="checkbox"/> 12

Que pensez-vous des affirmations suivantes:

	<u>d'accord</u>	<u>pas d'accord</u>	<u>même chose qu'avant</u>	<u>m'est indifférent</u>	
--	-----------------	---------------------	----------------------------	--------------------------	--

36. A Matane, les gens sont mieux organisés sur le plan des loisirs que dans les villages	1	2	3	4	<input type="checkbox"/> 13
---	---	---	---	---	--------------------------------

37. A Matane, les gens sont accueillants	1	2	3	4	<input type="checkbox"/> 14
--	---	---	---	---	--------------------------------

38. En ville, c'est facile de se faire des amis, de faire partie d'organisations	1	2	3	4	<input type="checkbox"/> 15
--	---	---	---	---	--------------------------------

39. C'est sécurisant de vivre en ville car on est plus près des services médicaux	1	2	3	4	<input type="checkbox"/> 16
---	---	---	---	---	--------------------------------

	<u>d'accord</u>	<u>pas d'accord</u>	<u>même chose qu'avant</u>	<u>m'est indifférent</u>		
40. Pour l'avenir de nos enfants, c'est mieux qu'on soit en ville plutôt que dans un rang ou un village	1	2	3	4	<input type="checkbox"/> 17	
41. Vivre en ville, cela fait partie du progrès	1	2	3	4	<input type="checkbox"/> 18	
42. C'est plus facile de gagner sa vie à la ville	1	2	3	4	<input type="checkbox"/> 19	
43. Si on veut que le Bas St-Laurent et la Gaspésie se modernise, il faut se regrouper dans les villes	1	2	3	4	<input type="checkbox"/> 20	
44. C'est plus "désennuyant" de vivre à la ville plutôt qu'à la campagne	1	2	3	4	<input type="checkbox"/> 21	
45. Matane est une ville où l'on vit bien	1	2	3	4	<input type="checkbox"/> 22	
46. a) l'emplacement de votre nouvel habitat est-il avantageux ou désavantageux par rapport aux différents services qu'offre la ville						
			désa- <u>avantageux</u>	même chose <u>vantageux</u>	<u>qu'avant</u>	
- école	1	2		3	<input type="checkbox"/> 23	
- magasin	1	2		3	<input type="checkbox"/> 24	
- hôpital	1	2		3	<input type="checkbox"/> 25	

b) L'emplacement de votre nouvel habitat est-il  
avantageux ou désavantageux par rapport au  
lieu de travail

	désa-	même chose	
<u>avantageux</u>	<u>vantageux</u>	<u>qu'avant</u>	
1	2	3	

26

47. Trouvez-vous qu'il y a des avantages ou des désa-  
vantages ou cela vous est indifférent d'avoir des  
voisins qui vivent tout près de chez-vous?

	désa-		
<u>avantageux</u>	<u>vantageux</u>	<u>indifférent</u>	
1	2	3	

27

48. a) Quel est le plus grand avantage que vous trouvez  
à vivre ici? (en ville, à Matane)

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

29

b) Quel est le plus grand désavantage?

\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

31

49. a) Combien de pièces y a-t-il dans ce logement  
(sans la salle de bain et les corridors)?

\_\_\_\_\_

33

b) Combien de personnes habitent dans ce logement  
présentement? \_\_\_\_\_

35

50. a) Depuis que vous avez quitté le village, est-ce  
le premier logement que vous habitez

<u>oui</u>	<u>non</u>
1	2

36

b) Combien de fois avez-vous déménagé? \_\_\_\_\_  
adresse

1 \_\_\_\_\_  
2 \_\_\_\_\_  
3 \_\_\_\_\_

37

c) Principale raison du déménagement?

- grandeur du logement 1
- prix du logement 2
- incommodité 3
- pour être plus près du travail 4
- autre (spécifiez) 5

38

51. Allez-vous

	<u>souvent</u>	<u>parfois</u>	<u>jamais</u>	
- magasin du coin	1	2	3	<input type="checkbox"/>
- centre d'achats	1	2	3	<input type="checkbox"/> 39
- coiffeur ou barbier	1	2	3	<input type="checkbox"/> 40
- restaurant	1	2	3	<input type="checkbox"/> 41
- cinéma	1	2	3	<input type="checkbox"/> 42
- taverne, hôtel	1	2	3	<input type="checkbox"/> 43
- bibliothèque	1	2	3	<input type="checkbox"/> 44

45

52. En ce qui regarde votre lieu d'habitation, trouvez-vous que c'est plus ou moins pratique quant à la distance à faire pour se rendre

	<u>très pratique</u>	<u>plus ou moins pratique</u>	<u>pas pratique</u>	
- aux magasins	1	2	3	<input type="checkbox"/>
- aux écoles	1	2	3	<input type="checkbox"/> 46
- à l'hôpital	1	2	3	<input type="checkbox"/> 47
- au travail	1	2	3	<input type="checkbox"/> 48

49

53. Utilisez-vous les transports en commun, tel que l'autobus, dans vos déplacements en ville?

- souvent 1
- parfois 2
- jamais 3

50

54. En ce qui regarde votre lieu actuel d'habitation, trouvez-vous que c'est plus ou moins pratique

très plus ou moins pas  
pratique pratique pratique

- quant à l'espace dans votre habitation (nombre et grandeur des pièces) 1 2 3  51
- quant à l'espace extérieur à votre habitation (cour, galeries, balcon, possibilité d'un jardin, garage ou remise) 1 2 3  52
- quant à l'entretien extérieur de votre habitation (services municipaux, d'entretien, de vidanges) 1 2 3  53

55. a) Connaissez-vous toutes les parties de Matane?

- oui 1
  - non 2
  - plus ou moins 3
- 
- 54

b) Y a-t-il des lieux (endroits) que vous préférez à Matane?

- oui 1
  - non 2
- 
- 55

Si oui, spécifiez \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_

56

56. Vous arrive-t-il de "prendre des marches" dans la ville?

- oui 1
  - non 2
- 
- 57

Si oui, à quel endroit

	<u>souvent</u>	<u>parfois</u>	<u>jamais</u>	
- dans mon quartier (sur ma rue)	1	2	3	<input type="checkbox"/> 58
- au bord de la mer	1	2	3	<input type="checkbox"/> 59
- au centre commercial	1	2	3	<input type="checkbox"/> 60
- dans le vieux centre ville	1	2	3	<input type="checkbox"/> 61
- au parc des Iles	1	2	3	<input type="checkbox"/> 62

57. a) Présentement avez-vous un emploi?

<u>oui</u>	<u>non</u>
1	2

63

Si non, passez à la question no. 59

b) Si oui, quel genre d'emploi?  
(spécifiez industrie et tâche) \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

65

c) Ce travail est-il?

- Temps plein saisonnier 1
- Temps plein permanent 2
- Temps plein occasionnel 3
- Temps partiel saisonnier 4
- Temps partiel permanent 5
- Temps partiel occasionnel 6

66

58. Avez-vous le même emploi que celui que vous aviez avant de déménager?

<u>oui</u>	<u>non</u>
1	2

67

59. Occupation du conjoint \_\_\_\_\_

69



60. a) Avez-vous eu un ou plusieurs emplois depuis votre arrivée à Matane?

- un (régulier) 1
- plusieurs (divers travaux occasionnels) 2
- aucun 3

70

Si aucun passez à la question no. 63

b) Si oui, genre et durée

OCCUPATION	DUREE (mois)

72

74

3

4

61. a) A votre arrivée à Matane, avez-vous eu de la difficulté à trouver un emploi?

- oui  
1
- non  
2

3

b) Cela vous a pris combien de temps? (en mois) \_\_\_\_\_

7

c) Est-ce que quelqu'un vous a aidé pour trouver cet emploi?

	<u>oui</u>	<u>non</u>	
Si oui, qui?	1	2	<input type="checkbox"/>
- Parent	1	2	<input type="checkbox"/>
- Ami	1	2	<input type="checkbox"/>
- Responsable d'un organisme	1	2	<input type="checkbox"/>
- Autre (spécifiez) _____			<input type="checkbox"/>
_____			<input type="checkbox"/>

62. Avez-vous eu des périodes de chômage depuis votre arrivée à Matane?

<u>oui</u>	<u>non</u>	
1	2	<input type="checkbox"/>

Si oui, nombre de fois et longueur moyenne de ces périodes

no. de fois	Longueur moyenne (en mois)

<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/>

63. Quel est le revenu annuel de la famille?

- de 4,000 1
- 4,000 - 4,999 2
- 5,000 - 5,999 3
- 6,000 - 6,999 4
- 7,000 - et plus 5

17

64. Quelles sont vos sources de revenu (mensuel)

	<u>oui</u>	<u>non</u>	<u>montant</u>		
Salaire	1	2	_____	<input type="checkbox"/>	
Allocation familiale	1	2	_____	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Assurance chômage	1	2	_____	<input type="checkbox"/>	19
Aide sociale	1	2	_____	<input type="checkbox"/>	20
Pension (vétérans, veuve, vieil.)	1	2	_____	<input type="checkbox"/>	21
Chambreur	1	2	_____	<input type="checkbox"/>	22
Cours de récupération scol.	1	2	_____	<input type="checkbox"/>	23
Revenu des enfants	1	2	_____	<input type="checkbox"/>	24
Régie des rentes	1	2	_____	<input type="checkbox"/>	25
Loyer	1	2	_____	<input type="checkbox"/>	26

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

**POUR LOCATAIRE SEULEMENT**

65. a) Combien payez-vous par mois pour vous loger?

coût \_\_\_\_\_

30

b) Le prix du chauffage est-il compris dans ce loyer?

- oui  
1
- non  
2

31

**POUR PROPRIETAIRES SEULEMENT**

66. Combien cela vous coûte-t-il en moyenne par mois en comptant les taxes, l'hypothèque, le chauffage, les réparations:

coût mensuel: \_\_\_\_\_

--	--	--

34

67. Avez-vous?

	<u>oui</u>	<u>non</u>		
- le téléphone	1	2	□	
- la radio	1	2	35	□
- la télévision (noir-blanc)	1	2	□	36
- la télévision (couleur)	1	2	37	□
- le chauffage central	1	2	□	38
- une laveuse automatique	1	2	39	□
- une sécheuse	1	2	□	40
- un lave-vaisselle	1	2	41	□
- un ski-doo/ou une moto	1	2	□	42
- une automobile	1	2	43	□
- un sous-sol fini ou une cave	1	2	□	44
- une cour pour les enfants	1	2	45	□
- une galerie (perron ou balcon)	1	2	□	46
- garage, remise, hangar	1	2	47	□

68. Depuis votre arrivée à Matane, dépensez-vous plus, autant ou moins d'argent qu'à la campagne, en ce qui concerne

	<u>plus</u>	<u>autant</u>	<u>moins</u>		
- nourriture	3	2	1	□	
- vêtements	3	2	1	49	□
- meubles ou appareils élec.	3	2	1	□	50
- maison (hypothèque, taxes, réparations)	3	2	1	51	□
- auto (essence, entretien)	3	2	1	□	52
- loisir (voyage, spectacles, ski-doo)	3	2	1	53	□
- maladies, accident, handicap	3	2	1	□	54

69. Depuis que vous habitez à Matane, que faites-vous durant vos heures de loisir? (en dehors du travail ou des obligations familiales)

	<u>souvent</u>	<u>parfois</u>	<u>jamais</u>		
- sport (curling, quilles, baseball, ski)	1	2	3	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- pêche	1	2	3	54	<input type="checkbox"/>
- chasse	1	2	3	<input type="checkbox"/>	57
- cinéma	1	2	3	58	<input type="checkbox"/>
- pièces de théâtre	1	2	3	<input type="checkbox"/>	59
- spectacles (concert, vedettes de la chanson)	1	2	3	60	<input type="checkbox"/>
- regarder la télé	1	2	3	<input type="checkbox"/>	61
- artisanat (tricot, crochet, tissage)	1	2	3	62	<input type="checkbox"/>
- bricolage, répar. domestiques	1	2	3	<input type="checkbox"/>	63
- voisinage	1	2	3	64	<input type="checkbox"/>
- visite de la parenté	1	2	3	<input type="checkbox"/>	65
- taverne, bar, hôtel	1	2	3	66	<input type="checkbox"/>
- musique	1	2	3	<input type="checkbox"/>	67
- cartes	1	2	3	68	<input type="checkbox"/>
- bingo	1	2	3	<input type="checkbox"/>	69
				70	

70. Depuis que vous habitez Matane, avez-vous de nouveaux amis qui ne viennent pas de votre ancienne localité?

	<u>oui</u>	<u>non</u>		
Si oui, sont-ils	1	2	<input type="checkbox"/>	71
des compagnons de travail	1	2	<input type="checkbox"/>	
de nouvelles connaissances	1	2	72	<input type="checkbox"/>
				73

71. Vos amis demeurent-ils tout près de chez-vous, dans la même paroisse que vous ou à l'extérieur de la ville de Matane?

	<u>oui</u>	<u>non</u>		
- sur la même rue	1	2	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- dans la ville de Matane	1	2	74	75
- à l'extérieur de la ville de Matane	1	2	<input type="checkbox"/>	
			76	

72. Les loisirs avec les amis consistent-ils en

	<u>souvent</u>	<u>parfois</u>	<u>jamais</u>	
- visite chez l'un ou l'autre	1	2	3	<input type="checkbox"/> 77
- sorties ensemble	1	2	3	<input type="checkbox"/> 78

73. Depuis que vous êtes à Matane, participez-vous souvent, parfois ou jamais à des associations, organisations ou clubs sociaux?

	<u>souvent</u>	<u>parfois</u>	<u>jamais</u>	
- mouvement paroissial ex: marguillers, cho- rale, service d'aide et de bénévolat	1	2	3	<input type="checkbox"/> 4
- associations ex: AFEAS, Cercle des Fermières, Age d'Or, Filles d'Isa- belle	1	2	3	<input type="checkbox"/> 5
- Association de loca- taires	1	2	3	<input type="checkbox"/> 6
- Syndicat, Comité d'action populaire	1	2	3	<input type="checkbox"/> 7
- Club social ex: Cheva- lier de Colomb, Chambre de Commerce, Club Spor- tif, Lions, Richelieu, Optimiste, Ordre Loyal des Mooses	1	2	3	<input type="checkbox"/> 8
- Mouvements religieux ex: mouvement charis- matique	1	2	3	<input type="checkbox"/> 9
- Autre (spécifiez) _____				<input type="checkbox"/> 10

74. Où habite la majorité de votre parenté?

- Matane 1
- dans les villes ou villages environnants en Gaspésie 2
- dans des grandes villes (Montréal, Québec, Toronto, etc..) 3
- Côte Nord (Hauterive, Baie-Comeau) 4
- autre (spécifiez)

11

75. En cas de besoin, pouvez-vous compter ici sur l'aide de vos voisins plus, autant ou moins qu'à la campagne?

plus      autant      moins  
 1            2            3

12

76. Est-ce que vous vous rendez souvent, parfois ou jamais

souvent    parfois    jamais

- à l'hôpital 1 2 3
- au Centre local de services communautaires (CLSC) 1 2 3
- au bureau d'Assurance chômage 1 2 3
- au bureau d'Aide sociale 1 2 3
- au bureau de placement 1 2 3
- à ou aux écoles de vos enfants 1 2 3

13

14

15

16

17

18

77. Depuis votre déménagement, y a-t-il des membres de votre famille qui ont été malades?

oui      non  
 1            2

Si oui, de quoi ont-ils soufferts?

19

- de maladies physiques (coeur, poumon) 1
- de maladies mentales 2
- de dépression nerveuse 3
- accident de travail 4
- autre (spécifiez) 5

20

78. Pour les gens dont le conjoint est décédé depuis le déménagement

a) Cause du décès du conjoint

- accident 1 \_\_\_\_\_
- maladies 2 \_\_\_\_\_
- autre (spécifiez) 3 \_\_\_\_\_

27

b) Quel âge avait-il? \_\_\_\_\_

23

79. Communiquez-vous souvent, parfois ou jamais avec

	<u>souvent</u>	<u>parfois</u>	<u>jamais</u>	
- le Ministère des Affaires sociales	1	2	3	24
- la Commission scolaire	1	2	3	25
- l'office municipal d'habitation	1	2	3	26
- le bureau d'aide juridique	1	2	3	27
- commission du salaire minimum	1	2	3	28
- commission des accidents du travail	1	2	3	29
- office de protection du consommateur	1	2	3	30

80. a) Y a-t-il des membres de votre famille qui ont suivi des cours de récupération scolaire?

oui                      non  
1                              2

31

b) Pour quelles raisons avez-vous ou ont-ils suivi des cours de récupération scolaire?

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

33



c) Si oui, pensez-vous que cela a donné des résultats?

oui	1
non	2
plus ou moins	3

Commentez \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_

34

**POUR LES PERSONNES QUI ONT DES ENFANTS A LA MAISON**

81. Que font vos enfants pour se distraire pendant leurs heures de loisir (en dehors de l'école)?

souvent parfois jamais

- |   |   |   |   |    |
|---|---|---|---|----|
| - sport (ex: hockey, baseball, patinage, natation...) | 1 | 2 | 3 | 35 |
| - associations (ex: scout, guides, 4H,...)            | 1 | 2 | 3 | 36 |
| - regarder la télévision                              | 1 | 2 | 3 | 37 |
| - sorties avec amis(es)                               | 1 | 2 | 3 | 38 |
| - cinéma  | 1 | 2 | 3 | 39 |
| - musique   | 1 | 2 | 3 | 40 |
| - autre (spécifiez) _____                             |   |   |   |    |
| _____   |   |   |   |    |
| _____   |   |   |   |    |

82. Y a-t-il de vos enfants qui ont abandonné l'école après le déménagement?

oui      non  
1            2

41

Si oui, nombre \_\_\_\_\_

42

et raisons de l'abandon \_\_\_\_\_

43

83. a) Y a-t-il de vos enfants qui ont eu à changer d'école lors du déménagement?

oui      non  
1            2

niveau primaire

44

niveau secondaire

1            2

45

autre (CEGEP,...)

1            2

46

b) Les enfants qui ont eu à changer d'école lors du déménagement ont-ils eu des difficultés (adaptation, baisse de notes, etc...)

aucune    un peu    beaucoup  
1            2            3

au primaire

47

au secondaire

1            2            3

48

84. a) Lisez-vous un ou des journaux ou revues souvent, parfois ou jamais

souvent    parfois    jamais  
1            2            3

49

b) Le(s) quel(s)? (spécifiez)

- journaux locaux (la Voix Gaspésienne, la Voix du Peuple)

1            2            3

50

- journaux régionaux (le Soleil, Journal de Québec)

1            2            3

51

	<u>souvent</u>	<u>parfois</u>	<u>jamais</u>	
- quotidiens extérieurs à la région (Montréal- Matin, Presse, Devoir)	1	2	3	<input type="checkbox"/> 52
- hebdos (spécifiez)	1	2	3	<input type="checkbox"/> 53
<hr/>				
- revues mensuelles (Châtelaine, Nous...)	1	2	3	<input type="checkbox"/> 54
- autre (spécifiez)				
<hr/>				
<hr/>				

85. a) Avez-vous la télévision avec câble

<u>oui</u>	<u>non</u>	
1	2	<input type="checkbox"/>

55

b) Quels postes écoutez-vous?

	<u>souvent</u>	<u>parfois</u>	<u>jamais</u>	
- Matane (Radio-Canada)	1	2	3	<input type="checkbox"/>
- Chicoutimi	1	2	3	<input type="checkbox"/>
- Postes anglais	1	2	3	<input type="checkbox"/>
- autre (spécifiez)				<input type="checkbox"/>

56  
57  
58

c) A la radio, quels postes écoutez-vous?

	<u>toujours</u>	<u>parfois</u>	<u>jamais</u>	
- Matane CHRM 1290	1	2	3	<input type="checkbox"/>
- Matane CBGA (R-C)	1	2	3	<input type="checkbox"/>
- Rimouski - AM	1	2	3	<input type="checkbox"/>
- Rimouski - FM	1	2	3	<input type="checkbox"/>
- autre (spécifiez)				<input type="checkbox"/>

59  
60  
61  
62

86. Diriez-vous que, maintenant, vous vous sentez adaptés à la ville de Matane ou bien que vous n'êtes pas tout à fait adaptés mais que vous vous accommodez, ou bien que vous vous sentez encore étranger?

- adapté 1
- accommodé 2
- étranger 3

63

87. D'après votre expérience personnelle, combien de temps cela prend-il à une personne venant des paroisses qu'on dit marginales pour se sentir vraiment chez-elle en ville?

---

---

65

88. Si vous aviez des amis qui se trouvaient dans la même situation que vous, avant le déménagement, leur conseilleriez-vous de venir s'établir à Matane?

- oui      non      pourquoi
- 1            2            ?

66

---

---

89. Ce que vous pensiez trouver en ville avant de venir s'est-il réalisé?

- oui      non      plus ou moins
- 1            2            3

67

ANNEXE V

Questions de l'enquête liées aux indicateurs  
de la représentation et de l'adaptation à l'espace urbain

TABLEAU 49: QUESTIONS LIEES AUX INDICATEURS PERTINENTS DE LA REPRESENTATION ET DE L'ADAPTATION A L'ESPACE URBAIN

Dimension de l'espace urbain	Représentation				Adaptation		
	(1) Positive	(2) Négative	(3) Ambivalente	(4)	(1) Intégré	(2) Accommodé	(3) Isolé
Espace physique	Perceptions et attitudes liées au milieu physique urbain				Situation sociale et comportements face à l'espace urbain physique		
	I- Proximité des services: questions nos 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 34A, 39, 46				I- Déplacement vers les services: questions nos 51, 53, 76, 79		
Espace économique	II- Appréciation des lieux: question no 55B				II- Connaissance et utilisation des lieux: questions nos 55A, 56		
	III- Dispersion-densité: question no 47				III- Lieu et type d'habitation: questions nos 8, 9, 49, 50, 52, 54		
	Perceptions et attitudes liées au schème économique urbain				Situation sociale et comportements face à l'espace urbain économique		
Espace socio-culturel	I- Travail: questions nos 35B, 42				I- Travail: questions nos 10A, 10B, 57, 58, 59, 60A, 61, 62		
	II- Revenu: questions nos 16, 35A				II- Revenu: questions nos 10C, 10D, 11, 63, 64		
	III- Consommation: questions nos 14, 15, 19, 33, 41, 43, 45				III- Consommation: questions nos 65, 66, 67, 68		
Espace socio-culturel	Perceptions et attitudes liées au schème socio-culturel urbain				Situation sociale et comportements face à l'espace urbain socio-culturel		
	I- Système de relation: questions nos 18, 20, 22, 23, 24, 37				I- Type de relations sociales: questions nos 70, 71, 72, 75		
	II- Services socio-culturels et loisir: questions nos 21, 36, 38, 44				II- Participation: questions nos 69, 73, 80, 81		
	III- Education scolaire: questions nos 17, 34, 40				III- Système scolaire-enfants: questions nos 82, 83		
				IV- Comportements vis-à-vis des mass médias: questions nos 84, 85			
Questions d'ordre général: nos 13, 48				Questions d'ordre général: nos 77, 78			
Questions marginales: nos 86, 87, 88, 89							

REFERENCES

- ABRAMSON, J.A. (1969). L'adaptation des ruraux à la vie urbaine. Ottawa: Rapport de recherche ARDA, no RF4.
- ALTHUSSER, L. (1965). Pour Marx. Paris: Maspero.
- ALTHUSSER, L. (1970). Idéologie et appareils idéologiques d'Etat. La Pensée, 151, 3-38.
- AMIN, S. (1970). L'accumulation à l'échelle mondiale. Paris: Anthropos.
- AMIN, S. (1973). Le développement inégal. Paris: Minuit.
- AMIN, S., FRANK, A.G. (1978). Réflexions sur la nouvelle crise économique mondiale. Paris: Maspero.
- ANGERS, P., DION, L. (1971). Participation et planification régionale: l'expérience du Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec (1963-1966). Québec: Université Laval.
- ARRETE EN CONSEIL NO 2525 (1969). Concernant une expérience-pilote de fermeture de territoires marginaux et de relocalisation de population dans la région de l'Est du Québec. Chambre du Conseil Exécutif, Gouvernement du Québec, (27 août).
- ARRETE EN CONSEIL NO 1621 (1970). Concernant une expérience-pilote de fermeture de territoires marginaux et de relocalisation de population dans la région de l'Est du Québec. Chambre du Conseil Exécutif, Gouvernement du Québec, (8 avril).
- ARRETE EN CONSEIL NO 2874 (1972). Concernant un programme d'aide aux migrants applicable à l'arrière-pays de la région de l'Est du Québec. Chambre du Conseil Exécutif, Gouvernement du Québec, (27 septembre).
- ARRETE EN CONSEIL NO 1452 (1974). Concernant la suspension du programme d'aide aux migrants. Chambre du Conseil Exécutif, Gouvernement du Québec, (17 avril).
- ASSIMOPOULOS, N. (1975). Intégration civique sans acculturation. Les Grecs à Montréal. Sociologie et sociétés, 7, no 2, 133-137.
- BANVILLE, C. (1977). Les opérations dignité. Québec: Fonds de recherches forestières de l'Université Laval.

- BARBICHON, G. (1962). Adaptation et formation de la main-d'oeuvre des régions rurales au travail industriel. Paris: Organisation de Coopération et de Développement Economique.
- BARBICHON, G. (1979). Réflexions sur la sociabilité urbaine. Le cas des migrants bretons. Archives de l'O.C.S., 1, 155-161.
- BUREAU D'AMENAGEMENT DE L'EST DU QUEBEC (1966). Plan de développement de la région-pilote: Bas-St-Laurent, Gaspésie et Iles-de-la-Madeleine. 10 cahiers et 30 annexes techniques. Québec: BAEQ-Mont-Joli (juin).
- CASTELLS, M. (1972). La question urbaine. Paris: Maspero.
- CASTELLS, M. (1977). La question urbaine (2e éd. rev. suivie d'une postface 1975). Paris: Maspero.
- CASTONGUAY, C., NEPVEU, G. (1967). La sécurité du revenu, in Rapport de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social (vol. 5, t. 1). Québec: Editeur officiel du Québec.
- CHEVREFILS, A. (1978). Le rôle des animateurs sociaux. Montréal: Editions Coopératives Albert St-Martin.
- CODOL, J.P. (1969). Représentation de soi, d'autrui et de la tâche dans une situation sociale. Psychologie française, 14, 217-228.
- COTE, P. (1973). Etude comparative du sentiment d'actualisation de soi chez des parents et des adolescents de classes sociales différentes. Mémoire de maîtrise inédit, Université de Montréal.
- COTE, P. (1980). Eléments pour une théorie de l'idéologie urbaine: l'idéologie technocratique du BAEQ et les relocalisés de l'Est du Québec. Thèse de doctorat inédite, Université de Montréal.
- COTE, P. (1981). L'analyse automatique du discours de Michel Pêcheux: application de cette méthode dans une analyse de quatre arrêtés en conseil sur la relocalisation dans l'Est du Québec. Rimouski: Documents généraux du GRIDEQ. no 8, Université du Québec à Rimouski.
- DAGNAUD, M. (1978). Le mythe de la qualité de la vie et la politique urbaine en France. Paris: Mouton.



- DALLA ROSA, G., CHADEFAUD, M., DI MEO, G. (1979). Mauléon: première contribution à l'observation du changement social. Pau: Université de Pau, 40 pp. et annexes.
- DESROSIERS, L. (1970). Hiérarchie des municipalités de l'Est du Québec. Rimouski: Ministère des Affaires Municipales.
- DUBE, M., COTE, P. (1977). Etude socio-économique de la ville de Matane. Rimouski: GRIDEQ, Université du Québec à Rimouski, 36 pp.
- DUGAS, C. (1974). L'Est du Québec à l'heure du développement régional. Rimouski: Cahiers de l'Université du Québec à Rimouski, no 1.
- DUGAS, C. (1977). La dispersion de la population dans l'Est du Québec. Thèse de doctorat inédite, Université Laval.
- DUGAS, C. (1980). Diversité spatiale, démographique et socio-économique de l'Est du Québec. Rimouski: Cahiers de l'Université du Québec à Rimouski, no 4.
- DURKHEIM, E. (1895). Les règles de la méthode sociologique. Paris: Presses Universitaires de France, 1956.
- DURKHEIM, E. (1898). Représentations individuelles et représentations collectives. Revue de métaphysique et de morale, in Sociologie et philosophie (pp. 273-302). Paris: Presses Universitaires de France, 1967.
- FORTIN, G. (1971). La fin d'un règne. Montréal: Hurtubise HMH Ltée.
- FRANK, A.G. (1968). Capitalisme et sous-développement en Amérique latine. Paris: Maspéro.
- FRANK, A.G. (1972). Le développement du sous-développement: l'Amérique latine. Paris: Maspéro.
- GAGNON, A. (1979). Le modèle centre-périphérie appliqué à l'Est du Québec. Rimouski: Cahiers du GRIDEQ, no 6, Université du Québec à Rimouski.
- GARNIER, J.C., VERGES, P. (1979). Manosque: du bourg rural à la petite ville. Archives de l'O.C.S., 2, 141-161.
- GERMANI, G. (1965). Migration et intégration culturelle, in P.M. Hauser (Ed.): Manuel de recherche sociale dans les zones urbaines (pp. 170-194). Paris: Unesco, Collection Technologie et Société.

- HARDY, T. (1975). Mémoires d'une relocalisée. Montréal: Parti Pris.
- HERZLICH, C. (1969). Santé et maladie. Analyse d'une représentation sociale. Paris: Mouton.
- HERZLICH, C. (1972). La représentation sociale, in Introduction à la psychologie sociale (pp. 303-325). Paris: Larousse Université, 1, chap. 9.
- HIGGINS, B., MARTIN, F., RAYNAULD, A. (1970). Les orientations du développement économique régional dans la province de Québec. Ottawa: Ministère de l'Expansion Economique Régionale.
- ISRAEL, J. (1972). L'aliénation de Marx à la sociologie contemporaine. Paris: Anthropos.
- JEAN, B. (1972). Situation des migrants de l'expérience-pilote de relocalisation un an après. Rimouski: Ministère de l'Expansion Economique Régionale.
- JEAN, B. (1978). Les "marges" de la périphérie: de la "relocalisation" à l'innovation. Possibles, 2, no 2-3, 123-141.
- JEAN, B. (1979). Développement endogène en région périphérique: l'exemple de l'Est du Québec. Archives de Sciences sociales de la coopération et du développement, 46, 49-64.
- KAES, R. (1968). Images de la culture chez les ouvriers français. Paris: Editions Cujas.
- LABORIE, J.P. (1979). Les petites villes et leur rôle dans le processus d'urbanisation. Thèse de doctorat d'Etat (sous presse), Université de Toulouse-Le Mirail.
- LAMARCHE, L., TOUGAS, F. (1979). Perception des raisons de la pauvreté par des Montréalais canadiens-français. Canadian journal of behavioural science, 11, no 1, 72-78.
- LAMARCHE, Y., RIOUX, M., SEVIGNY, R. (1973). Aliénation et idéologie dans la vie quotidienne des Montréalais francophones. Montréal: Presses Universitaires de Montréal, 1, 2.
- LANTEIGNE, G. (1972). Adaptation des familles rurales en centre urbain. Mémoire de maîtrise inédit, Université d'Aix-Marseille.

- LAZARSELD, P., BOUDON, R. (Ed.) (1965). Le vocabulaire des sciences sociales. Paris: Mouton.
- LEDROUT, R. (1973). Les images de la ville. Paris: Anthropos.
- LEMAY, J. (1976). Le mouvement de colonisation agricole des années de la crise de '30, in La problématique du développement en milieu rural (pp. 230-256). Rimouski: GRIDEQ, Université du Québec à Rimouski.
- LEVESQUE, B. (Ed.) (1979). Animation sociale, entreprises communautaires et coopératives. Québec: Editions coopératives Albert St-Martin.
- LOPREATO, J., HAZELRIGG, L.E. (1977). Class, conflict and mobility. Theories and studies of class structure. San Francisco: Chandler.
- LYNCH, K. (1960). The image of the city. Cambridge: MIT Press.
- MARIE, M., VIARD, J. (1977). La campagne inventée. Paradou: Editions Actes-Sud.
- MESSIER, C., MAROIS, M. (1971). L'intégration urbaine des migrants de l'Est du Québec... "les Gaspésiens de la ville". Montréal: Conseil du développement social du Montréal métropolitain, 1, 2.
- METRA CONSULTANTS LTEE (1969). Ordonnancement de la relocalisation. Montréal: Office de la Planification et du Développement du Québec.
- METRA CONSULTANTS LTEE (1970). Relocalisation de population dans l'Est du Québec. Montréal: Office de Planification et de Développement du Québec.
- MILGRAM, S. (1965). Some conditions of obedience and disobedience to authority. Human relations, 18, 57-76.
- MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES (1976). Programme d'aide à la migration, arrêtés en conseil 2874-72 et 1452-74. Quelques considérations et statistiques sur la migration subventionnée dans l'Est du Québec. Par le groupe chargé de l'accueil. Rimouski, (avril).
- MIRANDA, M. (1975). La relation entre les changements récents et les maladies chez les immigrants portugais à Montréal. Thèse de doctorat inédite, Université de Montréal.

- MORIN, Edgar (1980). La Vie de la Vie. Paris: Le Seuil, p. 391.
- MOSCOVICI, S. (1961). La psychanalyse, son image et son public. Paris: Presses Universitaires de France.
- MOSCOVICI, S. (1970). Préface à D. Jodelet, J. Viet, P. Bernard, in La psychologie sociale, une discipline en mouvement (pp. 13-64). Paris: Mouton.
- MOSCOVICI, S. (1976). La psychanalyse, son image et son public (2e éd. rev.). Paris: Presses Universitaires de France.
- MOSCOVICI, S. (1979). Psychologie des minorités actives. Paris: Presses Universitaires de France.
- OFFICE DE DEVELOPPEMENT DE L'EST DU QUEBEC (1969). Importance du secteur de développement social dans l'économie régionale. Rimouski: Université du Québec à Rimouski, Service des archives régionales, Collection Leseman.
- PAILHOUS, J. (1979). La représentation de l'espace urbain: son élaboration, son rôle dans l'organisation des déplacements. Communication faite au colloque sur les représentations sociales, Laboratoire de psychologie sociale européenne, Maison des Sciences de l'Homme, Paris.
- PECHEUX, M. (1975). Les vérités de la palice. Paris: Maspero.
- POITOU, J.P. (1974). La dissonance cognitive. Paris: Armand Colin.
- POITOU, J.P. (1978a). La dynamique des groupes, une idéologie au travail. Paris: Editions du CNRS.
- POITOU, J.P. (1978b). Représentation de la formation et de la profession chez les programmeurs. Sociologie du Sud-Est, 16, 3-21.
- POULANTZAS, N. (1968). Pouvoir politique et classes sociales. Paris: Maspero.
- RAMBAUD, P. (1969). Société rurale et urbanisation. Paris: Seuil.
- REMY, J., VOYE, L. (1974). La ville et l'urbanisation. Bruxelles: Duculot.
- RINEHART, J.W., OKRAKU, I.O. (1974). A study of class consciousness. Canadian review of sociology and anthropology, 11, 197-213.

ROSENTHAL, R. (1966). Experimenter effects in behavior research.  
New York: Appleton-Century-Crofts.

VAN SCHENDEL, M. (1971). La maladie infantile du Québec, in  
Les Québécois (pp. 19-38). Montréal: Parti Pris.

**GRIDEQ**  
Groupe de recherche interdisciplinaire  
en développement de l'Est du Québec  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI  
330 Ave des URSLINES  
RIMOUSKI QUÉBEC - G3L 9A1

1872  
1873  
1874  
1875  
1876  
1877  
1878  
1879  
1880  
1881  
1882  
1883  
1884  
1885  
1886  
1887  
1888  
1889  
1890  
1891  
1892  
1893  
1894  
1895  
1896  
1897  
1898  
1899  
1900

## LA POLITIQUE DES CAHIERS DU G.R.I.D.E.Q.

Les Cahiers du G.R.I.D.E.Q. veulent être une tribune aussi ouverte que possible où puissent s'exprimer des opinions diverses susceptibles de jeter de nouveaux éclairages sur les problèmes difficiles qui confrontent le développement régional.

En accord avec ces objectifs, les Cahiers se font forts d'accueillir et de publier des productions aussi variées que les contributions scientifiques, les analyses idéologiques, les outils et instruments de travail de même que les expériences de développement, les témoignages et les controverses.

Dans cette perspective, les Cahiers du G.R.I.D.E.Q. veulent servir de moyens de diffusion des résultats des travaux de recherche entrepris par les membres du G.R.I.D.E.Q. Selon une même logique, ils se veulent ouverts aux autres membres de la communauté universitaire dans la mesure où leurs travaux rejoignent l'un ou l'autre des objectifs que se sont fixés collectivement les membres du G.R.I.D.E.Q.

Par ailleurs, les Cahiers, dans la mesure où ils s'adressent à une clientèle d'origine régionale, veulent servir de canal de diffusion aux productions du milieu régional.

CAHIERS DU G.R.I.D.E.Q.

- Cahier no 1: Bibliographie: les inégalités de développement régional, au Québec et au Canada. Par Pierre Bruneau et Jean Larrivée. Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., 1977. 154 p.
- Cahier no 2: Les entreprises de mass média de l'Est du Québec et leur personnel (enquête auprès des patrons). Par Benoit Lévesque, Jean Larrivée, Claude Morin. Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., 1978. 147 p.
- Cahier no 3: La câblodistribution dans l'Est du Québec (Les entreprises). Par Hugues Dionne et al. Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., 1978. 201 p. (Epuisé).
- Cahier no 4: L'animation sociale au Québec: bibliographie. Par Serge Lapointe et al. Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., 1978. 91 p.
- Cahier no 5: Sociographie du personnel spécialisé des mass média de l'Est du Québec. Par Benoit Lévesque et Jean Larrivée. Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., 1979. 212 p.
- Cahier no 6: Le modèle centre-périphérie appliqué à l'Est du Québec. Par Alain Gagnon. Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., 1979. 156 p.
- Cahier no 7: L'idéologie du BAEQ et les relocalisés de l'Est du Québec. Par Pauline Côté. Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., 1981. 193 p.
- HORS-SERIE: La problématique du développement en milieu rural. Grideq éd. Rimouski, U.Q.A.R.-G.R.I.D.E.Q., 1976. 279 p. Annexes. (2ième tirage).

Ces publications sont disponibles à l'adresse suivante:

Secrétariat du G.R.I.D.E.Q.  
Université du Québec à Rimouski  
300, des Ursulines  
Rimouski G5L 3A1  
Tél: 724-1441



DOCUMENTS GENERAUX DU G.R.I.D.E.Q.

- Document no 1: Mémoire du Grideq à la commission Healy sur les études supérieures en sciences humaines au Canada. Rédigé par Fernand Harvey. Rimouski, U.Q.A.R., mars 1975. 23 pages.
- Document no 2: Mission d'exploration en France sur les questions rurales et régionales. Par Pierre Bruneau, Yves Dion et Fernand Harvey. Rimouski, U.Q.A.R., mai 1977. 94 pages.
- Document no 3: Mission de recherche en France (Bretagne et Pays de l'Adour). Par Hugues Dionne. Rimouski, U.Q.A.R., décembre 1978. 47 pages.
- Document no 4: Mission de recherche au Québec sur les phénomènes de marginalité dans les régions périphériques. Par Michel Chadefaud et Gilbert Dalla Rosa. Pau, Université de Pau, octobre 1978. 7 pages.
- Document no 5: Mission de recherche en France sur les stratégies de développement régional et le rôle des petites et moyennes villes en région périphérique (du 12 mai au 2 juin 1979). Par Pauline Côté. Rimouski, U.Q.A.R., mai 1979. 91 pages.
- Document no 6: Elites dirigeantes et mouvement national en Bretagne. Par Louis Quéré. Séminaire présenté au Grideq en février 1980. Rimouski, U.Q.A.R., juin 1980. 45 pages.
- Document no 7: L'aménagement et le développement régional: Pourquoi? Par qui? Comment? Par Jean Larrivée. Réflexion suite à un stage en France organisé par l'Office franco-québécois pour la jeunesse. Rimouski, U.Q.A.R., juin 1980. 45 pages.
- Document no 8: L'analyse automatique du discours de Michel Pêcheux: application de cette méthode dans une analyse de quatre arrêtés en conseil sur la relocalisation dans l'Est du Québec. Par Pauline Côté. Rimouski, U.Q.A.R., mars 1981.

On peut obtenir une photocopie de ces documents au prix de \$0.10 la page en s'adressant au:

Secrétariat du G.R.I.D.E.Q.  
Université du Québec à Rimouski  
300, avenue des Ursulines  
Rimouski, Québec G5L 3A1  
Tél.: 724-1441



X0092364 8